



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)  
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 29 MAI 1948

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 29th, 1948

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
21991 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,  
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
21991 — 1-52

## Lettres patentes

Amos Chinchilla Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1948, constituant en corporation: Joseph Hilarion Lemay, commerçant, Alfred Roy, agent, et Thomas-Louis Simard, contracteur, tous d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Faire le commerce ou le négoce des chinchillas vivants et/ou des fourrures de chinchillas par tous les moyens et de toutes manières quelconques, et aussi faire le commerce d'animaux à fourrure en général, le tout sujet à la Loi de la Chasse (S.R.Q., 1941, c. 153), sous le nom de "Amos Chinchilla Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

## Letters Patent

Amos Chinchilla Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1948, incorporating: Joseph Hilarion Lemay, trader, Alfred Roy, agent, and Thomas-Louis Simard, contractor, all of Amos, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To trade and deal in live chinchillas and/or chinchilla pelts by every means and in every manner whatsoever, and also to deal in fur-bearing animals in general, the whole subject to the Game Laws (R.S.Q., 1941, chap. 153), under the name of "Amos Chinchilla Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Archambault Automobile Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1948, constituant en corporation: Jean-Paul Archambault, marchand de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, Gaston Péloquin, comptable public, et Herman Plante, comptable, ces deux derniers de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, échanger, construire et réparer par contrat ou autrement les véhicules-automobiles, camions, tracteurs, moteurs et autres machines, huiles et pièces de rechange, sous le nom de "Archambault Automobile Limitée", avec un capital de \$99,000 divisé en 990 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Canadian Pattern & Wood Working Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize avril 1948, constituant en corporation: Edouard Laurendeau, Thomas Ferguson, industriels, et Omer-L. Brais, comptable, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, sous toutes ses formes, le commerce et l'industrie de manufacturier de modèles, formes, patrons, motifs, matrices, soit en bois, soit en métal, soit de tous autres matériaux appropriés, sous le nom de "Canadian Pattern & Wood Working Company Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 600 actions privilégiées de \$50 chacune et en 200 actions communes d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Commodities Incorporated**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux avril 1948, constituant en corporation: John Richard Hyde, Roland LeFrançois, avocats, et Robert John Forster, comptable, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises faits en totalité ou en partie de caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile ou verre, ainsi que des produits alimentaires, produits des animaux et produits minéraux, pierres précieuses, travaux d'art et produits chimiques, sous le nom de "Commodities Incorporated", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions privilégiées de \$50 chacune et en 500 actions ordinaires de \$50 chacune.

**Archambault Automobile Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of April, 1948, incorporating: Jean Paul Archambault, merchant, of Drummondville, judicial district of Arthabaska, Gaston Péloquin, public accountant, and Herman Plante, accountant, these two latter of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, exchange, build and repair by contract or otherwise motor vehicles, trucks, tractors, motors and other machinery, oil and spare parts, under the name of "Archambault Automobile Limitée", with a capital stock of \$99,000 divided into 990 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Canadian Pattern & Wood Working Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1948, incorporating: Edouard Laurendeau, Thomas Ferguson, manufacturers, and Omer L. Brais, accountant, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all lines of same, the business and industry of manufacturer of models, forms, patterns, designs, dies, whether in wood, in metal or any other suitable materials, under the name of "Canadian Pattern & Wood Working Company Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 600 preferred shares of \$50 each and 200 common shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Commodities Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1948, incorporating: John Richard Hyde, Roland LeFrançois, advocates, and Robert John Forster, accountant, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell and deal in all kinds of products, articles and merchandise made wholly or partly from rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile or glass, as well as foodstuffs, animal and mineral products, precious stones, works of art, and chemical products, under the name of "Commodities Incorporated", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 preferred shares of \$50 each, and 500 common shares of \$50 each.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Dennis Textiles Ltd.**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deux avril 1948, constituant en corporation: Howard Salter Ross, conseil en loi du Roi, John Wesley Cerini, avocats, et Mildred Jones, secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter et autrement acquérir, vendre et autrement disposer, manufacturer, produire, utiliser, donner le service et autrement négocier ou faire le commerce de textiles, sous le nom de "Dennis Textiles Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Dr Sunny's Beverages Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1948, constituant en corporation: Philéas Villemure, surintendant, Alphonse Désaulniers, hôtelier, Nicholas Hanna, industriel, et Marcel Crête, avocat, tous de Grand'Mère, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, fabriquer, importer ou exporter, faire le commerce en général et exercer l'industrie de tous les produits qui entrent dans la fabrication ou la préparation des liqueurs douces, y compris les contenants et autres objets se rapportant à la fabrication ou au commerce des liqueurs douces, et d'agir comme fournisseurs de tels produits et objets, sous le nom de "Dr. Sunny's Beverages Co. Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$50 chacune, et 600 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grand'Mère, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Fort Street Realty Company Limited**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente avril 1948, constituant en corporation: John Fitzwilliam Stairs, Emmett Paul Maloney, avocats, et Mary Griffiths, comp-

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Dennis Textiles Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of April, 1948, incorporating: Howard Salter Ross, King's Counsel, John Wesley Cerini, advocates and Mildred Jones, secretary, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To import, export, purchase and otherwise acquire, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, use, service and otherwise deal in or with textiles, under the name of "Dennis Textiles Ltd.", with a capital of \$10,000 divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Dr Sunny's Beverages Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1948, incorporating: Philéas Villemure, superintendent, Alphonse Désaulniers, hotel-keeper, Nicholas Hanna, manufacturer, and Marcel Crête, advocate, all of Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, import or export, deal generally in and carry on the business of all products which may enter into the manufacturing or preparing of soft drinks, including the containers and other objects incidental to the manufacturing of and dealing in soft drinks, and to act as purveyors of such products and objects, under the name of "Dr Sunny's Beverages Co. Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 400 common shares of \$50 each, and 600 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Fort Street Realty Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, incorporating: John Fitzwilliam Stairs, Emmett Paul Maloney, advocates, and Mary Griffiths, accountant, spinster, all of the city of

table, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, vendre et faire le commerce de terrains, bâtisses et autres propriétés réelles ou immobilières et de tous intérêts en icelles et de tous droits sur ou s'y rapportant;

Administrer des terrains, bâtisses et autres propriétés réelles ou immobilières appartenant ou non à la compagnie et percevoir des loyers et revenus, sous le nom de "Fort Street Realty Company Limited", avec un capital de \$5,000 divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 105 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Garage R J R Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1948, constituant en corporation: Lionel Boucher, gérant, Raymonde Boucher, secrétaire, Jacqueline Boucher, employée civile, filles majeures, Rose Ethier Boucher, commis général, épouse commune en biens dudit Lionel Boucher et dûment autorisée par lui, tous de Hull, et Robert Boucher, agent, de Gatineau, district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

Acheter, vendre toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, et toutes sortes de machineries, ustensiles, appareils, lubrifiants, sous le nom de "Garage R J R Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Granite Products Limited**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente avril 1948, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat et conseil en loi du Roi, Marie-Paule Hudon et Françoise Gagnon, secrétaires, filles majeures, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs, constructeurs, couvreurs, importateurs, marchands et manufacturiers de béton, ciment, asphalte, métal en feuilles, préparations pour les toits et autres matériaux qui peuvent être utilisés directement ou indirectement par des entrepreneurs, constructeurs ou couvreurs, sous le nom de "Granite Products Limited", avec un capital de \$49,000 divisé en 40,000 actions privilégiées de \$1 chacune et en 9,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, sell and deal in land, buildings and other real or immoveable property, and any interests therein, and any rights over or connected therewith;

To manage land, buildings and other real or immoveable property whether belonging to the company or not, and to collect rents and income, under the name of "Fort Street Realty Company Limited", with a capital stock of \$5,000 divided into 500 shares of \$10 each.

\* The head office of the company will be at 105 St. James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Garage R J R Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of April, 1948, incorporating: Lionel Boucher, manager, Raymonde Boucher, secretary, Jacqueline Boucher, civil servant, spinsters, Rose Ethier Boucher, general clerk, wife common as to property of said Lionel Boucher, and duly authorized by him, all of Hull, and Robert Boucher, agent, of Gatineau, judicial district of Hull, for the following purposes:

To buy, sell all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburators and all kinds of machinery, utensils, apparatus, lubricants, under the name of "Garage R J R Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Gatineau, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Granite Products Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1948, incorporating: Henri Crépeau, advocate and King's Counsel, Marie-Paule Hudon and Françoise Gagnon, secretaries, spinsters, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors, builders, roofers, importers, dealers in and manufacturers of concrete, cement, asphalt, sheet metal, roof preparations and other materials which can be used directly or indirectly by contractors, builders or roofers, under the name of "Granite Products Limited", with a capital stock of \$49,000 divided into 40,000 preferred shares of \$1 each, and 9,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Grant Converters Ltd.**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux avril 1948, constituant en corporation: Louis Orenstein, Jacob S. Wasserman, Bernard S. Mergler, avocats, et Max Padber, comptable, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Négociant ou faire le commerce de laine et tissus de coton, lainages, soieries, toiles et vêtements de toute sorte; nouveautés, jouets, accessoires pour le commerce et la maison, sous le nom de "Grant Converters Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**H. Sauriol Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1948, constituant en corporation: Hector Sauriol, marchand, Lucette Tessier, ménagère, épouse séparée de biens de Hector Sauriol, et dûment autorisée par lui, et Gaston Rivet, courtier d'assurances, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en gros ou en détail, de marchand de meubles de quelque nature ayant pour objet de meubler, garnir ou autrement orner toute résidence privée, bureau, magasin, manufacture, sous le nom de "H. Sauriol Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions privilégiées de \$100 chacune, et 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**J.-B. Poulin Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1948, constituant en corporation: Jean-Baptiste Poulin, mécanicien, Dame Germaine Giroux Poulin, épouse séparée de biens de Jean-Baptiste Poulin, et dûment autorisée par lui, tous deux de Beauport, et Charles-Aimé Poulin, comptable, de Giffard, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants;

Acheter, manufacturer, importer, exporter, vendre, installer, réparer et généralement faire le commerce de tout ce qui touche le fer ornemental

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Grant Converters Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1948, incorporating: Louis Orenstein, Jacob S. Wasserman, Bernard S. Mergler, advocates, and Max Padber, accountant, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in or with wool and cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort; novelties, toys, commercial and household supplies, under the name of "Grant Converters Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**H. Sauriol Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of April, 1948, incorporating: Hector Sauriol, merchant, Lucette Tessier, housewife, wife separate as to property of Hector Sauriol, and duly authorized by him, and Gaston Rivet, insurance broker, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, wholesale or retail, the business of dealer in all kinds of furniture intended to furnish, trim or otherwise ornament any private residence office, store, factory, under the name of "H. Sauriol Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 preferred shares of \$100 each and 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**J.-B. Poulin Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1948, incorporating: Jean-Baptiste Poulin, mechanic, Dame Germaine Giroux Poulin, wife separate as to property of Jean-Baptiste Poulin and duly authorized by him, both of Beauport, and Charles Aimé Poulin, accountant, of Giffard, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To purchase, manufacture, import, export, sell, install, repair, and deal generally in anything which may concern ornamental iron, under

sous le nom de "J.-B. Poulin Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 150, 5ème rue, cité de Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Laboratoire Grid Laboratory Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1948, constituant en corporation: Charles-Edouard Bertrand, Jean-Paul Grégoire et Jean-Paul Dansereau, avocats, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, toutes classes de farine, tous grains et céréales et produits agricoles quelconques, des confiseries de toutes sortes, pâtisseries;

Fabriquer en particulier la nourriture pour bébés connue et désignée sous le nom de "GRID";

Le nom de la présente compagnie est "Laboratoire Grid Laboratory Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$107,500 divisé en 35,000 actions ordinaires de \$1 chacune, et en 1,450 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le quartier de Rosemont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**La Chambre de Commerce des Jeunes de Mont-Joli**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Pinault, gentilhomme, Benoît Quimper, commis, Julien-F. Gaudet, commerçant, et Guy d'Anjou, avocat, tous de Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

La formation économique, civique et sociale de ses membres la promotion et la défense de leurs intérêts, sous le nom de "La Chambre de Commerce des Jeunes de Mont-Joli".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**La Société des Hommes d'Affaires de l'Est de Montréal**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres pa-

the name of "J.-B. Poulin Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 150, 5th street, city of Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Laboratoire Grid Laboratory Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1948, incorporating: Charles Edouard Bertrand, Jean Paul Grégoire and Jean Paul Dansereau, advocates, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture all types of flour, grain and cereals and farm products of all kinds; confectionery of all sorts and pastry;

To manufacture in particular the baby food known, and designated under the name of "GRID";

The name of the present company is "Laboratoire Grid Laboratory Inc."

The amount of capital stock of the company will be \$107,500 divided into 35,000 common shares of \$1 each, and 1,450 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, in Rosemount Ward, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**La Chambre de Commerce des Jeunes de Mont-Joli**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth of April, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Pinault, gentleman, Benoît Quimper, clerk, Julien F. Gaudet, trader, and Guy d'Anjou, advocate, all of Mont-Joli, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

The economic, civic and social formation of its members, the promotion and the defence of their interests, under the name of "La Chambre de Commerce des Jeunes de Mont-Joli".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess is to be limited is ten thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**La Société des Hommes d'Affaires de l'Est de Montréal**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty

tentes, en date du vingt-huit avril 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Henri Yvon Lepage, garagiste, Dr Léonidas Parent, dentiste, Jos. Tondreau, camionneur, Gaston Hinton, Odilon Bélanger, marchands, Armand Tessier, entrepreneur-plâtrier, Ernest-G. Allard, pharmacien, et Victorien Colletterte, administrateur, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts économiques, civiques et sociaux de l'Est de la cité de Montréal, sous le nom de "La Société des Hommes d'Affaires de l'Est de Montréal".

Le montant des biens immobiliers de la corporation ou les revenus en provenant sera limité à \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**L'Association des Marchands Détaillants  
Québec**  
**The Retail Merchants' Association — Quebec**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mai 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Léonce Beaudry, marchand détaillant, de Sorel, district judiciaire de Richelieu, Luc Marchessault, marchand détaillant, de West Shefford, district judiciaire de Bedford, Charles-Auguste Gascon, René LaSalle, Léopold Pigeon, Médard Deniger, Alfred-Fortunat Riendeau, François Beauregard, René-O. Binette, marchands détaillants, et Fernand Boisseau, secrétaire, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faciliter, par l'intermédiaire de ses membres, l'adoption de lignes de conduite qui pourront promouvoir les intérêts industriels et commerciaux des marchands détaillants de la province de Québec, sous le nom de "L'Association des Marchands Détaillants — Québec" — "The Retail Merchants' Association — Quebec".

Le montant des revenus annuels des propriétés immobilières que la corporation peut posséder devra être limité à \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**L'Association des Propriétaires de St-Pascal de  
Maizerets Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1948, constituant en corporation sans capital-actions: P.-N. Bergeron, rentier, Lucien Jobidon, marchand, et Jean-Baptiste Laplante, comptable, tous de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire reconnaître les droits des propriétaires fonciers dans la paroisse de St-Pascal de Maizerets, en la cité de Québec, sous le nom de "L'As-

soy Association des Propriétaires de St-Pascal de Maizerets Inc. — Quebec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Léonce Beaudry, retail merchant, of Sorel, judicial district of Richelieu, Luc Marchessault, retail merchant, of West Shefford, judicial district of Bedford, Charles Auguste Gascon, René LaSalle, Léopold Pigeon, Médard Deniger, Alfred Fortunat Riendeau, François Beauregard, René O. Binette, retail merchants, and Fernand Boisseau, secretary, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote the economic, civic and social interests of the East end of the city of Montreal under the name of "La Société des Hommes d'Affaires de l'Est de Montréal".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess or the revenues derived therefrom will be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**L'Association des Marchands Détaillants  
Québec**  
**The Retail Merchants' Association — Quebec**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Léonce Beaudry, retail merchant, of Sorel, judicial district of Richelieu, Luc Marchessault, retail merchant, of West Shefford, judicial district of Bedford, Charles Auguste Gascon, René LaSalle, Léopold Pigeon, Médard Deniger, Alfred Fortunat Riendeau, François Beauregard, René O. Binette, retail merchants, and Fernand Boisseau, secretary, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To facilitate, through the intermediary of its members, the adoption of lines of conduct which will promote the industrial and commercial interests of retail merchants of the Province of Quebec, under the name of "L'Association des Marchands Détaillants — Québec" — "The Retail Merchants' Association — Quebec".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**L'Association des Propriétaires de St-Pascal de  
Maizerets Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: P. N. Bergeron, annuitant, Lucien Jobidon, merchant, and Jean-Baptiste Laplante, accountant, all of Québec, judicial district of Québec for the following purposes:

To cause the recognition of the rights of land owners in the parish of St-Pascal de Maizerets, in the city of Québec, under the name of "L'Asso-

sociation des Propriétaires de St-Pascal de Maizerets Inc."

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux de hasard ni les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à 1053, 19ième rue, cité de Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Le Garage d'Estcourt, Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1948, constituant en corporation: Louis Veilleux, garagiste, Antoine Morneau, camionneur, et Dame Dorothee Bolduc, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Louis Veilleux et dûment autorisée par lui, tous d'Estcourt, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de véhicules-automobiles, instruments aratoires, machines et machineries, camions, automobiles, bicycles à gazoline ou autres véhicules de toutes sortes, sous le nom de "Le Garage d'Estcourt, Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Estcourt, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Logan Realty Co. Ltd.**

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-deux avril 1948, constituant en corporation: David Samuel Dubin, administrateur, Hyman Solomon, avocat, et William Alfred Hutcheson, comptable, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, prendre à bail et posséder et accorder des baux, exploiter et utiliser et autrement négocier et aliéner, disposer et faire le commerce d'immeubles et de tous droits et intérêts en iceux et de terrains et bâtisses de toute sorte, et construire, améliorer, réparer des édifices résidentiels, industriels, commerciaux et autres et des maisons, maisons d'appartements, logements, magasins, entrepôts, usines de chauffage et exercer un commerce général d'immeubles, entrepreneurs, constructeurs, administrateurs, entreposeurs et autres commerces semblables, sous le nom de "Logan Realty Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1643 avenue Delorimier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

sociation des Propriétaires de St-Pascal de Maizerets Inc."

The powers granted do not permit games of chance nor combined games of chance and skill.

The amount to which the value of the immovable property (or the annual revenue therefrom) which the corporation may possess, is to be limited is \$25,000.

The head office of the corporation will be at 1053, 19th Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Le Garage d'Estcourt, Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, pursuant to section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-second day of April, 1948, incorporating: Louis Veilleux, garage-keeper, Antoine Morneau, truckman, and Dame Dorothee Bolduc, housewife, wife separate as to property by marriage contract of said Louis Veilleux, and duly authorized by him, all of Estcourt, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To deal in all sorts of motor vehicles, agricultural implements, machines and machinery, trucks, automobiles, motorcycles or any kind of other vehicles, under the name of "Le Garage d'Estcourt, Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Estcourt, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Logan Realty Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of April, 1948, incorporating: David Samuel Dubin, executive, Hyman Solomon, advocate, and William Alfred Hutcheson, accountant, all of the City of Montreal, Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, to take on lease and to own and grant leases of, operate and use and otherwise deal with, and to alienate, dispose of and deal in real estate and all rights and interest therein and lands and buildings of any kind, and to construct, improve, repair residential, industrial, commercial and other buildings and houses, apartment buildings, flats, stores, warehouse, heating plants and to carry on a general real estate business and the business generally of real estate agent and brokers, contractors, builders, managers, warehousemen and other similar business, under the name of "Logan Realty Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 1643 Delorimier Avenue, Montreal, Judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**"M" Electrique Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1948, constituant en corporation: Gédéon Mongrain, électricien, Henri-Paul Mongrain, et Charles Méthot, techniciens-électriciens, tous de la cité des Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, techniciens, mécaniciens, manufacturiers, ouvriers en ou vendeurs de dynamos, générateurs, accumulateurs, tableaux de distribution, appareils électriques et accessoires de toute description en éclairage électrique;

Faire l'installation de l'électricité, de la force motrice, de l'éclairage ou toutes autres affaires dans lesquelles l'électricité est ou peut être utile, sous le nom de "M" Electrique Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**M. M. Martin Incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1948, constituant en corporation: Marcel Martin, Maurice Martin, négociants en produits alimentaires, et Wilfrid-N. Langevin, avocat, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des bestiaux et animaux pour les produits alimentaires de toutes sortes, de viande, volailles, poissons, fromage, beurre, œufs, thé, lait, crème et légumes, fruits et céréales, sous le nom de "M.M. Martin Incorporée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Ouellette Motor Sales Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1948, constituant en corporation: Odilon Ouellette, garagiste, Jeannette Gagné, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, et Gaétan Sylvestre, avocat, de la cité de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"M" Electrique Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of April, 1948, incorporating: Gédéon Mongrain, electrician, Henri-Paul Mongrain and Charles Méthot, electrical technicians, all of the city of Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as electricians, technicians, mechanics, manufacturers, workmen or salesmen of dynamos, generators, storage batteries, switchboards, electrical apparatus and accessories of every description for electric lighting;

To carry on the installation of electricity, of motive power, and light or any other business, wherein electricity is or may be useful, under the name of "M" Electrique Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**M. M. Martin Incorporée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1948, incorporating: Marcel Martin, Maurice Martin, dealers in foodstuffs, and Wilfrid N. Langevin, advocate, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in cattle and livestock used for food of all kinds, meat, fowl, fish, cheese, butter, eggs, tea, milk, cream and vegetables, fruit and cereals, under the name of "M. M. Martin, Incorporée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Ouellette Motor Sales Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of April, 1948, incorporating: Odilon Ouellette, garage-keeper, Jeannette Gagné, stenographer, spinster, both of the city of Montreal, judicial district of Montreal, and Gaétan Sylvestre, advocate, of the city of Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

Acheter, manufacturer, assembler, louer, réparer et généralement faire le commerce d'automobiles, camions, autobus, autocars, véhicules de toute et de chaque sorte et description, sous le nom de "Ouellette Motor Sales Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

To buy, manufacture, assemble, lease, repair and deal generally in automobiles, trucks, autobuses, autocars, vehicles of any and every kind and description, under the name of "Ouellette Motor Sales Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Peltier Handling Equipment Compagnie Limitée**  
**Peltier Handling Equipment Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1948, constituant en corporation: Paul-A. Vallée, Paul-Hubert Pelrin, avocats, et Charlemagne Fontaine, huissier, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs-généralx et ingénieurs-machinistes, dans la construction, les réparations, l'équipement et le développement de travaux publics et privés de tous genres, et dans la fourniture de matériaux et d'appareils de toutes sortes, nécessaires à poursuivre des dites opérations, sous le nom de "Peltier Handling Equipment Compagnie Limitée" — "Peltier Handling Equipment Company Limited", avec un capital de \$250,000, divisé en 2,500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Peltier Handling Equipment Compagnie Limitée**  
**Peltier Handling Equipment Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1948, incorporating: Paul A. Vallée, Paul Hubert Pellerin, advocates, and Charlemagne Fontaine, bailiff, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and engineers, machinists, for the construction, repair, equipment and development of public and private works of every kind, and for the supplying of materials and apparatus of every kind required for the carrying on of said operations, under the name of "Peltier Handling Equipment Compagnie Limitée" — "Peltier Handling Equipment Company Limited", with a capital stock of \$250,000 divided into 2,500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Phi Gamma Delta (McGill) Inc.**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente avril 1948, constituant en corporation sans capital-actions: William Donald Jewett, ingénieur mécanicien, de Woodlands, Charles Alexander Macdonald, ingénieur d'assurances, John Frederick Burgess, médecin, tous deux de la cité de Westmount, George Frederick Inglis, ingénieur professionnel, Kenneth Wickens Foucar, architecte, Frederick Norman Dundas, Edwards Alfred Rolph, administrateurs, Robert Edwards Smallwood, ingénieur et Wilfred Roy Boake, ingénieur vendeur, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Procurer une maison de chapitre convenable, dans la cité de Montréal, aux membres du chapitre Mu Kappa de la Fraternité de Phi Gamma Delta, sous le nom de "Phi Gamma Delta (McGill) Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$150,000.

Le siège social de la corporation sera à 3421 rue Drummond, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Phi Gamma Delta (McGill) Inc.**

Notice is hereby given that under the provision of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1948, incorporating without share capital: William Donald Jewett, mechanical engineer, of Woodlands, Charles Alexander Macdonald, insurance engineer, John Frederick Burgess, physician, both of the City of Westmount, George Frederick Inglis, professional engineer, Kenneth Wickens Foucar, architect, Frederick Norman Dundas, Edwards Alfred Rolph, executives, Robert Edwards Smallwood, engineer, and Wilfred Roy Boake, engineer, salesman, all of the City of Montreal, Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To provide a suitable Chapter House in the City of Montreal for the members of the Mu Kappa chapter of the Fraternity of Phi Gamma Delta, under the name of "Phi Gamma Delta (McGill) Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the Corporation will be at 3421 Drummond Street, City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"Pigalle" Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1948, constituant en corporation : Armand Chevrette, avocat, de la cité de Montréal, et Dame veuve Adrienne St-Maurice Filion, de la cité de Lachine, et Jehan Perdriau, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants :

Exercer le commerce de restaurant, café, taverne, salle de rafraîchissements et bonbons, et de marchand de revues, journaux et autres publications, et en général de comestibles de toutes sortes, sous le nom de "Pigalle" Inc., avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la Cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**"Pigalle" Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1948, incorporating : Armand Chevrette, advocate, of the city of Montreal, and Dame widow Adrienne St-Maurice, Filion of the city of Lachine, and Jehan Perdriau, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of a restaurant, café, tavern, refreshment room and candy shop, dealer in reviews, newspapers and other publications, and generally deal in foodstuffs of all kinds, under the name of "Pigalle" Inc., with a capital stock of \$40,000 divided, into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be in the City of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Progress Incorporated**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-deux avril 1948, constituant en corporation : Robert Lafleur, C.R., avocat, Victor Desautels, agent, et Marcelle Flamand, sténographe, fille majeure, tous de la cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants :

Publier, éditer, imprimer, diriger, faire circuler, vendre, acheter du papier, des revues, journaux, livres, circulaires et magazines de toutes sortes ;

Exercer l'industrie et le commerce de papeterie et ceux qui consistent à imprimer, relier, graver, stéréotyper, lithographier et photograver, sous le nom de "Progress Incorporated" avec un capital de \$100,000 divisé en 10,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Progress Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of April, 1948, incorporating : Robert Lafleur, K.C., advocate, Victor Desautels, agent, and Marcelle Flamand, stenographer, spinster, all of the City of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes :

To publish, edit, print, conduct, circulate, sell, purchase papers, reviews, newspapers, books, circulars and magazines of all kinds ;

To carry on the trade and business of stationery, printing, binding, engraving, stereotyping, lithographing and photo engraving, under the name of "Progress Incorporated", with a capital stock of \$100,000 divided into 10,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Star Transport & Equipment Company, Inc.**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deux avril 1948, constituant en corporation : Frank J. Dolan, comptable, Gérald McTeigue, procureur, et Lottie Pachal, dactylographe, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants :

Négocier, acheter, vendre, louer, utiliser, exploiter, entretenir, donner à bail, commercer, faire le négoce, disposer, manufacturer et réparer des automobiles, camions, taxis, motocyclettes, bateaux, aéroplanes et aérostats ; machinerie,

**Star Transport & Equipment Company, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of April, 1948, incorporating : Frank J. Dolan, accountant, Gerald McTeigue, barrister, and Lottie Pachal, typist, spinster, all of the City of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes :

To trade in, buy, sell, lease, use, operate, maintain, let for hire, deal in, deal with, dispose of, manufacture and repair: automobiles, trucks' taxicabs, boilers, tools and utensils, and metals, ores, oils, rubber, gutta-percha, leather, wood,

moteurs, engins, bouilloires, outils et ustensiles et des métaux, minerais, huiles, caoutchouc, gutta-percha, cuir, bois, substances fibreuses et leurs produits, sous le nom de "Star Transport & Equipment Company, Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**The Shawinigan Construction Co. Ltd.**

La Cie de Construction de Shawinigan Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1948, constituant en corporation : Roland A. Diamond, notaire, de Ville Mont-Royal, Jean Geoffron, avocat, d'Outremont, district judiciaire de Montréal, et Gabriel Marchand, avocat, d'Iberville, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants :

Manufacturer tous les objets qui entrent dans la construction ;

Faire le commerce de gros et de détail des matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de "The Shawinigan Construction Co. Ltd." — "La Cie de Construction de Shawinigan Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 58, 5ème rue, Shawinigan Falls, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**W. E. Pouliot Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1948, constituant en corporation : Emé. Lacroix, avocat, de Ville Mont-Royal, Emile Pelletier, avocat, de Lachine, et Marcelle Langlois, sténographe, célibataire majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants :

Manufacturer, vendre des tabacs, bonbons, papiers, accessoires de fumeurs, menus articles, épicerie, produits de charcuterie ou de confiserie ou des articles habituellement vendus dans les librairies, sous le nom de "W. E. Pouliot Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1948.

L'Assistant-procureur général,  
22275 L. DÉSILETS,

**New Jersey Zinc Explorations Limited**

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze mai 1948, constituant en corporation: Valmore de Billy, avocat, de

fibrous substances and products thereof, under the name of "Star Transport & Equipment Company, Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**The Shawinigan Construction Co. Ltd.**

La Cie de Construction de Shawinigan Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1948, incorporating : Roland A. Diamond, notary, of the Town of Mount Royal, Jean Geoffron, advocate, of Outremont, judicial district of Montreal, and Gabriel Marchand, advocate, of Iberville, judicial district of Iberville, for the following purposes :

To manufacture any objects used in construction work ;

To deal wholesale and retail in building requisites of all kinds, under the name of "The Shawinigan Construction Co. Ltd." — "La Cie de Construction de Shawinigan Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 58, 5th Street, Shawinigan Falls, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**W. E. Pouliot Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1948, incorporating : Emé. Lacroix, advocate, of the Town of Mount Royal, Emile Pelletier, advocate, of Lachine, and Marcelle Langlois, stenographer, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, sell tobacco, candies, papers, smokers supplies, small wares, groceries, prepared meats and confectionery or things usually sold in stationery stores, under the name of "W. E. Pouliot Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the town of Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1948.

L. DÉSILETS,  
22275-o Deputy Attorney General.

**New Jersey Zinc Explorations Limited**

Notice is hereby given that under provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1948, incorporating: Valmore de Billy, advocate, of Levis, Gilles de Billy

Lévis, Gilles de Billy, Claude Gagnon, avocats, Jean-Baptiste Brown, comptable, Alice Guntensperger, secrétaire, fille majeure, tous quatre de la cité de Québec, Pierrette Gauvin, de Cap-Rouge et Thérèse Sirois, de Lauzon, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "New Jersey Zinc Explorations Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1948.

L'Assistant-procureur général.  
22313 L. DÉSILETS.

Claude Gagnon, advocates, Jean-Baptiste Brown, accountant, Alice Guntensperger, secretary, spinster, all four of the city of Quebec, Pierrette Gauvin, of Cap-Rouge, and Thérèse Sirois, of Lauzon, both secretaries, spinsters, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "New Jersey Zinc Explorations Limited", with a capital of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1948.

L. DÉSILETS,  
22313-o Deputy Attorney General.

### Arrêtés en Conseil

#### ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 655

Québec, le 13 mai 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "C"

CONCERNANT une prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie du Meuble de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie du Meuble de Québec, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1327 du 18 avril 1946, subséquemment prolongé jusqu'au 2 juin 1948, soit de nouveau prolongé jusqu'au 2 juillet 1948, aux mêmes taux et conditions.

22294-o A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

#### ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 702

Québec, le 19 mai 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "C"

CONCERNANT une prolongation du décret relatif aux travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3723 du 6 octobre 1944 et amendements, relatif aux travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 30 juin 1948.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

22299-o A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

### Orders in Council

#### ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 655

Quebec, May 13, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "C"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1327 of April 18, 1946, subsequently extended until June 2, 1948, be again extended until July 2, 1948, with the same rate and conditions.

22294-o A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

#### ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 702

Quebec, May 19, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "C"

CONCERNING an extension of the decree relating to the fur workers, wholesale trade, in the district of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree number 3723 of October 6, 1944, and amendments, relating to the fur workers, wholesale trade, in the district of Montreal, be extended until June 30, 1948.

(Document "C" annexed to the Order)

22299-o A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 702

Québec, le 19 mai 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "B"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif au métier de coiffeur pour dames, dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 1343 du 29 mai 1941 et amendements, relatif au métier de coiffeur pour dames dans les cités de Montréal, Westmount, Outremont, Verdun, Lachine et les villes de Montréal-Ouest, Mont-Royal, St-Laurent, Ville St-Pierre et Ville LaSalle, soit de nouveau prolongé jusqu'au 7 juin 1949.

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

22298-0

Greffier du Conseil Exécutif.

**ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 702

Quebec, May 19, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "B"

CONCERNING an extension of the decree relating to the ladies hairdressing trade in the district of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree number 1343 of May 29, 1941, and amendments, relating to the ladies hairdressing trade in the cities of Montreal, Westmount, Outremont, Verdun, Lachine and the towns of Montreal-West, Mount-Royal, St. Laurent, Ville St. Pierre and Ville LaSalle, be further extended until June 7, 1949.

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

22298-0

Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 701

Québec, le 19 mai 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "C"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du comité paritaire de l'Industrie de la Fourrure, section du gros de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 613 du 10 avril 1947 (section "B"), soit prolongé jusqu'au 30 juin 1948, aux mêmes taux et conditions.

A. MORISSET,

22295-0

Greffier du Conseil Exécutif.

**ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 701

Quebec, May 19, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "C"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal, authorized by a by-law approved by Order in Council number 613 of April 10, 1947 (part "B") be extended until June 30, 1948, with the same rate and conditions.

A. MORISSET,

22295-0

Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 702

Québec, le 19 mai 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "F"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Lavolette, Champlain et Trois-Rivières.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 1658 du 19 avril 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de

**ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 702

Quebec, May 19, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "F"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the counties of Maskinongé, St. Maurice, Lavolette, Champlain and Three-Rivers.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments of the decree number 1658 of April 19, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the coun-

Maskinongé, Saint-Maurice, Lavolette, Champlain et Trois-Rivières;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 avril 1948;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1658, soit modifié de la façon suivante:

1° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Taux minima de salaires*: Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers ci-après mentionnés:

Métiers:	Taux horaires ZONES		Trades	Hourly rates ZONES	
	I	II		I	II
Briqueur—compagnon senior...	\$1.20	\$1.10	Bricklayer—senior journeyman	\$1.20	\$1.10
Maçon—compagnon senior....	1.20	1.10	Mason—senior journeyman....	1.20	1.10
Plâtrier—compagnon senior....	1.20	1.10	Plasterer—senior journeyman..	1.20	1.10
Briqueur—compagnon junior	0.85	0.85	Bricklayer—junior journeyman*	0.85	0.85
Maçon—compagnon junior....	0.85	0.85	Mason—junior journeyman....	0.85	0.85
Plâtrier—compagnon junior....	0.85	0.85	Plasterer—junior journeyman..	0.85	0.85
Charpentier-menuisier—compagnon senior.....	1.00	0.90	Carpenter-joiner—senior journeyman.....	1.00	0.90
Charpentier-menuisier—compagnon junior.....	0.85	0.75	Carpenter-joiner—junior journeyman.....	0.85	0.75
Peintre—compagnon senior....	0.90	0.85	Painter—senior journeyman....	0.90	0.85
Peintre—compagnon junior....	0.80	0.70	Painter—junior journeyman....	0.80	0.70
Peintre—(machine à asperger) ..	1.05	1.05	Painter (spraying).....	1.05	1.05
Tapissier.....	0.90	0.85	Paper hanger.....	0.90	0.85
Électricien—compagnon senior..	1.00	0.90	Electrician—senior journeyman .	1.00	0.90
Électricien—compagnon junior 1ère et 2ième années.....	0.85	0.85	Electrician—junior journeyman 1st and 2nd year.....	0.85	0.85
Journalier (ouvrier non spécialisé).....	0.75	0.70	Labourer (common worker).....	0.75	0.70
Chauffeur de chaudières.....	0.85	0.75	Boiler fireman.....	0.85	0.75
Mécanicien de machines fixes....	0.90	0.80	Stationary engineman.....	0.90	0.80
Préposé aux grues, monte-charges, ascenseurs à vapeur.....	1.00	0.90	Steam crane and elevator operator.....	1.00	0.90
Préposé aux grues, monte-charges, ascenseurs à gazoline et à l'électricité.....	0.80	0.75	Gazoline or electric crane and elevator operator.....	0.80	0.75
Préposé au compresseur.....	0.90	0.80	Compressor operator.....	0.90	0.80
Préposé au malaxeur (avec certificat).....	0.90	0.80	Mixer operator (with certificate)	0.90	0.80
Préposé au malaxeur (sans certificat).....	0.80	0.75	Mixer operator (without certificate).....	0.80	0.75
Mécanicien (millwright).....	0.95	0.80	Millwright.....	0.95	0.80
Machiniste.....	0.95	0.80	Machinist.....	0.95	0.80
Forgeron.....	0.95	0.80	Blacksmith.....	0.95	0.80
Poseur de marbre.....	1.10	1.10	Marble layer.....	1.10	1.10
Poseur de tuile.....	1.00	1.00	Tile layer.....	1.00	1.00
Poseur de terrazzo.....	0.90	0.90	Terrazzo layer.....	0.90	0.90
Polisseur de terrazzo (machine à sec).....	0.85	0.85	Terrazzo polisher (dry process)..	0.85	0.85
Polisseur de terrazzo (machine à l'eau).....	0.80	0.80	Terrazzo polisher (wet process)..	0.80	0.80
Poseur de lattes métalliques....	0.85	0.80	Lather (metal).....	0.85	0.80
Poseur de lattes en bois.....	0.85	0.80	Lather (wood).....	0.85	0.80
Poseur de lattes en bois (au mille)	3.10	2.35	Lather (wood) per thousand....	3.10	2.35
Finisseur de ciment.....	0.90	0.80	Cement finisher.....	0.90	0.80
Jointoyeur (tireur de joints)....	0.90	0.80	Joint pointer.....	0.90	0.80
Faiseur de mortier.....	0.75	0.70	Mortar maker.....	0.75	0.70
Couleur de blanc.....	0.75	0.70	Plaster pouter.....	0.75	0.70
Porteur d'oiseau.....	0.75	0.70	Hod carrier.....	0.75	0.70
Brasseur de célanite.....	0.75	0.70	Celanite mixer.....	0.75	0.70
Foreur.....	0.80	0.70	Driller.....	0.80	0.70
Gréeur.....	0.80	0.70	Rigger.....	0.80	0.70
Blanchisseur à la chaux.....	0.75	0.65	Whitewasher.....	0.75	0.65
Chauffeur de camion-automobile	0.75	0.70	Truck driver.....	0.75	0.70
Conducteur de chevaux.....	0.70	0.65	Horse driver.....	0.70	0.65
Couvreur—ardoise et tuile.....	0.95	0.85	Roofer—slate and tile.....	0.95	0.85
Couvreur—composition.....	0.85	0.75	Roofer—composition.....	0.85	0.75

ties of Maskinongé, St. Maurice, Lavolette, Champlain and Three Rivers.

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 17, 1948;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1658, be amended as follows:

1. Section III is replaced by the following:

"III. *Minimum rates of wages*: The minimum rates of wages are as follows for each one of the trades hereafter mentioned:

Note: Les parties contractantes ont convenu de payer les taux de salaires ci-haut mentionnés à compter du 1er mai 1948."

2' L'article IV est remplacé par le suivant:

"IV. *Apprentissage*: Les taux de salaires horaires des apprentis sont les suivants pour chacun des métiers ci-après mentionnés.

<i>Briqueur, plâtrier et maçon:</i>	ZONES	
	I	II
Première année. . . . .	\$0.55	\$0.55
Deuxième année. . . . .	0.70	0.70
Troisième année. . . . .	0.80	0.80

Aucun employeur ne peut employer plus d'un (1) apprenti par cinq (5) compagnons briqueteurs, maçons ou plâtriers ou fraction de cinq (5).

<i>Electricien:</i>	ZONES	
	I	II
Première année. . . . .	\$0.50	\$0.50
Deuxième année. . . . .	0.55	0.55
Troisième année. . . . .	0.60	0.60
Quatrième année. . . . .	0.65	0.65

Il n'y a qu'un (1) apprenti pour chaque compagnon électricien.

*Peintre, tapissier, mécanicien (millwright), machiniste, forgeron, poseur de marbre, de terrazzo, tuile, mosaïque, finisseur de ciment, jointoyeur, blanchisseur à la chaux:*

	ZONES	
	I	II
Première année. . . . .	\$0.45	\$0.45
Deuxième année. . . . .	0.55	0.50
Troisième année. . . . .	0.65	0.60

Aucun employeur ne peut employer plus d'un (1) apprenti par trois (3) compagnons du métier ou fraction de trois (3).

<i>Charpentier-menuisier:</i>	ZONES	
	I	II
Première année. . . . .	\$0.45	\$0.40
Deuxième année. . . . .	0.60	0.50
Troisième année. . . . .	0.75	0.55

Aucun employeur ne peut employer plus d'un (1) apprenti par trois (3) compagnons du métier ou fraction de trois (3).

Aucun employeur ne peut employer d'apprenti s'il n'a pas de compagnon du même métier à son emploi.

3' Le troisième alinéa du paragraphe "a" de l'article II est remplacé par le suivant:

"Les compagnies de chemins de fer à vapeur et d'énergie électrique ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par leurs salariés préposés à l'entretien qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies."

(Document "F" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

22301-o Greffier du Comité Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 702

Québec, le 19 mai 1948.

Présent; Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "A"

CONCERNANT une modification du décret relatif aux métiers de barbier et coiffeur, dans les villes de Rouyn et Noranda et le canton de Rouyn.

ATTENDU QUE conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Tra-

Note The contracting parties have agreed to pay the wage rates hereabove mentioned from May 1, 1948."

2. Section IV is replaced by the following:

"IV. *Apprenticeship*: Apprentices' hourly rates of wages are the following for each one of the trades mentioned hereinbelow:

<i>Bricklayer, plasterer, mason:</i>	ZONES	
	I	II
First year. . . . .	\$0.55	\$0.55
Second year. . . . .	0.70	0.70
Third year. . . . .	0.80	0.80

No employer may have more than one (1) apprentice to each five (5) bricklayer, mason or plasterer-journeymen or fraction thereof.

<i>Electrician:</i>	ZONES	
	I	II
First year. . . . .	\$0.50	\$0.50
Second year. . . . .	0.55	0.55
Third year. . . . .	0.60	0.60
Fourth year. . . . .	0.65	0.65

There shall be but one (1) apprentice to each electrician journeyman.

*Painter, paper-hanger, millwright, machinist, blacksmith, marble, terrazzo, tile and mosaic layer, cement finisher, joiner and white-washer*

	ZONES	
	I	II
First year. . . . .	\$0.45	\$0.45
Second year. . . . .	0.55	0.50
Third year. . . . .	0.65	0.60

No employer may have more than one (1) apprentice to each three (3) journeymen of the trade or fraction thereof.

<i>Carpenter-joiner:</i>	ZONES	
	I	II
First year. . . . .	\$0.45	\$0.40
Second year. . . . .	0.60	0.50
Third year. . . . .	0.75	0.55

No employer may have more than one (1) apprentice to each three (3) journeymen of the trade or fraction thereof.

An employer shall have no apprentice when he has no journeyman of the same trade in his employ."

3. The third paragraph of subsection "a" of section II is replaced by the following:

"Steam railroad and power companies are not governed by the present decree in respect of ordinary operations carried out by their maintenance men who are already covered by a collective agreement with the said companies."

(Document "F" annexed to the Order)

A. MORISSET,

22301-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 702

Quebec, May 19, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "A"

CONCERNING an amendment of the decree relating to barber and hairdresser trades in the towns of Rouyn and Noranda and the township of Rouyn.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has

vail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 560 du 11 mars 1942, et amendements, relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans les villes de Rouyn et Noranda et le canton de Rouyn;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 mars 1948;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail,

QUE ledit décret, numéro 560, soit modifié comme suit:

Les alinéas suivants sont ajoutés au paragraphe "f" de l'article VIII:

"Aucune personne ne peut exercer le métier de barbier ou de coiffeur et coiffeuse si elle n'a obtenu au préalable son certificat de qualification ou de compétence, une carte de compétence ou une carte de qualification, en la manière et aux conditions prévues par le présent décret."

"Toute personne exerçant le métier de barbier, coiffeur ou coiffeuse, doit exhiber sa carte de qualification ou compétence lorsqu'elle y est requise par un officier du Comité paritaire; à défaut de ce faire, elle sera légalement et judiciairement présumée n'en pas avoir."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

22297-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 702

Québec, le 19 mai 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans la région de Victoriaville.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 98 du 29 janvier 1948, relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans la région de Victoriaville;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 10 avril 1948;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 98, soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe "h" suivant est ajouté à l'article IV:

"h) Toutes les ouvertures doivent être laissées libres afin qu'il soit possible de voir à l'intérieur du salon après les heures de fermeture stipulées dans le décret."

2° Le sous-paragraphe intitulé "Zone I, Coiffeurs et Coiffeuses pour dames", article V, paragraphe "a", est remplacé par le suivant:

given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 560 of March 11, 1942, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the towns of Rouyn and Noranda and the township of Rouyn;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 27, 1948;

WHEREAS no objection has been submitted against the proposed amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 560, be amended as follows:

The following paragraphs are added to subsection "f" of section VIII:

"No one may ply the barber or hairdresser trades without first obtaining a certificate of competency or qualification, or a competency or qualification card, in the manner and under the conditions stipulated in the present decree."

"Any one plying the barber or hairdresser trades shall produce his qualification or competency card when so required by an officer of the Parity Committee; anyone failing to do so shall be considered, legally and judicially, as not having such card."

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,

22297-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 702

Quebec, May 19, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdresser trades in the district of Victoriaville.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Department of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments of the decree number 98 of January 29, 1948, relating to the barber and hairdresser trades in the district of Victoriaville;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 10, 1948;

WHEREAS no objection has been submitted against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 98, be amended as follows:

1. The following subsection "h" is added to section IV:

"h) All openings shall be free of curtains, blinds, etc., so that it will be possible to see inside the parlor after the closing hours stipulated in the decree."

2. The paragraph headed "Zone I. Ladies' male and female hairdressers", section V, subsection "a", is replaced by the following:

**"Zone I. Coiffeurs et coiffeuses pour dames**  
 Le lundi, de 1.00 p.m. à 10.00 p.m.  
 Le mardi, de 9.00 a.m. à 7.00 p.m. précises.  
 Durant les semaines de Noël et du Jour de l'An, les heures de travail sont de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.  
 Le mercredi, de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.  
 Le jeudi, de 9.00 a.m. à 7.00 p.m. précises.  
 Durant les semaines de Noël et du Jour de l'An, les heures de travail sont de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.  
 Le vendredi, de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.  
 Le samedi, de 8.30 a.m. à 6.00 p.m. précises.  
 Du 15 juillet au 15 septembre, les heures de travail sont de 8.30 a.m. à 1.00 p.m. précise.  
 Les veilles de fêtes chômées, de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

Aucun travail à domicile ne doit être exécuté en dehors des heures ci-haut mentionnées."

3° Le paragraphe "a" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"a) Aucun apprenti ne peut commencer son apprentissage avant seize (16) ans révolus ni après vingt-huit (28) ans révolus. Il doit avoir terminé au moins sa huitième année du cours primaire.

4° L'article VIII est remplacé par le suivant:  
 "VIII. Dans chaque salon de barbier, de coiffure ou de beauté, propriété d'une compagnie, d'une association, d'une corporation ou d'une personne qui n'exerce pas le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse ou n'a pas obtenu un certificat de qualification conformément à la Loi, il doit y avoir en permanence, un salarié porteur d'un certificat de compagnon barbier, coiffeur ou coiffeuse."

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

22300-o

Greffier du Conseil Exécutif.

**"Zone I: Ladies' male and female hairdressers**  
 Monday, from 1.00 p.m. to 10.00 p.m.  
 Tuesday, from 9.00 a.m. to 7.00 p.m. sharp.  
 During the Christmas and New Years' Day weeks, the working hours are from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.  
 Wednesday, from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.  
 Thursday, from 9.00 a.m. to 7.00 p.m. sharp.  
 During the Christmas and New Years' Day weeks, the working hours are from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.  
 Friday, from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.  
 Saturday, from 8.30 a.m. to 6.00 p.m. sharp.  
 From July 15 to September 15, the working hours are from 8.30 a.m. to 1.00 p.m. sharp.  
 Holiday eves, from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

No home work may be done outside the hours hereabove mentioned."

3. Subsection "a" of section VI is replaced by the following:

"a) No apprentice shall be accepted if under sixteen (16) or over twenty-eight (28) years of age. Apprentice must have completed at least the eighth year of the Primary Course."

4. Section VIII is replaced by the following:  
 "VIII. In every barber, hairdressing or beauty parlor, owned by a company, an association, a corporation or a person not plying the barber or hairdresser (male and female) trade, or not holding a certificate of competency pursuant to the Act, there shall be, in such a parlor, a permanent employee with a journeyman's certificate, whether as barber, male hairdresser or female hairdresser."

(Document "D" annexed to the Order)

A. MORISSET,

22300-o

Clerk of the Executive Council

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 705

Québec, le 19 mai 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

CONCERNANT la création d'une réserve de pêche et de chasse de la Rivière de Port Daniel.

ATTENDU qu'il est important de développer la pêche sportive dans la Gaspésie;

ATTENDU QUE la rivière de Port Daniel, fréquentée par le saumon constitue un attrait pour les pêcheurs sportifs;

ATTENDU qu'il est opportun d'en faire une réserve de chasse et de pêche afin d'accorder une meilleure protection du poisson et d'y exercer une meilleure surveillance en mettant en force des règlements appropriés.

POUR ces raisons et vu le paragraphe 6 de l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QUE la rivière de Port Daniel dans le comté de Bonaventure, de sa source jusqu'à la ligne sud du rang 6 du canton Port Daniel ainsi qu'une zone de terrain mesurant trois chaînes de chaque côté de la dite rivière soit créée en réserve de chasse et de pêche sous le nom de "Réserve de la Rivière de Port Daniel";

QUE la pêche soit assujettie, pour en assurer la permanence aux conditions suivantes nonobstant celles déjà fixées par la loi ou les règlements:

**ORDER IN COUNCIL  
 EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 705

Quebec, May 19, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

RESPECTING the creation of a Fish and Game Reserve of the Port Daniel River.

WHEREAS it is important to develop sportive fishing in the Gaspesian area;

WHEREAS the Port Daniel River, frequented by salmon constitutes an attraction for sportive anglers;

WHEREAS, it is expedient to make of same a game and fish reserve so as to grant better protection to the fish and to exercise better supervision while putting into force the appropriate by-laws;

FOR such reasons, and seeing paragraph 6, of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Québec, 1941.

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Fish and Game:

THAT the Port Daniel River, in the county of Bonaventure, from its source as far as the south line of range 6 of the township of Port Daniel and also a zone of land measuring three chains on each side of said river, be created a Game and Fish Reserve, under the name of "Reserve of the Port Daniel River";

THAT the fishing be subject, so as to secure the permanence thereof, to the following conditions notwithstanding those already fixed by the laws or regulations:

a) Personne n'a le droit de pêcher sur la dite réserve sans un permis spécial émis par le ministre ou un de ses officiers autorisés;

b) Toute chasse est défendue sur toute l'étendue de la dite réserve;

c) Personne n'aura le droit de prendre, par jour de pêche, plus de 40 (quarante) truites ou 15 livres plus un poisson;

d) Personne n'aura le droit d'apporter avec lui hors de la dite réserve plus de la prise légale d'une journée;

e) Les chefs d'exploitation de bois, les contre-maîtres, les entrepreneurs et sous-entrepreneurs d'opérations financières, les prospecteurs ou exploitants de mines, ainsi que leurs employés, ne pourront pêcher ou faire pêcher, dans les limites de cette réserve, sans avoir obtenu préalablement un permis;

f) Tout contrevenant aux dispositions des présents règlements est passible de l'amende et de l'emprisonnement tel que prévu à l'article 38 du chapitre 154 des Statuts Refondus de Québec 1941.

22302-o A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 748

Québec, le 27 mai 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT une modification du décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la province.

ATTENDU que, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le ministre du Travail, a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 1884 du 12 novembre 1947, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la province de Québec;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 10 avril 1948;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail.

Que ledit décret, numéro 1884, soit modifié de la façon suivante:

1° Au paragraphe "a" de l'article I (Jurisdiction territoriale), la description des zones I et II est remplacée par la suivante:

"Zone I: L'île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de cinquante (50) milles de ses limites, à l'exception de la municipalité de l'Épiphanie.

Zone II: Toute la province de Québec, à l'exclusion des municipalités comprises dans la zone I."

2° La section "E" de l'arrêté en conseil numéro 702 du 19 mai 1948, concernant des modifications audit décret, est annulée et abrogée. (Document "D" annexé à l'arrêté)

22338-o A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

a) No one has the right to fish in the said Reserve without a special license issued by the Minister or one of his authorized officers;

b) All hunting is prohibited on the whole area of the said Reserve;

c) No one shall have the right to catch, per fishing day, more than 40 (forty) trout or 15 pounds plus one fish;

d) No one shall have the right to take with him, outside the said Reserve, more than one day's legal catch;

e) The chief lumber operators, foremen, contractors and sub-contractors of lumbering operations, prospectors or mining operators, and also their employees, may not fish or cause any fishing within the limits of this Reserve, unless they have previously secured a license;

f) Any one infringing on the provisions of the present regulations shall be liable to a fine and imprisonment, as provided in section 38 of chapter 154 of the Revised Statutes of Québec, 1941

22302 A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 748

Quebec, May 27, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

Part "D"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the paper box industry in the Province.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 1884 of November 12, 1947, relating to the paper box industry in the Province of Québec;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 10, 1948;

WHEREAS the objections submitted have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the said decree, number 1884, be amended as follows:

1. In subsection "a" of section I (Territorial Jurisdiction), the description of zones I and II replaced by the following:

"Zone I: The Island of Montreal and the territory comprised in a radius of fifty (50) miles from its limits, with the exception of the municipality of L'Épiphanie.

Zone II: The entire province of Québec, with the exception of the municipalities included in zone I."

2. Part "E" of Order in Council number 702 of May 19, 1948, concerning amendments of the said decree, is annulled and repealed.

(Document "D" annexed to the Order)  
22338-o A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 748

Québec, le 27 mai 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "A"

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur, dans la région de Sherbrooke.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 918 du 4 juin 1947, corrigé par l'arrêté en conseil numéro 971, du 11 juin 1947, section "D", relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la région de Sherbrooke;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 avril 1948;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de cette modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail,

QUE ledit décret numéro 918 soit modifié comme suit:

L'alinéa intitulé "Zone IV", paragraphe "a" de l'article III est remplacé par le suivant:

Zone IV

"Lundi, mardi et jeudi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Mercredi: 9.00 a.m. à midi.

Vendredi: 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

Samedi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET.

22337-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 748

Quebec, May 27, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor [in Council]

Part "A"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the barber and hairdresser trades in the district of Sherbrooke.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 918 of June 4, 1947, corrected by Order in Council number 971 of June 11, 1947, part "D", relating to the barber and hairdresser trades in the district of Sherbrooke;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 3, 1948;

WHEREAS no objection has been made against the approval of this amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree number 918, be amended as follows:

The paragraph headed "Zone IV", section III, subsection "a" is replaced by the following:

Zone IV

"Monday, Tuesday and Thursday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

Wednesday: 9.00 a.m. to midday.

Friday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m."

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET.

22337-o

Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Loi du régime des eaux courantes  
Chapitre 98, S.R.Q. 1941,  
Formule 1.

1. (Article 8)

Avis de la demande des plans et devis.

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que "Électrique de Mont-Laurier Ltée", de la Ville de Mont-Laurier, P.Q., dans le comté de Labelle, Que., se propose de demander l'autorisation d'installer deux turbines génératrices de 1500 H.P. Ces deux turbines génératrices seront installées dans une nouvelle usine construite sur la vieille partie de l'usine actuelle, sur la Rivière Le Lièvre, à Mont-Laurier. En plus des travaux d'excavation, ce projet comporte la construction d'un nouveau coursier situé à l'extrémité nord du pont actuel.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages, et le terrain affecté a été transmise au

Miscellaneous Notices

Water Course Act  
Chapter 98, R.S.Q., 1941,  
Form 1.

1. (Section 8)

Application and Notice of Deposit of Plans and Specifications.

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Water Course Act, that "Électrique de Mont-Laurier Ltée", Town of Mont-Laurier, P.Q., of the county of Labelle, Que., intends to apply for authorization to install two water-wheels and generators of 1500 H.P. These two generators will be installed in a new building built on the site of the present old building on Lievre River at Mont-Laurier, P.Q. Besides the excavation work, this project calls for the construction of a new in take coursier to be built at the North end of the present bridge.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the land affected has been

ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Labelle, à Mont-Laurier, P.Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

ÉLECTRIQUE DE MONT-LAURIER, LIMITÉE,  
Le Président,  
T. LACHAPELLE  
22124-19-4-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Louis de Champlain", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 14 mai 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Louis de Champlain, comté de Champlain.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
22280-o RAOUL-E. FONTAINE.

RENAISSANCE FILMS DISTRIBUTION INC.

Extrait des minutes de l'assemblée générale annuelle et de l'assemblée générale spéciale des actionnaires de "Renaissance Films Distribution Inc.", tenues au bureau de la compagnie, 4824 Chemin de la Côte des Neiges, le 8 mars 1948, à deux heures p.m.

Le président de la compagnie, Monsieur J. A. DeSève, occupe le fauteuil et Monsieur Edgar Tessier, est nommé secrétaire.

Quatre cent quarante-sept actionnaires sont présents à l'assemblée tant personnellement que par procurations dûment déposées entre les mains du secrétaire, représentant quatre-vingt-six (86%) pour cent des actions volantes.

Proposé par Monsieur Jean Locas, appuyé par Monsieur T. A. Hollinshead:

Que le paragraphe I de l'article III des règlements généraux soit remplacé par le suivant:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de quinze (15) membres dont sept (7) formeront quorum."

Adopté  
Montréal, 28 avril 1948.  
Vraie copie.  
[Sceau]

Le Président,  
(Signé) J. A. DeSÈVE,  
Le Secrétaire,  
EDGAR TESSIER.

22281-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative d'Habitation et de Construction Frère André", en date du 2 mai 1948, dont le siège social est situé à St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétaire de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 mai 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
22283-o RAOUL-E. FONTAINE.

forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Labelle, at Mont Laurier, P.Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

ÉLECTRIQUE DE MONT-LAURIER LIMITÉE,  
T. LACHAPELLE,  
President.  
22124-19-4-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Louis de Champlain", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on May 14, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Louis de Champlain.

RAOUL-E. FONTAINE,  
22280 Acting Under Secretary of the Province.

RENAISSANCE FILMS DISTRIBUTION INC.

Excerpt from the minutes of the annual general meeting and the special general meeting of the shareholders of "Renaissance Films Distribution Inc.", held at the office of the company, 4824 Côte des Neiges road, on the 8th of March, 1948, at two o'clock P.M.

The president of the company, Mr. J. A. DeSève, acted as chairman and Mr. Edgar Tessier, was appointed secretary.

Four hundred and forty-seven shareholders were present at the meeting both personally and by proxy duly filed with the secretary, representing eighty-six (86%) per cent of the voting shares.

Moved by Mr. Jean Locas, seconded by Mr. T. A. Hollinshead:

That paragraph I of section III of the general by-laws be replaced by the following:

"The affairs of the company will be managed by a Board of fifteen (15) directors, seven (7) of whom shall form a quorum."

Adopted.  
Montreal, April 28, 1948.  
True copy.  
[Seal]

(Signed) J. A. DeSÈVE,  
President.  
EDGAR TESSIER,  
Secretary.

22281

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative d'Habitation et de Construction Frère André", under date the second day of May, 1948, whereof the head office is at St-Hyacinthe, county of St-Hyacinthe, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of May, 1948.

RAOUL-E. FONTAINE,  
22283 Acting Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National Catholique des Etablissements Commerciaux d'Asbestos Que.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 19 mai 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Asbestos, comté de Richmond.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
22282-o **RAOUL-E. FONTAINE.**

Avis est par les présentes donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité du village de St-Benoît Joseph Labre, d'Amqui, comté de Matapédia, que le Lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé, en date du 13 mai, 1948, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécutif, le changement du nom de la municipalité du village de St-Benoît Joseph Labre, d'Amqui en celui de municipalité du village d'Amqui, comté de Matapédia.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le 15 mai 1948.

Le Maire,  
**GÉRARD DIONNE,**  
Le Secrétaire-trésorier,  
**ANDRÉ A. LÉVESQUE.**

22276-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National Catholique des Etablissements Commerciaux d'Asbestos Que.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on May 19, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Asbestos, county of Richmond.

**RAOUL-E. FONTAINE,**  
22282 Acting Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given by the Mayor and the Secretary Treasurer of the municipality of the village of St-Benoît-Joseph Labre, d'Amqui, county of Matapédia, that the Lieutenant-Governor in Council approved, under date of May 13, 1948, in accordance with a report of the Committee of the Honourable the Executive Council, the change of name of the municipality of the village of St-Benoît Joseph Labre, d'Amqui, to that of Municipality of the village of Amqui, county of Matapédia.

Pursuant to the provisions of article 48 of the Municipal Code, this change of name shall come into force from and after the date of the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

May 15, 1948.

**GÉRARD DIONNE,**  
Mayor.  
**ANDRÉ A. LÉVESQUE,**  
Secretary-Treasurer.

22276

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse de Crédit des Employés Municipaux de Sherbrooke", en date du 5 mai 1948, dont le siège social est situé à Sherbrooke, comté de Sherbrooke, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétaire de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 mai 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
22277-o **RAOUL-E. FONTAINE.**

22278

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse de Crédit des Employés Municipaux de Sherbrooke", under date the fifth day of May, 1948, whereof the head office is at Sherbrooke, county of Sherbrooke, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1948.

**RAOUL-E. FONTAINE,**  
22277 Acting Under Secretary of the Province.

LANDA FROCKS INC.

*Règlement No 21*

Attendu qu'il est désirable d'augmenter le nombre des directeurs de la compagnie de trois à quatre;

En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit changé en augmentant le nombre de ces directeurs de trois à quatre;

Et que le règlement No 3 (a) soit modifié pour s'y conformer.

Daté le dix mai mil neuf cent quarante-huit.

Le Président,  
**M. AUERBACH.**  
Le Secrétaire,  
**S. L. LEVINE.**

LANDA FROCKS INC.

*By-law No. 21*

Whereas it is expedient to increase the number of Directors of the company from three to four;

Now therefore be it enacted as a by-law of the company:

That the number of Directors of the company be varied by increasing the number of such Directors from three to four;

And that by-law No. 3 (a) be amended to accord herewith.

Dated this tenth day of May, one thousand nine hundred and forty-eight.

**M. AUERBACH,**  
President.  
**S. L. LEVINE,**  
Secretary.

22278-o

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé le 14 mai 1948 les règlements comprenant les articles 1 à 122 inclusivement de l' "Association des Employés, de la Commission d'Assurance-Chômage, Québec", tels qu'adoptés aux assemblées spéciales tenues les 23 février et 8 mars 1948 et à l'assemblée générale tenue le 27 avril de la même année, et ce conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18 mai 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
22303-o RAOUL-E. FONTAINE.

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on May 14, 1948, approved the by-laws, comprising sections 1 to 122 inclusively of the "Association des Employés de la Commission d'Assurance-Chômage, Québec", as adopted at special general meeting held on the 23rd of February and the 8th of March, 1948, and at the general meeting held the 27th of April of the same year, and such in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of May, 1948.

RAOUL-E. FONTAINE,  
22303 Acting Under Secretary of the Province.

DREW BROWN SHIPPING LIMITED

Règlement spécial "C"

Concernant le nombre des directeurs

Que le nombre des directeurs de la compagnie constituant le bureau de direction soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq et que l'article I du règlement No 111 soit et il est, par les présentes, modifié en conséquence.

Je, A. G. Watson, secrétaire de la compagnie "Drew Brown Shipping Limited", certifie, par les présentes, que le précédent est une copie conforme du règlement spécial "C" décrété par les directeurs de ladite compagnie à une assemblée tenue le 16 avril 1948, et sanctionné par plus des deux tiers des votes donnés à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie dûment convoquée pour considérer ledit règlement et tenue le 16 avril 1948.

[Sceau]

22304

Le Secrétaire,  
A. G. WATSON.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de la Laiterie des Producteurs Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 mai 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
22305-o RAOUL-E. FONTAINE.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Etienne de Lauzon", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 mai 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Etienne de Lauzon, comté de Lévis.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
22306-o RAOUL-E. FONTAINE.

DREW BROWN SHIPPING LIMITED

Special By-law "C"

Respecting the Number of Directors

That the number of directors of the company constituting the Board of Directors be and it is hereby increased from three to five and that article 1 of By-law No. III be and it is hereby amended accordingly.

I, A. G. Watson, secretary of "Drew Brown Shipping Limited", do hereby certify the foregoing to be a true copy of Special By-law "C" enacted by the directors of the said company at a meeting held on the 16th April, 1948, and sanctioned by more than two-thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders of the said company duly called for considering the said by-law and held on the 16th April, 1948.

[Seal]

22304-o

A. G. WATSON,  
Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés de la Laiterie des Producteurs Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on May 20, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAOUL-E. FONTAINE,  
22305 Acting Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Etienne de Lauzon", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on May 18, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Etienne de Lauzon, county of Lévis.

RAOUL-E. FONTAINE,  
22306 Acting Under Secretary of the Province.

PAROISSE DE L'ASCENSION, DE NOTRE-SEIGNEUR

PARISH OF L'ASCENSION DE NOTRE-SEIGNEUR

TIRAGE D'OBLIGATIONS

DRAWING OF BONDS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 36, ont été tirées au sort:

The following bonds, issued under By-law 36, have been drawn by lots:

Dénomination de \$100.00 C-29.

Denomination of \$100.00 C-29.

Dénomination de \$500.00 D-5.

Denomination of \$500.00 D-5.

Les dites obligations seront remboursables le 1er juillet 1948, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of July 1948, from which date they shall cease to bear interest.

22279-o Le Secrétaire-trésorier,  
LORENZO LEMAY.

22279-o LORENZO LEMAY,  
Secretary-Treasurer.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a autorisé le 19 mai 1948, le "Syndicat du Textile Soie de St-Georges de Beauce" à changer son nom en celui de "Syndicat National Catholique du Textile Soie de St-Georges de Beauce", et ce conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 3.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on May 19th, 1948, authorized the "Syndicat du Textile Soie de St-Georges de Beauce" to change its name into that of "Syndicat National Catholique du Textile Soie de St-Georges de Beauce", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 19 mai 1948.

Given at the office of the Provincial Secretary this nineteenth day of May, 1948.

22307-o Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
RAOUL-E. FONTAINE.

22307 Acting Under Secretary of the Province,  
RAOUL-E. FONTAINE.

AVIS DE RACHAT

NOTICE OF REDEMPTION

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE RIMOUSKI  
(Comté de Rimouski)

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF RIMOUSKI  
(County of Rimouski)

Emission de \$114,000 à 4%, portant la date du 1er août 1939 et échéant en série jusqu'au 1er août 1949 (règlement No 323)

Issue of \$114,000 at 4% bearing date the 1st of August, 1939, and maturing serially up to the 1st of August, 1949 (By-law No. 323)

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la ville de Rimouski, comté de Rimouski, rachètera par anticipation, au pair, le 1er août 1948, en vertu d'une clause de rachat insérée dans le règlement et reproduite sur les obligations, le solde en cours de l'émission d'obligations ci-dessus désignée et émise conformément à son règlement No 323.

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Rimouski, county of Rimouski, shall redeem, by anticipation, at par, on August 1st, 1948, in virtue of a redemption clause inserted in the by-law and reproduced on the bonds, the outstanding payment of the bonds hereinabove designated and issued in conformity with its By-law No. 323.

Lesdites obligations deviendront dues et payables et elles seront payables et rachetées, principal et intérêt, à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 1er août 1948, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er août 1948, attachés, au bureau de la Banque Canadienne Nationale à Rimouski, Québec ou Montréal, au choix du détenteur.

The said bonds shall become due and payable, and be payable and redeemed, capital and interest, at the date hereinabove mentioned, in legal currency of Canada, with interest outstanding to August 1st, 1948, upon presentation and remittance thereof, with all the interest coupons maturing after August 1st, 1948, attached, at the office of the Banque Canadienne Nationale, at Rimouski, Quebec or Montreal, at the option of the holder.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er août 1948.

The said bonds shall cease bearing interest from and after the 1st of August, 1948.

Donné à Rimouski ce vingt-deuxième jour de mai 1948.

Given at Rimouski, this twenty-second day of May, 1948.

Vraie copie certifiée.  
[Seau]

Certified true copy.  
[Seal]

22308-o Le Greffier,  
GEO. D'AUTEUIL.

22308 GEO. D'AUTEUIL,  
Clerk.

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "Fédération Na-

The formation of a federation of professional syndicates, under the name of "Fédération

tionale des Employés Municipaux du Canada Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 mai 1948.

Le siège social de la fédération précitée est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
22317-0 **RAOUL-E. FONTAINE.**

Nationale des Employés Municipaux du Canada Inc.," for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on May 20, 1948.

The principal place of business of the said federation is at Montreal, in the judicial district of Montreal.

**RAOUL-E. FONTAINE,**  
22317 Acting Under Secretary of the Province.

**AVIS DE LA DEMANDE DU DÉPÔT DES PLANS  
ET DEVIS**

Avis est donné au public conformément à l'article 35 de la loi du régime des eaux courantes, que la St. Anne Power Company de la municipalité de Beaupré, dans le Comté de Montmorency, se propose de faire les travaux d'érection d'entretien et d'exploitation de deux écluses, de construction de bois rond à charge d'eau, pour faciliter le flottage du bois à pulpe; une située à la décharge du Lac Long sur la Rivière Ste-Anne, et l'autre située sur la rivière Keable, tributaire de la rivière Ste-Anne. Ces deux écluses sont sur le territoire du Parc National des Laurentides, dans le comté de Charlevoix.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin accompagnée des plans et devis, indiquant la nature de l'ouvrage, et les terrains qui seront affectés par ces travaux a été transmis au Ministère des ressources hydrauliques et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'Enregistrement, Seconde Division du Bureau d'Enregistrement du Comté de Charlevoix, à Baie St-Paul.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

**ST. ANNE POWER COMPANY,**  
Par le Gérant,  
22318-0 **C. R. HARRIS.**

**NOTICE OF APPLICATION AND DEPOSIT OF PLANS  
AND SPECIFICATIONS**

Public notice as hereby given, in accordance with section 35 of the Water Course Act, that the St. Anne Power Company, of the Municipality of Beaupré, in the County of Montmorency intends to execute the following work to erect, maintain and exploit two dams of round timber, rafter type and self-loading, to facilitate the driving of pulpwood: one situated at the outlet of Lake Long, on Ste. Anne River, and the other situated on Creek Keable, tributary of Ste. Anne River. These two dams are on the territory of Laurentide National Park, in the county of Charlevoix.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the nature of work and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of the Second Division of Registration of County of Charlevoix of Baie St. Paul.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

**ST. ANNE POWER COMPANY,**  
By **C. R. HARRIS,**  
22318-0 **Manager.**

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Garage des Taxis Co-op", en date du 25 mai 1948, dont le siège social est situé à Québec, district judiciaire de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 mai 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
22331-0 **JEAN BRUCHÉSI.**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Garage des Taxis Co-op", under date the 25th day of May, 1948, whereof the head office is at Quebec, judicial district of Quebec, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1948.

**JEAN BRUCHÉSI,**  
22331 Under Secretary of the Province.

**AVIS**

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de Cumming Perrault Ltd.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 mai 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
22332-0 **JEAN BRUCHÉSI.**

**NOTICE**

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés de Cumming Perrault Ltd.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on May 27, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

**JEAN BRUCHÉSI,**  
22332 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

FAFIC INVESTMENT COMPANY LIMITED

AVIS

La compagnie "Fafic Investment Company Limited" donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 19 mai 1948.

Le Secrétaire,  
GUY R. SAUCIER.

22284

FAFIC INVESTMENT COMPANY LIMITED

NOTICE

"Fafic Investment Company Limited", hereby gives notice that it will make application to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, 19th May, 1948.

GUY R. SAUCIER,  
Secretary.

22284-o

Avis est donné par les présentes que "Hobbyanna Casuals Inc.", demandera la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être déterminée.

HOBBYANNA CASUALS INC.

Par les Procureurs,

GARBER & BLUMENSTEIN.

22285-o

Notice is hereby given that "Hobbyanna Casuals Inc." will apply for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

HOBBYANNA CASUALS INC.

Per GARBER & BLUMENSTEIN.

Attorneys.

22285-o

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Old Orchard Investment Co. Ltd." incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur,

J.-EUGENE PRIEUR, N.P.

22286-o

Notice is hereby given that the company "Old Orchard Investment Co. Ltd." incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, will apply for leave to surrender its charter.

J.-EUGENE PRIEUR, N.P.

Attorney.

22286-o

CHICOUTIMI SUPPLIES, INC.

Avis est par les présentes donné, en conformité de la Loi des compagnies de Québec, que la compagnie "Chicoutimi Supplies, Inc.", demandera la permission d'abandonner sa charte.

Chicoutimi, le 22 mai 1948.

Le Secrétaire,

LORENZO BRISSON.

22309-o

CHICOUTIMI SUPPLIES, INC.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act, that the company "Chicoutimi Supplies, Inc." will apply for leave to surrender its charter.

Chicoutimi, May 22nd, 1948.

LORENZO BRISSON,

Secretary.

22309-o

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 472-48.

Québec, 18 mai, 1948.

Demande est faite d'annexer le territoire du district N° 5 de la municipalité scolaire de Eaton, dans le comté de Compton, à la municipalité scolaire protestante de Cookshire, pour les protestants seulement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
J.-P. LABARRE.

22245-21-2

No. 472-48

Quebec, the 18th of May, 1948.

Application is made to annex the territory of district No. 5 of the School municipality of Eaton, in the county of Compton, to the Protestant School municipality of Cookshire, for Protestants only.

J. P. LABARRE,  
Superintendent of Education.

22245-21-2-o

N° 1169-47.

Québec, 18 mai, 1948.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire protestante de Sawyerville, dans le comté de Compton, pour toutes fins protestantes, le territoire suivant qui sera détaché de la municipalité scolaire de Eaton.

Ce territoire est borné par une ligne partant à un point sur la limite de Sawyerville, entre les rangs 3 et 4 allant vers l'ouest, à la ligne séparative entre les lots 10 et 11, vers le nord à la ligne séparative entre les rangs 6 et 7 vers l'est à la rivière Eaton et vers le sud au point de départ.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
J.-P. LABARRE.

22246-21-2

No. 1169-47.

Quebec, the 18th of May, 1948.

Application is made to annex to the Protestant school municipality of Sawyerville, in the county of Compton, for all Protestant purposes, the following territory, to be detached from the school municipality of Eaton.

This territory is bounded by a line starting at a point on the Sawyerville boundary between ranges 3 and 4 going west, to the dividing line between lots 10 and 11, northward to the dividing line between ranges 6 and 7, eastward to the Eaton River, and southward to the starting line.

J. P. LABARRE,  
Superintendent of Education.

22246-21-2-o

N° 464-47,

Québec, le 19 mai 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, dans le comté de Québec, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Loretteville, même comté, le territoire suivant en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, les lots 1002, 1003, 1004, 1005, 1005-A, 1005-B, 1006, 1006-1, 1006-2, 1007, 1008, 1008-1, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1013-A, 1014, 1014-A, 1014-B, 1014-C, 1014-D, 1014-E, 1014-F, 1014-G, 1014-H, 1014-I, 1014-J, 1014-K, 1015, 1050, 1051, 1052, et une partie des lots 1046, 1047, 1049, 1053, 1054, 1055, et 1525 et dont les limites se décrivent comme suit:

Partant d'un point d'intersection la ligne séparative des première et deuxième concessions Saint-Bernard avec le côté sud-ouest du chemin de la Pageau; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: ledit côté sud-ouest du chemin de la Pageau, le long des lots 1002 et 1055 en se prolongeant dans la ligne nord-est du lot 1055 jusqu'à un point de ladite ligne à une distance de 570 pieds anglais au sud-est du côté sud-est du chemin entre la première concession St-Bernard et la concession Petit St-Antoine; une ligne droite traversant les lots 1055, 1054, 1053, 1049, 1047, 1046 et prolongée jusqu'à un point sur le côté sud-ouest du chemin de la Misère situé à une distance de 615 pds., anglais mesurés vers le sud-est d'un point sur le côté nord-ouest du chemin St-Bernard en front du lot 1014-E, ledit côté sud-ouest du chemin de la Misère le long des lots 1043, 1042 et 1040 jusqu'au prolongement du côté nord-ouest du chemin St-Bernard, ledit prolongement, le côté nord-est du chemin de la Misère le long des lots 1014-E, 1014-F, 1014-G, 1014-H, 1014-I, 1014-J, 1014-K, 1014 et 1014-A jusqu'au côté sud du chemin de Loretteville au sommet de l'angle ouest du lot 1014-A, ledit côté sud du chemin de Loretteville en front du lot 1014-A, jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 1035 (réserve indienne), et 1015, ledit prolongement et une ligne brisée séparant le lot 1035 (réserve indienne), des lots 1015 et 1013 jusqu'à une borne de pierre dans le prolongement de la ligne sud-est du lot 1016 faisant le côté nord du chemin public, ledit prolongement jusqu'au côté nord-ouest du chemin du Haut du village, ledit côté sud-ouest du chemin du Haut du village le long des lots 1016 et 1018 jusqu'au prolongement de la ligne séparative des première et deuxième concessions St-Bernard et enfin ledit prolongement et ladite ligne séparative des première et deuxième concessions St-Bernard jusqu'au point de départ; lequel territoire ensemble avec les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
22244-21-2-o J.-P. LABARRE.

N° 1405-47.

Québec, le 26 mai 1948.

Demande est faite, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Basile village, dans le comté de Portneuf, les lots 292 à 303 et 417 à 431 inclusivement du cadastre officiel de Saint-Basile paroisse et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Basile paroisse, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
22329-22-2-o J.-P. LABARRE.

No. 464-47.

Quebec, May 19, 1948.

Application is made to detach the following territory from the school municipality of Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, in the county of Quebec, and to annex it to school municipality of Loretteville, same county, the said territory being on the official cadastre for the said parish, to wit: lots 1002, 1003, 1004, 1005, 1005-A, 1005-B, 1006, 1006-1, 1006-2, 1007, 1008, 1008-1, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1013-A, 1014, 1014-A, 1014-B, 1014-C, 1014-D, 1014-E, 1014-F, 1014-G, 1014-H, 1014-I, 1014-J, 1014-K, 1015, 1050, 1051, 1052, and a part of lots 1046, 1047, 1049, 1053, 1054, 1055 and whereof the limits are described as follows:

Starting from a point of intersection of the division line of the first and second concessions of Saint-Bernard with the south-west side of the "de la Pageau" road; thence, passing by the following lines and demarcations successively: the said southwest side of the "de la Pageau" road, along lots 1002 and 1055 and extending into the northeast line of lot 1055 up to a point on the said line at a distance of 570 feet, English measure, southeast of the southeast side of the road between the first concession of St-Bernard and the Petit St-Antoine concession; a straight line crossing lots 1055, 1054, 1053, 1049, 1047, 1046 and prolonged up to a point on the southwest side of the Misère road situate at a distance of 615 feet, English measure, southeast of a point on the northwest side of the St-Bernard road in front of lot 1014-E, the said southwest side of the Misère road along lots 1043, 1042 and 1040 up to prolongation of the northwest side of the St-Bernard road, the said prolongation, the northeast side of the Misère road along lots 1014-E, 1014-F, 1014-G, 1014-H, 1014-I, 1014-J, 1014-K, 1014 and 1014-A up to the south side of the Loretteville road at the summit of the west corner of lot 1014-A, the said south side of the Loretteville road in front of lot 1014-A, up to the prolongation of the division line of lots 1035 (Indian Reserve), and 1015, the said prolongation and a broken line separating lot 1035 (Indian Reserve), from lots 1015 and 1013 up to a stone boundary in the prolongation of the southeast line of lot 1016 forming the north side of the public road, the said prolongation up to the northwest side of the "Haut du Village" road, the said southwest side of the "Haut du Village" road along lots 1016 and 1018 up to the prolongation of the division line of the first and second concessions of St-Bernard and finally the said prolongation and the said division line of the first and second concessions of St-Bernard up to the starting point; the said territory together with the roads, streets, lanes, railway rights of way, watercourses or parts of same comprised within the above described limits.

J. P. LABARRE,  
22244-21-2 Superintendent of Education.

No. 1405-47.

Quebec, May 26, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Basile village, in the county of Portneuf, lots 292 to 303 and 417 to 431 inclusively of the official cadastre for Saint-Basile parish, and to annex the same to the school municipality of Saint-Basile, parish, same county.

J.-P. LABARRE,  
22329-22-2 Superintendent of Education.

Québec, 26 mai 1948.

Quebec, May 26th, 1948.

Demande est faite d'annexer, pour les protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de Cookshire, le territoire de la municipalité scolaire de Eaton décrit comme suit:

"Partant sur un point de la ligne séparative entre les rangs 3 et 4 et entre les lots 10 et 11, allant vers l'ouest au coin sud-est du lot 14a du rang 4, vers le nord au coin nord-est du même lot, de là vers l'ouest au coin sud-ouest du lot 18b du 5ième rang, vers le nord au coin sud-ouest de 18a dans le 8ième rang, vers l'est à la rivière Eaton, vers le sud à la ligne séparative entre les rangs 6 et 7, vers l'ouest à la ligne séparative entre les lots 10 et 11 et vers le sud au point de départ."

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
22323-22-2 J.-P. LABARRE.

N° 1230-45

Québec, le 26 mai 1948.

Application is made to annex, for Protestants only, to the Protestant School Municipality of Cookshire, the territory of the School Municipality of Eaton described as follows:

"Starting at a point on the dividing line between ranges 3 and 4 and between lots 10 and 11 going west to the southeast corner of lot 14a in range 4, northward to the northeast corner of the same lot, thence west to the southwest corner of lot 18b in the 5th range, northward to the southwest corner of 18a in the 8th range, eastward to the Eaton River, southward to the dividing line between ranges 6 and 7, westward to the dividing line between lots 10 and 11, and southward to the starting point."

J.-P. LABARRE,  
22323-22-2-o Superintendent of Education.

No. 1230-45

Quebec, May 26, 1948.

Demande est faite, que le territoire ci-dessous décrit, soit érigé en municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement sous le nom de "La municipalité scolaire protestante de Côte St-Gabriel", dans le comté de Terrebonne, son territoire sera comme suit:

Les lots suivants, tous inclusivement: 475 à 518 du rang Côte St-Gabriel nord-ouest; 433 à 474 du rang Côte St-Gabriel nord-est; et les lots 300 à 337 du rang Côte St-Lambert nord-ouest.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
22324-22-2-o J.-P. LABARRE.

N° 946-46

Québec, le 26 mai 1948.

Application is made that the territory herein-under described be erected into a separate school municipality for Protestants only, under the name of "The Protestant School Municipality of Côte St-Gabriel", in the county of Terrebonne, its territory shall be as follows:

The following lots, all inclusively: 475 to 518 of range Côte St-Gabriel northwest; 433 to 474 of range Côte St-Gabriel northeast; and lots 300 to 337 of range Côte St-Lambert northwest.

J.-P. LABARRE,  
22324-22-2 Superintendent of Education.

No. 946-46

Quebec, May 26, 1948.

Demande est faite, que le territoire de la municipalité scolaire de Hinchinbrook, soit annexé, pour les protestants seulement, à celle du village d'Ormstown, dans le comté de Châteauguay.

Ledit territoire comprend les lots 1-B à 3-B inclusivement du rang V; 2-A à 8-E inclusivement du rang VI; 1 à 8-A du rang VII tous du canton de Hinchinbrook.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
22325-22-2-o J.-P. LABARRE.

N° 1230-47

Québec, le 26 mai 1948.

Application is made that the territory of the school municipality of Hinchinbrook be annexed, for Protestants only, to that of the village of Ormstown, in the county of Châteauguay.

The said territory comprises lots 1-B to 3-B inclusively of range V; 2-A to 8-E inclusively of range VI; 1 to 8-A of range VII, all of the township of Hinchinbrook.

J.-P. LABARRE,  
22325-22-2 Superintendent of Education.

No. 1230-47

Quebec, May 26, 1948

Demande est faite, de détacher de la municipalité scolaire de Hinchinbrook dans le comté de Huntingdon et de l'annexer à la municipalité scolaire de Franklin, dans le même comté, pour les protestants seulement, le territoire ci-dessous décrit:

Les lots 36-A à 46-E inclusivement du rang I; 35-C à 46-C inclusivement du rang II; 31-B et 32-A à 44-C inclusivement dans le rang III; 1-A à 9-B du rang VIII, tous du canton de Hinchinbrook.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
22326-22-2-o J.-P. LABARRE.

N° 422-48.

Québec, le 25 mai 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Hinchinbrook, in the county of Huntingdon, and to annex to the school municipality of Franklin, in the same county, for Protestants only, the territory hereinunder described:

Lots 36-A to 46-E inclusively of range I; 35-C to 46-C inclusively of range II; 31-B and 32-A to 44-C inclusively of range III; 1-A to 9-B of range VIII, all of the township of Hinchinbrook.

J.-P. LABARRE,  
22326-22-2 Superintendent of Education.

No. 422-48.

Quebec, May 25, 1948.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Somerset-Sud, dans le comté de Mégantic, en celui de la "Paroisse de Plessisville", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
22328-22-2-o J.-P. LABARRE.

Application is made to change the name of the school municipality of Somerset-South, in the county of Megantic, to that of the "Parish of Plessisville," same county.

J. P. LABARRE,  
22328-22-2 Superintendent of Education.

N° 705-47.

Québec, le 26 mai 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de l'Anse à Brillant, dans le comté de Gaspé-Sud, les lots 1 à 14 inclusivement et "Z" du 1er rang, Bois Brulé, et 40 à 47 inclusivement du 2ième rang, Bois Brulé, rangs Est et Ouest, du canton de Douglas et de les annexer pour les protestants seulement à la municipalité scolaire de Belle-Anse.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
22327-22-2-o J.-P. LABARRE.

No. 705-47.

Quebec, May 26, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of L'Anse à Brillant, in the county of Gaspé-South, lots 1 to 14 inclusively and "Z" of the 1st range, Bois Brulé, and 40 to 47 inclusively of the 2nd range Bois Brulé, ranges East and West of the township Douglas and to annex the same, for Protestants only, to the school municipality of Belle-Anse.

J.-P. LABARRE,  
22327-22-0 Superintendent of Education.

N° 797-46

Québec, le 21 mai 1948

Demande est faite que le territoire suivant, qui comprend la municipalité de Clifton Est, soit annexé pour les protestants seulement et pour toutes fins scolaires à la municipalité scolaire protestante de Sawyerville. Les limites du territoire que l'on demande à annexer à Sawyerville par cette requête sont contenues dans une ligne partant au coin nord-est de la municipalité au lot 28-B, rang 1, vers l'ouest à la ligne séparative entre les rangs 6 et 7, vers le sud à la ligne séparative entre les lots 17 et 18, vers l'est à la ligne séparative entre les rangs 4 et 5, vers le sud à la ligne séparative entre les lots 14 et 15, vers l'est à la ligne limite municipale et alors vers le nord au point de départ.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
22316-22-2 J.-P. LABARRE.

No. 797-46.

Quebec, the 21th of May, 1948.

Application is made that the following territory, which comprises the municipality of Clifton East, be annexed for Protestants only and for all school purposes to the Protestant school municipality of Sawyerville. The boundaries of the territory which this petition seeks to have annexed to Sawyerville are contained by a line starting at the northeast corner of the municipality at lot 28-B range 1, going west to the dividing line between ranges 6 and 7, going south to the dividing line between lots 17 and 18, going east to the dividing line between ranges 4 and 5, going south to the dividing line between lots 14 and 15, going east to the municipal boundary line and then north to the starting point.

J. P. LABARRE,  
22316-22-0 Superintendent of Education.

---

## Département des Terres et Forêts

### AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Roch nord quartier Limoilou — Cité de Québec.

Avis est par la présente donné que le numéro 568-A-2 donné par erreur, est remplacé par le numéro 568-A-3 en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 avril 1948.

Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-Ministre,  
AVILA BÉDARD.

22312-0

---

## Department of Lands and Forests

### Notice

Official Cadastre of the Parish of St. Roch North Limoilou ward — City of Québec.

Notice is hereby given that number 568-A-2 given by error, is replaced by number 568-A-3 in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, April the 30th, 1948.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy-Minister.

22312-0

---

## Département du Travail

### AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Services hospitaliers de la région de l'Est, de la Province de Québec, établi en exécution du décret numéro 3824 du 12 octobre 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 655, du 13 mai 1948, section "B", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après:

#### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juin 1948 au 1er décembre 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

---

## Department of Labour

### NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Québec, established under decree number 3824, of October 12th 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 655 of May 13, 1948, Part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereafter mentioned.

#### 1. Assessments

The period of levy extends from June 1, 1948, to December 1, 1948; such levy will be laid as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3824 et ses amendements doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par le dit comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature du travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assèmentation des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministère du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire des Services Hospitaliers de la région de l'Est de la province de Québec, pour la période se terminant le 1er décembre 1948.

LE COMITÉ PARITAIRE DES SERVICES HOSPITALIERS DE LA RÉGION DE L'EST DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Estimés budgétaires pour la période se terminant le 1er décembre 1948.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations ( $\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 7,000.00
Salariés.....	7,000.00
	<hr/>
	\$14,000.00
<i>Déboursés:</i>	
Salaires: Secrétariat.....	\$ 5,400.00
"    Inspection.....	3,000.00
Loyer.....	600.00
Téléphone.....	150.00
Ameublement.....	100.00
Papeterie.....	500.00
Honoraires — avocat conseil.....	720.00
Frais légaux.....	100.00
Frais de voyages.....	1,200.00
Honoraires — Vérificateur.....	100.00
Jetons de présence.....	1,500.00

a) The professional employers governed by the decree number 3824 and its amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wages, bonuses or allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages, bonuses or allowances.

2. Method of collection

The assessments are payable monthly between the 1st and the 10th day of each month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

Every month, the professional employee shall submit to the Parity Committee a complete report, on forms supplied by the said committee, giving the name in full and address of every employee in his employ, the latter's competency or classification, the number of regular or overtime hours worked each week, the nature of the work and the wages paid.

This report, duly signed by the professional employer, shall be sent with the assessments payable to the Parity Committee by the said professional employer and by his employees; all such assessments shall be paid with money that is current in this Province.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers every time it deems it advisable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Quebec, for the period ending December 1, 1948.

THE HOSPITAL SERVICE PARITY COMMITTEE FOR THE EASTERN PART OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimated budget for the period ending December 1, 1948.

<i>Receipts:</i>	
Assessments ( $\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 7,000.00
Employees.....	7,000.00
	<hr/>
	\$14,000.00
<i>Disbursements:</i>	
Salaries: Secretary's office.....	5,400.00
"    Inspection.....	3,000.00
Rent.....	600.00
Telephone.....	150.00
Furniture.....	100.00
Stationery.....	500.00
Legal adviser's fees.....	720.00
Legal charges.....	100.00
Travelling expenses.....	1,200.00
Auditor's fees.....	100.00
Meeting expenses.....	1,500.00

Dépenses contingentes. . . . .	630.00	Unforeseen expenses. . . . .	630.00
	\$14,000.00		\$14,000.00
Le Sous-ministre du Travail, GÉRARD TREMBLAY.		GÉRARD TREMBLAY, Deputy-Minister of Labour.	
Ministère du Travail, Québec, ce 29 mai 1948.	22296-0	Department of Labour, Quebec, May 29, 1948.	22296-0

## AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective\* (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties ci-après mentionnées lui ont soumis une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre :

## D'UNE PART :

Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Blue Peter Steamships Ltd; Bristol City Line (Canada) Ltd; Bristol City Line of Steamers; Canada Asiatic Line Ltd; Canada Continental Line Ltd; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd; Canadian Coastwise Carriers Ltd; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; County Line Ltd; Cunard Donaldson Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White Star Ltd; Dingwall Shipping Co. Ltd; Dolphin Steamship Co. Ltd; Donaldson Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd; Furness Withy & Co. Ltd; Head Line; Lunham & Moore Steamships Ltd; Manchester Liners Ltd; March Shipping Agency Ltd; McLean Kennedy Ltd; Montreal Australia New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd; Northern Star Steamship Co. of Canada Ltd; Norwegian America Line; Quebec Steamship Lines Ltd; Saguenay Terminals Ltd; Scandinavian American Line; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd; South, East & West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd); Triton Steamship Co.; United States Lines Co., (Canada) Ltd; Watts, Watts Co. Ltd.,

## Et, D'AUTRE PART :

"International Longshoremen's Association" et son local affilié numéro 1552.  
pour les employeurs et les salariés des occupations visées, suivant les conditions ci-après décrites:

I. a) *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprendra le port de Montréal.

b) *Jurisdiction industrielle*: Le décret régira tout travail d'agencement des vaisseaux océaniques venant dans le port de Montréal, relativement au chargement ou au déchargement du grain et des bestiaux.

Il régira aussi tout travail de charpenterie ou de menuiserie exécuté sur les appareils utilisés pour le débardage, mais ne s'appliquera pas aux employés permanents exécutant ce travail.

II. *Taux de salaires et durée du travail*: a) Les heures de travail et les taux minima de salaires sont les suivants:

## NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

## ON THE ONE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Blue Peter Steamships Ltd; Bristol City Line (Canada) Ltd; Bristol City Line of Steamers; Canada Asiatic Line Ltd; Canada Continental Line Ltd; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd; Canadian Coastwise Carriers Ltd; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; County Line Ltd; Cunard Donaldson Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White Star Ltd; Dingwall Shipping Co. Ltd; Dolphin Steamship Co. Ltd; Donaldson Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd; Furness Withy & Co. Ltd; Head Line; Lunham & Moore Steamships Ltd; Manchester Liners Ltd; March Shipping Agency Ltd; McLean Kennedy Ltd; Montreal Australia New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd; Northern Star Steamship Co. of Canada Ltd; Norwegian America Line; Quebec Steamship Lines Ltd; Saguenay Terminals Ltd; Scandinavian American Line; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd; South East & West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd); Triton Steamship Co.; United States Lines Co. (Canada) Ltd; Watts, Watts, Co. Ltd.,

## And, ON THE OTHER PART:

International Longshoremen's Association and its affiliated local number 1552,  
for the employers and the employees of the occupations concerned, according to the following conditions:

I. a) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Harbour of Montreal.

b) *Industrial jurisdiction*: The decree shall apply to all fitting of ocean-going vessels lying in the Harbour of Montreal for grain and cattle.

It shall also govern all woodwork in connection with the stevedoring gear, except where permanent gear men are employed.

II. *Rates of wages and duration of labour*: a) the hours of labour and the minimum rates of wages shall be the following:

<i>Distribution des heures de travail:</i>	<i>Salaire horaire</i>	<i>Distribution of the hours of labour</i>	<i>Hourly rates</i>
De 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m. ....	\$1.30	From 8.00 a.m. to noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m. ....	\$1.30
De 5.00 p.m. à 6.00 p.m. de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. et de minuit à 5.00 a.m. ....	1.95	From 5.00 p.m. to 6.00 p.m. from 7.00 p.m. to 11.00 p.m. and from midnight to 5.00 a.m. ....	1.95

b) Tout travail exécuté les dimanches, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération et la Toussaint doit être rémunéré au double du taux de salaire régulier.

c) Tout travail exécuté pendant les heures de repas doit être rémunéré au double du taux de salaire établi et ce, pour chaque heure subséquente également, jusqu'à ce que les salariés soient renvoyés pour leur repas. Les salariés ne doivent pas être requis de travailler pendant deux périodes consécutives de repas.

d) Les salariés requis de travailler la nuit doivent être appelés pour 7.00 p.m. et rémunérés conformément au taux réglementaire à compter de cette heure jusqu'à leur renvoi; si leurs services ne sont pas requis, ils doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux heures de travail.

Lorsque les hommes reprennent le travail à minuit, ils doivent recevoir plein salaire jusqu'à l'heure régulière de cessation du travail à moins que le travail sur le vaisseau ne soit sur le point de se terminer; ils seront alors rémunérés jusqu'à ce que le travail dans leur écoutille ne soit terminé, avec un minimum de deux (2) heures de rémunération. Lorsqu'il faut renvoyer les hommes à cause de la température, ces derniers doivent être rémunérés jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés, avec un minimum de deux (2) heures de rémunération.

e) Tout travail exécuté dans les cales des vaisseaux ayant contenu ou contenant des cargaisons de soufre ou d'engrais chimique est sujet aux conditions suivantes, si le vieux bois est utilisé en tout ou en partie:

<i>Distribution des heures de travail</i>	<i>Salaire horaire</i>
De 8.00 a.m. à 5.00 p.m. ....	\$1.40
De 5.00 p.m. à 6.00 p.m., de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. et de minuit à 5.00 a.m. ....	2.10

Si du bois neuf est utilisé pour l'exécution de ce travail, les taux de salaires prévus au paragraphe "a" du présent article sont applicables.

f) Le travail de jour doit commencer à 8.00 a.m. et 1.00 p.m.

g) Lorsque les salariés sont employés au nettoyage des cales dans lesquelles du noir de fumée ou de charbon en sacs, de la chaux en sacs, du nitrate, du soufre, du minerai, de la potasse, des sacs de soude, des cargaisons de porcelaine, d'engrais chimique, de peaux humides en sacs, en paquets ou libres, ou de charbon ont été arrimés, le taux de salaire horaire doit être de \$1.45 de 8.00 a.m. à 5.00 p.m. et de \$2.17½ de 5.00 p.m. à 6.00 p.m., de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. et de minuit à 5.00 a.m.

Ces taux s'appliquent aussi lorsque les salariés doivent travailler dans des chambres frigorifiques à une température de 32 degrés Fahrenheit ou plus basse, ou sont requis de faire le vidage "bleeding" des sacs.

h) Lorsque les salariés sont employés sur des vaisseaux prenant charge d'engrais ammoniacal, ou qui en est déjà chargé, les taux de salaires sont de un dollar et soixante-cinq cents (\$1.65) l'heure pour tout travail exécuté entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. A toute autre période de journée,

b) Double time shall be paid on Sundays, St. John the Baptist Day, Dominion Day and All Saints Day.

c) Should the employees be required to work during meal hours, they shall receive double time, at the prevailing rate, and for each succeeding hour until discharged for meals. The employees shall not be required to work through two successive meal periods.

d) The employees required to work during the night must be called for 7.00 p.m. and paid, at the prevailing rate, from this hour, until discharged; should their services not be required, they shall receive a minimum of two (2) hours' pay.

When men resume work at midnight, they shall be paid full rate until regular knocking off time except when ship is finishing, in which case they will be paid until their hatch is completed, but not less than two (2) hours. If men have to be knocked off owing to weather conditions, they shall be paid until time knocked off, but not less than two (2) hours.

e) For work performed in holds of steamers, in which bulk sulphur or bulk fertilizer has been stowed and where the old wood is being used in whole or part, the rates of wages and the hours of labour shall be the following:

<i>Distribution of the hours of labour</i>	<i>Hourly rates</i>
From 8.00 a.m. to 5.00 p.m. ....	\$1.40
From 5.00 p.m. to 6.00 p.m., from 7.00 p.m. to 11.00 p.m. and from midnight to 5.00 a.m. ....	2.10

Should work be performed with new wood, the rates of wages shall be those mentioned in subsection "a" of the present section.

f) Starting times for day work shall be at 8.00 a.m. and 1.00 p.m.

g) Where employees are employed for cleaning of holds in which-nitrate-lamp-black or carbon black in bags, lime in gabs, bulk sulphur, bulk ore, potash, soda ash in bags, full cargoes of china clay and fertilizer, wet hides in bags, bundles or loose, and coal have been stowed, the rate of pay shall be \$1.45 per hour for the periods between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. and \$2.17½ per hour for the periods between 5.00 p.m. and 6.00 p.m., between 7.00 p.m. and 11.00 p.m., and midnight and 5.00 a.m.

These rates also apply when employees are ordered to work in refrigerator compartments where the temperature is 32 degrees Fahrenheit or lower, or when employed in "bleeding" of bags

h) Where employees are employed on ships on which ammonium nitrate fertilizer is being or has been loaded, the rates of pay shall be one dollar and sixty-five cents (\$1.65) per hour for the periods between 8.00 a.m. and 5.00 p.m.; all other hours, except meal hours, to be paid at the rate

exception faite de celle des repas, le taux de salaire sera de deux dollars et quarante-sept cents et demi (\$2.47½) l'heure.

III. *Dispositions spéciales:* a) L'écoulement du grain dans les conduits doit cesser pendant que les salariés descendent dans la cale pour y travailler; deux (2) salariés doivent demeurer sur le pont pendant ce temps, si nécessaire.

b) S'il est nécessaire d'installer des bardis de l'avant à l'arrière dans les cales n'ayant pas de cloison longitudinale fixe, une équipe composée d'au moins douze (12) salariés doit être employée; l'emploi d'une équipe d'au moins dix (10) salariés est exigé lors de l'installation de bardis dans les écoutes munies ou non d'alimentateur ("feeders"). Des membres de cette équipe peuvent toutefois être employés à l'exécution d'un travail accessoire, tel que celui qui consiste à faire des divisions, pendant que les autres membres de l'équipe continuent leur travail. Si les charpentiers-doublers ne peuvent fournir le nombre total de salariés requis, les employeurs ou les contracteurs-arrimeurs ont toute latitude dans la distribution des salariés disponibles.

IV. La distribution des heures de travail ci-haut mentionnée est faite à condition que les employeurs et les salariés prennent toutes les mesures possibles afin d'éviter que la moyenne des heures de travail n'excède quarante-huit (48) par semaine.

V. *Durée du décret:* Le décret demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1948. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre 1948 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail, 22314-o  
Québec, le 29 mai 1948.

#### AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

#### D'UNE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Blue Peter Steamships Ltd; Bristol City Line (Canada) Ltd; Bristol City Line of Steamers; Canada Asiatic Line Ltd; Canada Continental Line Ltd; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd; Canadian Coastwise Carriers Ltd; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; County Line Ltd; Cunard Donaldson Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White Star Ltd; Dingwall Shipping Co. Ltd; Dolphin Steamship Co. Ltd; Donaldson

of two dollars and forty-seven and one-half cents (\$2.47½) per hour.

III. *Special provisions:* a) The running of the grain in the pipes shall be stopped while the men go down in the hold to work; two (2) men to stand on deck during that time if necessary.

b) A minimum gang of twelve (12) men shall be employed when holds require shifting boards fore and aft and have no permanent longitudinal bulkheads, and a minimum gang of ten men shall be employed when putting up shifting boards in hatchways with or without feeders but members of this gang can be utilized for minor work, such as making separations, the balance of the gang continuing their work while these members are so employed. In the event of the shipliners being unable to furnish the full number of men required, the Companies and/or Contracting Stevedores have the right of distribution of men available.

IV. The above distribution of working hours is made on the condition that the employers and the employees shall take such steps as lie within their competence to ensure that the average number of hours per week shall not exceed forty-eight (48).

VI. *Duration of the decree:* The decree shall remain effective until the 31st of December 1948. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party serves written notice on the other party, to the contrary, within a delay of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30), prior to December 31st, 1948, or prior to December 31st, of any subsequent year. Such a notice shall also be sent to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, May 29, 1948.

#### NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

#### ON THE ONE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Blue Peter Steamships Ltd; Bristol City Line (Canada) Ltd; Bristol City Line of Steamers; Canada Asiatic Line Ltd; Canada Continental Line Ltd; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd; Canadian Coastwise Carriers Ltd; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; County Line Ltd; Cunard Donaldson Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White Star Ltd; Dingwall Shipping Co. Ltd; Dolphin Steamship Co. Ltd; Donaldson Atlantic Line

Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd; Furness Withy & Co, Ltd; Head Liner Lunham & Moore Steamships Ltd; Mancheste) Liners Ltd; March Shipping Agency Ltd; McLean Kennedy Ltd; Montreal Australia New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland Canada Steamships Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd; Northern Star Steamship Co. of Canada Ltd; Norwegian America Line; Quebec Steamship Lines Ltd; Saguenay Terminals Ltd; Scandinavian American Line; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd; South East and West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S'S) Ltd; Triton Steamship Co.; United States Lines Co. (Canada) Ltd; Watts, Watts Co. Ltd;

Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd; Furness Withy & Co. Ltd; Head Line; Lunham & Moore Steamships Ltd; Manchester Liners Ltd; March Shipping Agency Ltd; McLean Kennedy Ltd; Montreal Australia New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland Canada Steamships Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd; Northern Star Steamship Co. of Canada Ltd; Norwegian America Line; Quebec Steamship Lines Ltd; Saguenay Terminals Ltd; Scandinavian American Lines; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd; South East and West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S'S) Ltd; Triton Steamship Co.; United States Lines Co. (Canada) Ltd; Watts, Watts Co. Ltd;

Et, D'AUTRE PART:

"International Longshoremen's Association" et son local numéro 1657, pour les employeurs et les salariés des occupations visées suivant les conditions ci-après décrites:

I. a) *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprendra le Hâvre de Montréal.

b) *Jurisdiction professionnelle*: Le décret régira tous les vérificateurs et tonneliers, travaillant sur les navires océaniques dans le Hâvre de Montréal.

II. *Heures de travail et taux de salaires*: Les heures de travail et les taux de salaires sont les suivants:

Distribution des heures de travail	Salaires horaires Vérificateurs et tonneliers
Travail de jour:	
De 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m. ....	\$1.20
Travail de nuit :	
De 5.00 p.m. à 6.00 p.m., lorsque requis, de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. et de minuit à 5.00 a.m. ....	1.80

b) Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et 8.00 a.m. est considéré comme travail de nuit.

III. *Dispositions spéciales relatives aux salaires et à la durée du travail*: a) Les heures des repas sont distribuées entre 5.00 a.m. et 8.00 a.m. midi et 1.00 p.m., 6.00 p.m. et 7.00 p.m. et 11.00 p.m. et minuit. Tout travail exécuté par les salariés pendant ces périodes doit être rémunéré au double du taux de salaire établi, et ce, jusqu'à ce que lesdits salariés soient renvoyés pour leur repas.

b) Tout travail exécuté les dimanches, le jour de la Saint-Jean Baptiste, le jour de la Confédération, la Fête du Travail et la Toussaint doit être rémunéré au double du taux de salaire établi.

c) A moins de raison suffisamment grave, les employeurs doivent s'abstenir de faire travailler les salariés durant les heures de repas, ainsi que les dimanches et jours de fêtes.

d) Les salariés mis à l'ouvrage soit le jour ou la nuit doivent être rémunérés pour la période complète de travail pour laquelle ils ont été appelés; toutefois, cette disposition est sujette aux paragraphes "e" et "f" du présent article

e) En cas d'arrêt du travail sur le navire pour cause de mauvaise température, les salariés doivent recevoir une rémunération additionnelle

And, ON THE OTHER PART :

International Longshoremen's Association and its local number 1657.

for the employers and the employees of the occupations concerned according to the following conditions:

I. a) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Harbour of Montreal.

b) *Professional jurisdiction*: The decree shall govern all checkers and coopers working on ocean-going vessels in the Harbour of Montreal.

II. *Hours of labour and rates of wages*: a) The hours of labour and the rates of wages are the following:

Distribution of hours of labour	Hourly rates Checkers and Coopers
Day work:	
From 8.00 a.m. to noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m.	\$1.20
Night work:	
From 5.00 p.m. to 6.00 p.m. (if required),	
From 7.00 p.m. to 11.00 p.m. and from midnight to 5.00 a.m. ....	1.80

b) All work performed between the hours of 5.00 p.m. and 8.00 a.m. shall be considered as night work.

III. *Special provisions relating to wages and duration of labour*: a) Meal hours are distributed between 5.00 a.m. and 8.00 a.m. noon and 1.00 p.m., 6.00 p.m. and 7.00 p.m. and 11.00 p.m. and midnight. The employees required to work during these periods shall receive double time at the prevailing rate, until relieved for meals,

b) All work performed on Sundays, St. Jean-Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day and All Saints Day shall be paid double time, at the prevailing rate.

c) The employees shall not be required to work during the meal hours nor on Sundays and holidays if this can be reasonably avoided by the employers.

d) The employees put to work during the day or night shall receive the full working period for which they have been called; however, this provision is subject to sub-sections "e" and "f" of the present section.

e) When work on the ship has to be discontinued on account of adverse weather conditions employees shall be paid one hour at the prevailing

équivalente à une heure de salaire au taux établi en plus du travail déjà accompli.

f) Les salariés requis de travailler aux malles, messageries ou bagages les dimanches, la Saint-Jean Baptiste, le jour de la Confédération, la Fête du Travail ou la Toussaint doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux heures de travail au taux réglementaire; cette rémunération compte à partir de l'heure pour laquelle ils ont été appelés, s'ils se rapportent à cette heure.

g) L'employeur doit aviser les salariés avant l'expiration de toute période de travail s'ils sont requis pour la période suivante.

h) Les salariés qui ne sont pas mis au travail doivent quitter le quai à 8.30 a.m. et 1.30 p.m.

IV. *Dispositions spéciales concernant les vérificateurs et les tonneliers:* a) Les vérificateurs employés temporairement comme premiers vérificateurs à l'arrimage ou aux hangars doivent recevoir au moins dix cents (\$0.10) additionnels l'heure.

b) Les vérificateurs exécutant du travail de bureau doivent recevoir cinq cents (\$0.05) l'heure en plus du taux réglementaire.

c) Les employeurs ont le droit d'utiliser les services de leurs employés réguliers payés hebdomadairement ou mensuellement, pour le travail de vérificateur ou de tonnelier à être exécuté sur les quais; tels employés réguliers ne sont pas assujettis au décret.

d) Le peinture de cargaisons est compris dans le travail des vérificateurs et des tonneliers.

V. *Durée du décret:* Le décret demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1948. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre 1948 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 29 mai 1948.

22315-0

#### AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association Canadienne des Distributeurs d'Essence, Inc.,

Et, D'AUTRE PART:

L'Association Canadienne des Travailleurs de l'Automobile.  
pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites ci-dessous:

rate, in addition to any hour or hours already worked.

f) The employees called to work mails, express or baggage on Sunday, St. Jean-Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day or All Saints Day shall be paid from the hour at which they are called to report and do report, with a minimum of two hour's pay at the prevailing rate.

g) Employees shall be informed before the expiry of any working period if they will be required for the following period.

h) Employees, when not put to work, shall be required to leave the wharf at 8.30 a.m. and 1.30 p.m.

IV. *Special provisions concerning the checkers and coopers:* a) Checkers, when employed temporarily as head checkers on stowage or as warehousemen shall be paid not less than ten (\$0.10) additional cents per hour.

b) Checkers doing office work shall receive five (\$0.05) cents more per hour than the prevailing rate.

c) Employers have the right to use their regular weekly or monthly-paid employees in connection with any checking and cooping work to be done on the wharves; such employee not to be governed by the decree.

d) Painting of cargoes is included in the work done by checkers and coopers.

V. *Duration of the decree:* The decree shall remain in force until December 31, 1948; it will then renew itself automatically from year to year, unless either party serves written notice on the other party to the contrary within a delay of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30), prior to December 31, 1948, or prior to December 31 of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, May 29 1948.

22315-0

#### NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association Canadienne des Distributeurs d'Essence, inc."

And, ON THE OTHER PART:

"L'Association canadienne des Travailleurs de l'Automobile"  
for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

**I. Définitions:** Pour les fins du décret, les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Artisan:* Le mot "artisan" désigne toute personne faisant seule ou en société un travail régi par le décret ou tout employeur ou employeur professionnel lorsqu'il fait pareil travail.

b) *Homme de service, classe A:* Le terme "homme de service, Classe A" désigne tout salarié qui vend de l'essence, vend des lubrifiants ou graisse les véhicules-moteurs et/ou lave les véhicules-moteurs, fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, change les pneus ou les accumulateurs électriques, exécute de menus services d'urgence tels que remplacement de courroies d'éventail, de bougies ou de tout autre menu accessoire de véhicules-moteurs. Doit toutefois être exclue l'installation de radios, des appareils à climatiser l'air et des interrupteurs pour les signaux de direction.

c) *Homme de service, Classe B:* Le terme "homme de service, Classe B" désigne tout salarié qui fait l'une des opérations énumérées au paragraphe "b", mais qui ne vend pas de l'essence, ou ne vend pas de lubrifiants ou ne graisse pas les véhicules-moteurs.

Le seul fait pour un homme de service de vendre de l'essence, ou de vendre des lubrifiants ou de graisser les véhicules-moteurs, en fait automatiquement un homme de service de la Classe "A".

d) *Homme de service, Classe C:* Le terme "homme de service, Classe C" désigne tout salarié qui a moins de quatre (4) mois d'expérience dans l'industrie.

e) *Salarié:* Le mot "salarié" désigne tout ouvrier qualifié, tout manœuvre ou ouvrier non-qualifié, artisan ou employé qui travaille individuellement en équipe ou en société.

f) *Débit d'essence:* Le terme "débit d'essence" désigne tout endroit fixe ou mobile où il se fait la vente de l'essence ou de lubrifiants pour l'usage de véhicules-moteurs.

g) *Station de service:* Le terme "station de service" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont lavés, nettoyés, polis ou lubrifiés.

h) *Taux de salaire régulier:* Le terme "taux de salaire régulier" désigne le salaire effectivement payé par l'employeur ou l'employeur professionnel du salarié de jour ou de nuit pour travail effectué durant les heures de travail régulières en vertu d'un contrat verbal ou écrit; ce taux de salaire ne doit jamais être inférieur au taux de salaire minimum établi par le décret.

**II. Jurisdiction:** a) *Jurisdiction professionnelle et industrielle:* Seront assujettis aux dispositions du décret les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés des débits d'essence et des stations de service, tels que définis à l'article I.

Seront également assujettis aux dispositions du décret les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés de tels débits d'essence et de stations de service, exploités de façon accessoire, même pour leurs fins personnelles, par le ou les propriétaires d'un établissement commercial, d'un établissement industriel et de conciergerie.

b) *Jurisdiction territoriale:* Le décret s'appliquera dans tout le territoire comprenant l'Île de Montréal, l'Île Jésus et toutes les municipalités suivantes, à savoir: St-Lambert, Ville Jacques-Cartier, Montréal-Sud, Longueuil, St-Eustache, Terrebonne, Charlemagne et Repentigny.

**III. Échelle de salaires minima:** Les taux minima de salaire sont les suivants pour chacune des catégories de salariés ci-après:

**I. Definitions:** For the purposes of the decree, the following words shall have the meaning hereafter given to them:

a) *Artisan:* The word "artisan" means any person carrying out alone or in partnership an operation governed by the decree, or any employer or professional employer when he does such work.

b) *Service man, Class A:* The words "service man, Class A" mean any employee who sells gasoline and lubricants or greases and/or washes motor-vehicles, does the cleaning or the heating of the establishment, changes tires or batteries, performs various urgent operations such as replacing fan belts, spark plugs or any other motor vehicle accessory. However, the installation of radios, air-conditioning apparatus and directional light switches shall be excluded.

c) *Service man, Class B:* The words "service man, Class B" mean any employee who performs one of the operations enumerated in subsection "b" but who does not sell gasoline or lubricants, or does not grease motor-vehicles.

A service man who sells gasoline or lubricants, or greases vehicle-motors shall automatically become a serviceman of class "A".

d) *Service man, Class C:* The words "service man, class C" mean any employee with less than four (4) months of experience in the industry.

e) *Employee:* The word "employee" means any skilled worker, labourer or common worker, artisan or employee working individually, in partnership or doing team work.

f) *Gasolene station:* The words "gasolene station" mean any place, fixed or movable, where gasoline or lubricants are sold for the use of motor-vehicles.

g) *Service station:* The words "service station" mean any place where motor-vehicles are washed cleaned, polished or greased.

h) *Regular wage rate:* The words "regular wage rate" mean the wages actually paid by the employer or the professional employer of the day or night employee for work done during the regular hours of work in pursuance of a written or verbal contract; such wage rate shall never be less than the minimum rate established in the decree.

**II. Jurisdiction:** a) *Professional and industrial jurisdiction:* The provisions of the decree shall apply to the employers, the professional employers, the artisans and the employees of the gasolene stations and service stations, as defined in section I.

They shall also apply to the employers, the professional employers, the artisans and the employees of such gasolene stations and service stations operated accessorially, even for their personal needs, by the owner or owners of a commercial or industrial establishment or of an apartment house.

b) *Territorial jurisdiction:* The decree shall apply in the entire territory which includes the Island of Montreal, Jesus Island and all the following municipalities, namely: St. Lambert, Ville Jacques-Cartier, Montreal-South, Longueuil, St. Eustache, Terrebonne, Charlemagne and Repentigny.

**III. Minimum wage scale:** The minimum wage rates shall be as follows for each one of the categories of employees hereafter enumerated:

	<i>l'heure</i>		<i>per hour</i>
a) Homme de Service, Classe "A":		a) Service man, Class "A"	
Entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. . . . .	\$ 0.60	Between 7.00 a.m. and 7.00 p.m. . . . .	\$ 0.60
Entre 7.00 p.m. et 10.00 p.m. . . . .	0.90	Between 7.00 p.m. and 10.00 p.m. . . . .	0.90
Entre 10.00 p.m. et 7.00 a.m. . . . .	1.20	Between 10.00 p.m. and 7.00 a.m. . . . .	1.20
b) Homme de Service, Classe "B":		b) Service man, Class "B"	
Entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. . . . .	0.55	Between 7.00 a.m. and 7.00 p.m. . . . .	0.55
Entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m. . . . .	0.83	Between 7.00 p.m. and 7.00 a.m. . . . .	0.83
c) Homme de Service, Classe "C":		c) Service man, Class "C"	
Entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. . . . .	0.45	Between 7.00 a.m. and 7.00 p.m. . . . .	0.45
Entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m. . . . .	0.68	Between 7.00 p.m. and 7.00 a.m. . . . .	0.68

IV. La semaine régulière de travail est de cinquante-quatre (54) heures et toute heure de travail effectuée en plus des dites cinquante-quatre (54) heures, réparties entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m., est payée au taux de salaire régulier majoré de 50%.

a) Ceux qui exploitent un établissement régi par le décret et qui désirent vendre ou autrement manipuler de l'essence ou des lubrifiants après sept heures le soir (7.00 p.m.) devront aviser, par écrit, le Comité Paritaire de leur intention de ce faire.

Cependant celui qui, aux termes de l'alinéa précédent, n'aura pas avisé le Comité Paritaire de son intention de vendre ou d'autrement manipuler de l'essence après sept heures le soir (7.00 p.m.) n'aura la permission de le faire qu'en autant seulement qu'il tiendra son établissement ouvert 24 heures par jour, tous les jours de la semaine, sans exception.

Toute contravention aux dispositions de cet article constituera une infraction.

V. A minuit, au moins une demi-heure doit être accordée pour le casse-croûte.

#### VI. Vacances payées: Une semaine:

1. *Droit au congé:* Tout salarié régi par le décret aura droit

a) Après un an de services continu pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de sept jours comportant au moins six jours ouvrables; et

b) S'il n'a pas un an de services continu pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il a de mois de calendrier de service continu pour son employeur.

2. *Période de service continu donnant droit au congé:* Pour chaque congé annuel payé, la période de services continu pour un employeur donnant droit à tel congé, s'établit du premier mai d'une année au trente avril de l'année subséquente.

3. *Services continus:* La durée des services continus doit s'entendre de la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation de contrat.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de chômage, les périodes de congé annuel, le délai-congé, les absences autorisées, si le travailleur n'a pas occupé, pendant ces journées, un autre emploi rémunéré.

4. *Rémunération:* Le salarié a droit pour son congé à une rémunération équivalente:

a) S'il est payé exclusivement au temps, au salaire qu'il aurait gagné pendant la période de congé;

b) S'il est payé suivant un autre mode, à deux pour cent (2%) du salaire gagné durant la période de services lui donnant droit à tel congé (1er mai au 30 avril suivant).

IV. The standard work week is one of fifty-four (54) hours and any hour worked in excess of the said fifty-four (54) hours, distributed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m., shall be paid for at the rate of time and a half, computed on the regular rate.

a) Those operating an establishment governed by the decree and wishing to sell or otherwise deal in gasoline or lubricants after 7.00 p.m. shall notify the Parity Committee in writing of their intention to do so.

However, anyone who, in pursuance of the foregoing paragraph, has not notified the Parity Committee of his intention to sell or otherwise deal in gasoline after 7.00 p.m., will be permitted to do so only if he keeps his establishment open 24 hours a day, every day of the week, without exception.

Any violation of the provisions of this section shall constitute an infraction.

V. At midnight, a minimum of one half-hour shall be granted for lunch.

#### VI. Vacation with pay: One week:

1. *Right to a vacation:* Every employee governed by the decree shall be entitled,

a) after one year of continuous service with his employer, to an annual continuous vacation with pay of at least seven days including a minimum of six working days; and

b) if he has less than one year of continuous service with his employer, to an annual continuous vacation with pay of at least as many half days as he has calendar months of continuous service with his employer.

2. *Period of continuous service which gives right to aforesaid vacation:* For each annual vacation with pay, the period of continuous service in the employ of an employer which gives right to such vacation, begins on the first day of May of one year and ends on the thirtieth day of April of the following year.

3. *Continuous service:* By "duration of continuous service" is meant the period during which the employee is bound by a labour contract to work for his employer, even if the carrying out of the aforesaid contract has been interrupted without the contract being cancelled.

Shall not be considered as interrupting the duration of continuous service, days of absence through illness, if the contract has not been cancelled, as also days on which the establishment remains closed, the annual vacation, the term of notice and authorized absences, provided that during such days the employee did not hold any other remunerated employment.

4. *Remuneration:* For his vacation the employee is entitled to a remuneration equal to

a) if paid exclusively for time worked, the wages to which he would be entitled during the vacation period;

b) two per cent (2%) of the wages earned during the period extending from the 1st of May to the 30th of April next and entitling him to such vacation, if he is paid on any other basis.

5. *Echéance de la rémunération:* L'employeur doit payer au salarié, avant son départ, sa rémunération pour congé.

6. *Période de prise de congé:* Chaque congé doit être donné pendant la période du premier mai au premier novembre de l'année courante au temps déterminé par l'employeur ou l'employeur professionnel durant cette période ou pendant toute autre période de l'année, si tel est le consentement du salarié, à la convenance de l'employeur ou de l'employeur professionnel.

7. *Fixation de la période de congé:* L'employeur doit faire connaître au salarié au moins quinze jours à l'avance, la période de son congé.

8. *Résiliation du contrat de travail:* Lorsque le salarié quitte son emploi, il a droit à une indemnité.

a) représentant la rémunération payable lors de la prise du congé auquel il a un droit acquis, s'il n'a pas pris tel congé, et

b) représentant deux pour cent (2%) du salaire gagné depuis le premier mai précédant la date de son départ.

9. *Mentions au registre:* L'employeur doit mentionner dans son registre de travail, pour chaque salarié.

a) la date de son entrée en service;

b) la durée de son congé annuel payé;

c) la date de son départ en congé;

d) le montant et la date du paiement de l'indemnité versée pour la durée de son congé.

*Deux semaines:* Tout salarié régi par le décret aura droit, après cinq ans (5) ou plus de services continus pour son employeur, à un congé annuel continu payé de deux (2) semaines, le tout sujet aux dispositions des paragraphes précédents du présent article.

*Note.* — En cas de litige, le Comité Paritaire s'en référera à l'ordonnance Numéro 3 de la Commission du Salaire Minimum, dont les dispositions doivent être suivies.

VII. *Jours chômés:* Le Premier de l'An, la Fête du Travail et le Jour de Noël sont des jours chômés et payés pour tous les salariés régis par le décret.

Si, cependant, les salariés mentionnés à l'alinéa précédent travaillent le dimanche ou l'un des jours de fête ci-haut énumérés, tel travail doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 100%.

VIII. *Repos hebdomadaire:* Tout salarié a droit à un jour complet (vingt-quatre heures) de repos chaque semaine, lequel sera donné autant que possible le dimanche. Pour le travail exécuté pendant ces vingt-quatre (24) heures, le taux de salaire régulier doit être majoré de 100%.

IX. *Garantie de quatre heures:* Tout salarié appelé à travailler moins longtemps que la journée régulière a droit à une rémunération d'au moins quatre (4) heures par appel, au taux de salaire régulier.

Quand un salarié, appelé pour une certaine heure, est obligé d'attendre qu'on l'emploie, il a droit à une rémunération au même taux pour ce temps d'attente.

X. *Temps de présence obligatoire:* a) Les heures de travail comprennent le temps durant lequel le salarié est à la disposition du patron; toutefois, le temps mis à la disposition du salarié pour prendre ses repas n'est pas compté dans les heures de travail.

5. *Date of payment of the remuneration:* The employer shall give the vacation pay to his employee before he leaves for such vacation.

6. *Period during which vacation is to be taken:* Every vacation shall be given during the period from May 1st to November 1st of the current year at a time determined by the employer or the professional employer either during such period or during other period of the year when agreed to by the employee, at the employer's or the professional employer's convenience.

7. *Setting of the vacation period:* The employer shall inform the employee at least fifteen days in advance of the period of his vacation.

8. *Cancellation of the labour contract:* When the employee leaves his employer, he is entitled to an indemnity

a) consisting of the remuneration payable to him at the time of his taking the vacation to which he has a right if he has not taken such vacation, and

b) consisting of two per cent (2%) of the wages earned after the 1st of May preceding the date of his departure.

9. *Recording of particulars in register:* The employer shall record therein, for each employee,

a) the date of his entrance into the service of the employer,

b) the duration of his annual vacation with pay.

c) the date of his leaving on vacation,

d) the amount and date of payment of the indemnity paid to him for the duration of his vacation.

*Two weeks:* Every employee governed by the decree shall be entitled, after five (5) years or more of continuous service with his employer, to an annual continuous vacation with pay of two (2) weeks, the whole subject to the provisions of the foregoing subsections of the present section.

*Note:* In case of dispute, the Parity Committee shall refer to Ordinance No. 3 of the Minimum Wage Commission, whose provisions must be complied with.

VII. *Holidays:* New Year's Day, Labour Day, and Christmas Days are days kept as holidays and paid to all employees governed by the decree.

If, however, the employees hereabove mentioned work on Sunday or one of the holidays enumerated above, such work shall be paid double time, computed on the regular rate.

VIII. *Weekly day of rest:* Every employee is entitled to one complete day (twenty-four hours) of rest each week which shall be given on Sunday when possible.

For work performed during these twenty-four (24) hours, the regular wage rate shall be increased by 100%.

IX. *Guarantee of four hours:* Every employee required to work less than the regular day is entitled to a minimum remuneration equal to four (4) hours' pay per call, at the regular wage rate.

When an employee, called for a given time, has to wait to be put to work, he is entitled to a remuneration computed on the same rate for such waiting time.

X. *Compulsory presence:* a) The working hours comprise the time during which the employee is at the disposal of the employer. However, the time given the employee for his meals shall not be computed in the working hours.

XI. *Enregistrement:* a) Dès son entrée dans l'industrie, le salarié assujéti au décret doit s'enregistrer au Comité Paritaire afin de rendre possible la compilation des différents stades de son expérience. L'employeur ne peut engager un tel salarié qui ne s'est pas conformé à cette disposition.

b) Dans chaque établissement régi par le décret, il ne doit pas y avoir plus qu'un homme de service de la catégorie "C" pour deux hommes de service de la catégorie "A"; toutefois, dans les établissements où il n'y a qu'un homme de service de la catégorie "A", il est permis d'avoir un homme de service de la catégorie "C".

c) Aucun salarié ne doit être accepté avant d'avoir atteint l'âge de seize ans. Il doit avoir terminé au moins sa sixième année de cours élémentaire. Si, cependant, le manque de qualification requise quant à l'instruction nécessaire est dû à l'état de santé et n'a qu'un caractère temporaire, on peut faire exception dans son cas, mais pareille exception est laissée à la discrétion du Comité Paritaire. Il peut y avoir appel au Ministre du Travail.

XII.— L'employeur peut exiger de tout salarié de son établissement l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle prévue par le certificat de classification du salarié, pourvu que ce salarié continue à recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie de salarié à laquelle il appartient, d'après son certificat de classification.

XIII. a) Le costume uniforme spécial requis par l'employeur doit être payé moitié par l'employeur, moitié par le salarié et demeure la propriété de l'employeur pendant les douze mois qui suivent la date de l'achat.

b) Les autres uniformes exigés par l'employeur tels que salopettes et jaquettes spéciales sont fournies et blanchies moitié par l'employeur, moitié par le salarié.

c) Dans le cas des hommes de service de la catégorie "C", les salopettes ou jaquettes spéciales exigées par l'employeur sont fournies et blanchies aux frais de l'employeur seul, durant les quatre premiers mois.

À l'expiration de ces quatre premiers mois, ces salopettes ou jaquettes spéciales sont fournies et blanchies, moitié aux frais de l'employeur, moitié aux frais du salarié. Tous les salariés assujétis ne devront pas payer plus qu'un nettoyage de salopettes ou jaquettes spéciales par semaine.

d) Le temps alloué pour les repas est d'une (1) heure pour les salariés qui travaillent durant le jour et un minimum d'une demi-heure est accordé aux salariés qui travaillent durant la nuit. L'employeur ne peut pas forcer un salarié à travailler plus de six (6) heures entre chaque repas.

e) Le salaire de tout salarié doit être payé au complet hebdomadairement dans une enveloppe scellée, sur laquelle doivent être inscrits son nom, son numéro matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux de salaire à l'heure, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialement par la personne qui fait la paie et, si possible, distribuée le vendredi.

Sujet aux dispositions de l'alinéa précédent, est également légale la paie faite au moyen d'un chèque, pourvu que pareil chèque ait un talon détachable donnant tous les détails qui doivent être inscrits sur les enveloppes de paie.

f) Les salaires supérieurs aux taux minima

XI. *Registration:* a) Upon entering the industry, the employee governed by the decree shall register with the Parity Committee so that the various steps of his experience may be recorded. The employer may not employ an employee who has not complied with this clause.

b) In every establishment governed by the decree, there shall not be more than one service man of category "C" for each two service men of category "A"; however, in the establishments where there is but one service man of category "A", it is permitted to have one service man of category "C".

c) No employee may be accepted before sixteen years of age. He shall have completed the sixth year of the Elementary Course. Should, however, the lack of qualification required in respect of the necessary education be due to the state of one's health and be only temporary in character, this may be considered as an exception but same shall be submitted to the Parity Committee for consideration and decision. Appeal against this decision lies with the Minister of Labour.

XII. The employer may have any employee of his establishment perform any operation belonging to a category under that contemplated by the certificate of classification of the said employee provided such employee keeps receiving the wage rate of his category, which category is mentioned on his certificate of classification.

XIII. a) The cost of the special uniform required by the employer shall be born, in equal parts, by both the employer and the employee and such uniform remains the employer's property for the twelve months following the date of purchase.

b) All other uniforms required by the employer such as overalls or special frocks shall be supplied and cleaned half by the employer and half by the employee.

c) As for service men of category "C", the overalls or special frocks required by the employer shall be supplied and cleaned by the employer alone during the first four months.

At the completion of these first four months, such overalls or special frocks shall be supplied and cleaned half by the employer and half by the employee. All employees governed by the decree shall not pay for more than one overall or special frock cleaning per week.

d) The period allowed for meals shall be one (1) hour in the case of employees working during the day and at least one half-hour in the case of employees working during the night. The employer shall not compel an employee to work more than six (6) hours between meals.

e) The wages of every employee shall be paid entirely each week in a sealed envelope on which the following shall be inscribed: his name, his number, the date of the week, the number of hours remunerated, the wage rate per hour, the amount contained in the envelope; the latter shall be initialed by the pay-clerk and, if possible, given on Friday.

Subject to the provisions of the foregoing paragraph, a pay remitted in the form of a cheque is also legal provided such cheque be accompanied by a detachable stub giving the details usually given on the pay envelopes.

f) Wages higher than the minimum rates

fixés par le décret ne doivent pas être diminués après la mise en vigueur dudit décret.

g) Aucun employeur ou employeur professionnel ne peut, pour quelque raison que ce soit, directement ou indirectement, diminuer le salaire d'un salarié qui a été à son emploi pendant deux mois; au surplus, si un employeur remercie, pour quelque raison que ce soit, un salarié de ses services et qu'il le reprend à son emploi dans les six mois de son renvoi, il doit payer à ce salarié au moins le taux de salaire convenu lors de son engagement original. Il en est de même si le salarié quitte lui-même son emploi.

h) Toute augmentation de salaire pour travail supplémentaire doit être calculée sur le taux du salaire régulier et non sur le salaire minimum.

XIV. *Nullité de convention*: Est illégale et est considérée comme nulle et non avenue, pour les fins du décret, toute entente ou convention entre employeur et salarié, touchant soit la location d'espace ou de place d'affaires, soit les conditions de travail ou soit tout autre procédé à moins qu'il ne prévoit pour le salarié une rémunération en monnaie courante plus élevée ou des compensations ou avantages plus étendus que ceux fixés par le décret.

a) Tout bail ou contrat de société conclu après le 1er mai 1948 entre un employeur et un ou des salariés, se rapportant à l'un quelconque des établissements visés par le décret, sera présumé l'avoir été dans le but de soustraire les parties audit acte aux exigences dudit décret et sera affecté d'une présomption *juris tantum* de nullité.

b) Sujet aux dispositions du paragraphe précédent et spécialement à la présomption de nullité *juris tantum* y édictée, l'acte de société ou le bail dont il est question sera censé inexistant en autant que le Comité Paritaire est concerné, tant et aussi longtemps qu'une copie dudit acte, qui devra être en la forme authentique et enregistrée, n'aura pas été déposée au bureau du Comité Paritaire.

XV. *Travail à l'extérieur*: Il est interdit à un salarié travaillant déjà pour le compte d'un employeur de l'industrie de l'automobile d'exécuter tout travail ou quelque partie de travail du métier de l'automobile à l'extérieur pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur ou un client.

XVI. *Durée du décret*: Le décret sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une période de douze (12) mois. Il se renouvellera automatiquement d'année en année à défaut d'une partie d'aviser l'autre par écrit dans un délai de pas plus de soixante (60) jours, ni de moins de trente (30) jours avant son expiration de son intention d'y mettre fin ou de le modifier.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 29 mai 1948.

22336-0

determined by the decree shall not be reduced after its coming into force.

g) No employer or professional employer may, for what reason soever, directly or indirectly, reduce the wages of an employee who has been in his employ for two months; moreover, if an employer, for what reason soever, dismisses an employee and hires him again within six months, he shall pay him at least the wage rate agreed upon at the time of his original employment. The same applies when the employee leaves his situation of his own free will.

h) Any increase in wages resulting from overtime work shall be computed on the regular wage rate and not on the minimum wage rate.

XIV. *Nullity of agreement*: For the purposes of the decree, any agreement entered into between an employer and an employee for the renting of any place of business or in respect of working conditions, or any other procedure, unless providing for higher a remuneration in current money or more extended compensations or advantages than those established in the decree, shall be illegal and considered as null and void.

a) Any partnership contract or agreement entered into after May 1, 1948, between an employer and one or more of his employees and involving any one of the establishments governed by the decree will be considered as having been entered into for the purpose of exempting the parties thereto from the stipulations of the decree and shall be subject to a presumption *juris tantum* of nullity.

b) Subject to the provisions of the foregoing subsection and, specially, to the nullity presumption *juris tantum* therein enacted, the partnership agreement or contract hereabove referred to is not considered as existing insofar as the Parity Committee is concerned until a certified and registered copy thereof be deposited at the office of the Parity Committee.

XV. *Outside work*: No employee already in the employ of an employer of the automobile industry may perform outside work, or part thereof, in the automobile trade for the account of any person, whether such person be a professional employer, an employer or a customer.

XVI. *Duration of the decree*: The decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain effective for a period of twelve (12) months. It then renews itself automatically from year to year unless one party notified the other in writing within a period of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30) days, before its expiration, of its intention to have it repealed or amended.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, May 29, 1948.

22336-0

**Département du Trésor  
Assurances**

**Treasury Department  
Insurance**

**AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS  
ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT**

Avis est donné par les présentes que la Prospérité a été constituée en société de secours mutuels par la loi 12 George VI, chapitre 103 et a obtenu l'enregistrement n° 234 et le permis et certificat d'enregistrement n° 734 qui l'autorisent, à compter du 12 mai 1948, à accorder à ses membres des bénéficiés d'assurance sur la vie.

Cette société a son siège social à Québec.

Donné le 19 mai 1948, au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,

**GEORGES LAFRANCE,**  
Surintendant des assurances.

22256-22-2-o

**NOTICE OF ISSUE OF LICENCE  
AND CERTIFICATE OF REGISTRY**

Notice is hereby given that La Prospérité has been constituted as a mutual benefit association by the Act 12 George VI, chapter 103, and has obtained the registration no. 234 and the licence and certificate of registration no. 734 authorizing it, as from May 12, 1948, to grant to its members benefits of life insurance.

This association has its head office in Quebec.

Given the 19th of May, 1948, at the Office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,

**GEORGES LAFRANCE,**  
Superintendent of Insurance.

22256-22-2-o

**AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT  
D'ENREGISTREMENT**

Avis est donné par les présentes que "American Mutual Liability Insurance Company", enregistrée sous le No 481, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement No 3162 qui l'autorise, à compter du 13 avril 1948, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à Boston, Massachusetts, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur T. R. Durley, 3720 avenue Van Horne, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 17 mai 1948.

Pour le Trésorier de la Province,

**GEORGES LAFRANCE,**  
Surintendant des assurances.

22232-21-2-o

**NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE  
OF REGISTRATION**

Notice is hereby given that "American Mutual Liability Insurance Company", registered under No. 481, has obtained the license and certificate of registration No. 3162 authorizing it, as from the 13th of April 1948, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Accident; Sickness.

The head office of the company is situated at Boston, Massachusetts, U.S.A.

The company has appointed Mr T. R. Durley, 3720, Van Horne Avenue, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 17th of May 1948.

For the Treasurer of the Province,

**GEORGES LAFRANCE,**  
Superintendent of Insurance.

22232-21-2-o

**Examen des Agronomes — Agronomists Examination**

**LA CORPORATION DES AGRONOMES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**

Tableau des inscriptions pour l'admission à l'exercice de la profession agronomique.

Table of entries for admission to the practice of the Profession of Agronomist.

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile	Institutions
Julien, J.-Bernard . . . . .	25	Donnacona . . . . .	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Labelle, Jean-Paul . . . . .	27	Verdun . . . . .	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Normandeau, André . . . . .	22	Québec . . . . .	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.

Montréal, le 15 mai 1948.— Montréal, May 15, 1948.

Le Secrétaire-trésorier  
de la Corporation des Agronomes  
de la Province de Québec,  
**RENÉ MONETTE.**

22247-21-2-o

**RENÉ MONETTE,**  
Secretary-Treasurer  
of La Corporation des Agronomes  
de la Province de Québec.

**Erratum**

**Erratum**

L'arrêté en conseil numéro 546, du 22 avril 1948, concernant la prolongation de l'ordonnance

Order in Council number 546 of April 22, 1948, concerning an extension of Ordinance number 4,

numéro 4, 1942, de la Commission du Salaire Minimum, publié dans l'édition du 1er mai 1948 de la *Gazette officielle de Québec*, est corrigé comme suit:

Dans la version anglaise, page 1284, les mots "extended until May 1, 1948" doivent se lire "extended until May 1, 1949". 22275A-o-x

1942, of the Minimum Wage Commission, published in the issue of May 1st, 1948, of the *Quebec Official Gazette*, is corrected as follows:

In the English version, page 1284, the words "extended until May 1, 1948," shall read "extended until May 1, 1949". 22275A-o-x

## Proclamations

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

### PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS, ATTENDU que, sous l'autorité des dispositions de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriétés dans la Gaspésie (12 George VI, chapitre 37) le ministre des terres et forêts a fait dresser un plan et livre de renvoi révisés pour le canton de Cloridorme dans le district électoral de Gaspé-Nord et que les originaux de ces plan et livre de renvoi révisés ont été déposés le 13ème jour d'avril 1948, au service du cadastre du département des terres et forêts;

ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 3 de ladite loi, une copie desdits plan et livre de renvoi révisés a, en outre, été déposée:

a) le 22ème jour d'avril 1948, au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, dont le canton de Cloridorme fait partie;

b) le 24ème jour d'avril 1948, au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale locale du canton de Cloridorme ayant juridiction sur le territoire compris dans ledit canton de Cloridorme;

ATTENDU qu'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue par l'article 4 de ladite loi.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimé dans l'arrêté en conseil numéro 633 du treize mai courant, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes décrétons et ordonnons l'application au canton Cloridorme, dans le district électoral de Gaspé-Nord, des dispositions de la Loi relative aux titres de propriétés dans la Gaspésie (12 George VI, chapitre 37) et la publication de la présente proclamation.

a) fixant au premier jour de juin 1948, la date de l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi révisés pour ledit canton de Cloridorme;

b) indiquant que ces plan et livre de renvoi révisés ont été déposés au bureau du registrateur de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, et au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale locale de Cloridorme;

c) informant le public que, pendant les douze mois qui suivent la deuxième et dernière publication de cette proclamation, dans la *Gazette Offi-*

## Proclamations

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great-Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

### PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General, WHEREAS under authority of the provisions of section 2 of the Act respecting title-deeds in the Gaspesian area (12 George VI, chapter 37) the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared a revised plan and book of reference for the township of Cloridorme, in the electoral district of Gaspé-North and that the originals of said revised plan and book of reference, were, on the thirteenth day of April, 1948, filed in the Cadastre Office of the Department of Lands and Forests;

WHEREAS, in conformity with the provisions of section 3 of the said Act, a copy of said revised plan and book of reference was moreover, filed:

a) on the 22nd day of April, 1948, in the office of the Registration Division of Gaspé, at Percé, of which the township of Cloridorme forms part;

b) on the 24th day of April, 1948, in the office of the Secretary Treasurer of the local municipal corporation of the township of Cloridorme having jurisdiction over the territory comprised in the said township of Cloridorme;

WHEREAS it is now expedient to issue the Proclamation provided for in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in Order in Council number 633 of the thirteenth of May instant, We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain the application to the township of Cloridorme, in the electoral district of Gaspé-North, of the provisions of the Act respecting title-deeds in the Gaspesian area (12 George VI, chapter 37) and the publication of the present Proclamation.

a) fixing to the first day of June, 1948, the date of the coming into force of the revised plan and book of reference for the said township of Cloridorme;

b) stating that the said revised plan and book of reference have been filed in the office of the Registrar of the Registration Division of Gaspé, at Percé, and at the office of the Secretary Treasurer of the local municipal corporation of Cloridorme;

c) informing the public that during the twelve months following the second and last publication of this proclamation, in the *Quebec Official*

cielle de Québec, tout intéressé peut consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi révisés;

d) portant notification que, à l'expiration de ce délai et à moins d'opposition écrite d'un intéressé, le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant d'un immeuble dans le canton de Cloridorme, avec ou sans titre, même s'il n'est que simple administrateur ou simple exploitant;

e) ordonnant que tout droit réel affectant un lot compris dans ledit canton de Cloridorme pour lequel des plan et livre de renvoi révisés ont été déposés, soit renouvelé dans le même délai en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172A du Code civil;

f) informant aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'auront aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits seront régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce dix-neuvième jour de mai en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire adjoint  
de la Province,  
RAOUL-E. FONTAINE.

22264-21-2-o

1ère insertion, 22 mai 1948

2e insertion, 29 mai 1948

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

#### PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général  
L. DÉSILETS } ATTENDU que l'article 4 de la loi 12 George VI, chapitre 83, intitulée "Loi érigeant la municipalité de Milan" décrète que la dite loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au Lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer au premier juin 1948 la date de l'entrée en vigueur de cette loi;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 13 mai 1948, Nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons que la loi 12 George VI, chapitre 83, inti-

Gazette, any interested party, may consult the said revised plan and book of reference, without charge;

d) giving notice that, at the expiration of said delay and unless there be written opposition by an interested party, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immovable in the township of Cloridorme, with or without title, even if he be only an administrator or mere operator;

e) ordering that any real right affecting a lot comprised in the said township of Cloridorme for which a revised plan and book of reference have been filed, be renewed within the same delay in the manner provided by articles 2172 and 2172A of the civil Code;

f) also informing the public, that, failing such renewal, the real rights, preserved by the first registration, shall have no effect as regards other creditors subsequent or purchasers, the rights of whom are regularly registered.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our Said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this nineteenth day of May, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-eight and the twelfth year of Our Reign.

By command,

RAOUL-E. FONTAINE,  
Acting Under Secretary of  
the Province.

22264-21-2

1st insertion, May 22, 1948

2nd insertion, May 29, 1948

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

#### PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. } WHEREAS section 4 of the Act 12, George VI, chapter 83, intituled "An Act erecting the Municipality of Milan", enacts that the said Act will come into force at such date as the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to fix by Proclamation;

WHEREAS it is expedient to fix to the first of June, 1948, the date of the coming into force of said Act;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated May 13, 1948, We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain that the Act 12 George VI, chapter 83, intituled "An Act

tulée "Loi érigeant la municipalité de Milan" entrera en vigueur le premier juin 1948.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce dix-septième jour de mai en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième.

Par ordre,  
Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
22293-o RAOUL-E. FONTAINE.

erecting the Municipality of Milan" shall come into force on the first of June, 1948.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this seventeenth day of May, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command.  
RAOUL-E. FONTAINE,  
22293 Acting Under Secretary of the Province.

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.] EUG. FISET

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.] EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great-Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

SALUT.

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS. ATTENDU que, dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, le Directeur de la Sûreté provinciale et le substitut en chef du Procureur Général ont recommandé que les cellules désignées sous les numéros 1, 2 et 3, ainsi que les locaux adjacents situés au rez-de-chaussée du palais de justice du district de Montréal, au numéro 175 de la rue Notre-Dame-Est, Montréal, soient déclarées prison commune du district de Montréal;

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. WHEREAS in the interest of the proper administration of Justice, the Director of the Provincial Police Force and the Chief Crown Prosecutor have recommended that the cells designated under numbers 1, 2 and 3 and also the adjacent premises situate on the ground-floor of the Court House of the District of Montreal, at number 175 Notre-Dame Street East, Montreal, be declared common gaol of the district of Montreal;

ATTENDU qu'il y a lieu de donner suite à ces recommandations.

WHEREAS it is expedient to attend to such recommendations;

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimé dans l'arrêté en conseil n° 676 du 19 mai 1948 et sous l'autorité de l'article 5 de la Loi des palais de justice et des prisons (Statuts refondus de Québec, 1941, chap. 31) Nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons l'usage comme prison des cellules 1, 2, 3 et des locaux adjacents situés au rez-de-chaussée du palais de justice du district de Montréal, au numéro 175 de la rue Notre-Dame Est, dans la cité de Montréal, et déclarons lesdites cellules et lesdit locaux adjacents prison du district de Montréal.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in Order in Council No. 676 of May 19, 1948, and under authority of section 5 of the Court House and Gaol Act, (Revised Statutes of Quebec Chapter 31, (1941), We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain the use, as gaol, of the cells 1, 2, 3 and the adjacent premises situate on the ground-floor of the Court House of the district of Montreal, at number 175, Notre-Dame Street-East, in the City of Montreal, and do declare the said cells and said adjacent premises to be prison of the District of Montreal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D.,

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET Kt., C.M.G., D.S.

Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce ving-sixième jour de mai en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,  
22339-0 JEAN BRUCHÉSI.

Canada  
Province de Québec.  
[L. S.]

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi. A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT,

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS. { ATTENDU que l'honorable Ministre des terres et forêts de Notre Province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de l'article 2, du chapitre 320 de la Loi du Cadastre, Statuts Refondus de Québec 1941, un plan et un livre de renvoi d'une partie du canton de Dumais, comprenant les rangs I, II, III, IV, V, avec leurs subdivisions respectives et les îles de la Rivière Ashuapmouchouan, numéros 1, 2, 3, 4 et une partie de l'île D, division d'enregistrement du Lac St-Jean Ouest ;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi font maintenant partie des archives du département des terres et forêts et qu'une copie exacte a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Lac St-Jean, Ouest ;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 22 avril 1948,

Nous donnons avis du dépôt des plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et

Nous fixons à la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour où les dispositions de l'article 2168 du Code civil seront en vigueur relativement aux lots compris dans cette partie du canton de Dumais, et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec ;

O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-sixth day of May, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command.

22339 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

Canada,  
Province of Quebec.  
[L. S.]

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith. To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS Deputy, Attorney General. { WHEREAS the Honorable Minister of Lands and Forest of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec 1941, section 2, chapter 320) a plan and a book of reference of part of the township of Dumais, comprising ranges, I, II, III, IV, V, with their respective subdivisions and the islands of the Ashuapmouchouan River, numbers 1, 2, 3, 4 and a part of Island D, Registration Division of Lake St. John West ;

WHEREAS the said plan and book of reference now form part of the archives of the Department of Lands and Forests and that an exact copy thereof has been filed in the office of the Registration Division of Lake St. John West ;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated April 22, 1948.

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned, in the office of the Registration Division to which it belongs, as mentioned above, and

We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette* the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force respecting the lots comprised in said part of the township of Dumais, and

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of the priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec, and to renew within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed :

TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce treizième jour de mai en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
22321-o RAOUL-E. FONTAINE.

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.] EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi. A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS, ATTENDU que l'honorable Ministre des terres et forêts, de Notre province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil et du paragraphe 1A de l'article 3, du chapitre 104, 21 George V, un plan et un livre de renvoi révisés de la ville de St-Germain de Rimouski, dans la division d'enregistrement de Rimouski;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi révisés font maintenant partie des archives du département des terres et forêts et qu'une copie exacte a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Rimouski;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 22 avril 1948.

Nous donnons avis du dépôt de ce plan et livre de renvoi officiels révisés mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la Gazette officielle de Québec, le jour auquel les dispositions du paragraphe 1C, de l'article 3, du chapitre 104, 21 George V, deviendront en vigueur, relativement à la ville de St-Germain de Rimouski, et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans l'année qui suit la date fixée ci-dessus, toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots aux plan et livre de renvoi et non compris les hypothèques affectant tout le terrain subdivisé.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-

WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt, C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec this thirteenth day of May, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command,

RAOUL-E. FONTAINE,  
22321-o Acting Under Secretary of the Province.

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.] EUGI FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great-Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith. To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General, WHEREAS the Honourable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec, has had prepared under his direction, in conformity with articles 2174 and 2174A of the Civil Code and of paragraph 1A of section 3 of chapter 104, 21 George V, a revised plan and book of reference for the town of St-Germain de Rimouski, in the Registration Division of Rimouski;

WHEREAS said revised plan and book of reference now form part of the archives of the Department of Lands and Forests and that an exact copy thereof was filed in the office of the Registration Division of Rimouski;

THEREFORE with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated April 22, 1948.

We give notice of the filing of said revised official plan and book of reference hereinabove mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, same being mentioned hereinabove, and,

We fix the date of the publication of this Proclamation in the Quebec Official Gazette the day upon which the provisions of paragraph 1C of section 3 of chapter 104, 21 George V shall come into force respecting the town of St-Germain de Rimouski, and

We invite any interested person, on pain of forfeiture of the priority conferred by the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec, and to renew, within the year following the date, herein above fixed any renewal of hypothecs particularly affecting any of the lots of the plan and book of reference and not included in the hypothecs affecting the whole of the subdivided land.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

UN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE

JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D.,  
Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce treizième jour de mai en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.  
Par ordre,

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
22320-o RAOUL-E. FONTAINE.

MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirteenth day of May, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command,

RAOUL E. FONTAINE,  
Acting Under Secretary  
of the Province.  
22320

### Greffes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal le 19 mai 1948, a accordé à Me Jean-Paul Vachon, notaire, demeurant et exerçant à Montréal, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me L. J. R. Laporte, notaire décédé.

Montréal, 25 mai 1948.

Le Secrétaire-trésorier,  
de la Chambre des Notaires  
22310-o ARTHUR COURTOIS.

### Notarial Records

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal on the 19th of May 1948, has granted to Me Jean-Paul Vachon, notary residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me L.J.R. Laporte, deceased notary.

Montreal, May 25, 1948.

ARTHUR COURTOIS,  
Secretary-Treasurer of the  
Board of Notaries.  
22310-o

### Sièges sociaux

Avis est donné que la compagnie "De Luxe Produits de Papier Ltée — De Luxe Paper Products Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes accordées par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec le quatorzième jour de février mil neuf cent quarante-huit et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, dite province, a établi son bureau au numéro 340 de la rue Desmarceau.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingt et unième jour d'avril 1948.  
22287-o (Signé) J. L. HENRICHON.

### Head offices

Notice is given that the company "De Luxe Produits de Papier Ltée — De Luxe Paper Products Ltd.", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the fourteenth day of February, nineteen hundred and forty-eight, and having its head office in the city of Montreal, said province, has established its office at number 340 Desmarceau Street.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this twenty-first day of April, 1948.  
22287 (Signed) J. L. HENRICHON.

Avis est donné que la compagnie "Lyric Theatre Ltd. — Théâtre Lyrique Ltée", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 21<sup>ème</sup> jour d'avril 1948, et ayant son principal bureau dans la ville de La Tuque, district de Québec, a établi son bureau au No 65, rue St-Joseph.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 17<sup>ème</sup> jour de mai 1948.  
LYRIC THEATRE LTD.  
THÉÂTRE LYRIQUE LTÉE,  
Le Président,  
22288-o ARMAND THIBAUT.

Notice is hereby given that the "Lyric Theatre Ltd. — Théâtre Lyrique Ltée", incorporated by letters patent issued under part I of the Quebec Companies Act on the twenty-first of April 1948, and having its head office in the town of La Tuque, district of Quebec, has established its office at 65 St. Joseph Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 17th of May 1948.  
LYRIC THEATRE LTD.  
THÉÂTRE LYRIQUE LTÉE,  
ARMAND THIBAUT,  
President.  
22288-o

Avis est donné que "The Charlevoix General Mining Co. Ltd." constituée en corporation en date du 25<sup>ème</sup> jour d'août 1937 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 335 Boulevard Charest, l'a transporté à 32 rue de la Couronne.

Notice is given that "The Charlevoix General Mining Co. Ltd.", incorporated under date the 25th day of August, 1937, and having its head office in the city of Quebec, where its office has been situate until to-day at 335 Boulevard Charest, has moved it to 32 de la Couronne Street.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 12<sup>ième</sup> jour de mai 1948.

Le Secrétaire-trésorier,  
H. J. PERRON.

22289-0

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 12th day of May, 1948.

H. J. PERRON,  
Secretary-Treasurer.

22289

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Canadian General Insulation (Quebec) Co.", une compagnie constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 19 juin 1947, et ayant son siège social en la cité de Sherbrooke, a établi son bureau à 86 nord, rue Wellington, Sherbrooke.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Sherbrooke, le 17 mai 1948.

Le Président,  
FRED R. LOCKHART.

22291

Notice is hereby given that the "Canadian General Insulation (Quebec) Co.", company incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies Act on the 19th day of June 1947, and having its head office in the city of Sherbrooke, has established its office at 86 Wellington Street North, Sherbrooke.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Sherbrooke, this 17th day of May 1948.

FRED R. LOCKHART,  
President.

22291-0

QUICK FLAME GAS LTD.

QUICK FLAME GAS LTD.

Avis de changement d'adresse du bureau principal de la compagnie

Notice of Change of Address of the Company's Head Office

Avis est donné que la compagnie "Quick Flame Gas Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 24<sup>ième</sup> jour de juillet 1947 et ayant son bureau principal dans la ville de Magog, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 225 de la rue Principale, l'a transporté au numéro 242 de la rue Principale, à Magog.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Magog, ce dix-neuvième jour de mai 1948.

[Sceau]

Le Secrétaire-trésorier,  
LÉOPOLD LALIBERTÉ.

22292-0

Notice is given that the company "Quick Flame Gas Ltd.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, under date of the twenty-fourth day of July, 1947, and having its head office in the town of Magog, where, until now, its office was situate at number 225 Principale Street, has moved the same to number 242 Principale Street, at Magog.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Magog, this nineteenth day of May, 1948.

[Seal]

LÉOPOLD LALIBERTÉ,  
Secretary Treasurer.

22292

NEW JERSEY ZINC EXPLORATIONS LIMITED

NEW JERSEY ZINC EXPLORATIONS LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "New Jersey Zinc Explorations Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 mai 1948, a établi son siège social à 80 rue St-Pierre, cité de Québec.

Daté à Québec, le 25 mai 1948.

(Sceau)

Le Secrétaire,  
GILLES de BILLY.

22311

Notice is hereby given that "New Jersey Zinc Explorations Limited" incorporated by Letters Patent on the 12th day of May 1948, has established its head office at 80 St. Peter Street, Quebec, City.

Dated at Quebec this 25th day of May 1948.

(Seal)

GILLES de BILLY,  
Secretary.

22311-0

Avis est donné que La Compagnie SoRex Limitée, constituée en corporation dans la Province de Québec, par Lettres Patentes émises par le Lieutenant Gouverneur de la Province en date du 3 mars 1936 et par lettres Supplémentaires en date du 12 décembre 1946 et ayant jusqu'ici son bureau principal au numéro 855-57 chemin Ste-Foy à Québec, a transporté le dit bureau au numéro 175, 3<sup>ième</sup> avenue, Québec, dans la dite cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Québec, ce 1<sup>er</sup> jour de mai 1948.

(Sceau)

Le Secrétaire,  
CHS-L. GUAY.

22319-0

Notice is given that the company "La Compagnie SoRex Limitée" incorporated in the Province of Quebec by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province, under date of March 3, 1936, and by supplementary letters patent dated December 12, 1946, and having, until now, its head office at number 855-57 St. Foy Road, Quebec, has moved the said office to number 175, 3rd Avenue, Quebec, in said city of Quebec.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Dated at Quebec, this 1st day of May, 1948.

(Seal)

CHS-L. GUAY,  
Secretary.

22319

Canada, province de Québec, district de Québec Canada, Province of Quebec, District of Quebec

RE: R. A. THIBAudeau INC.

RE: A. R. THIBAudeau INC.

Avis est donné que R.A. Thibaudeau Inc. constituée en corporation par lettres patentes, émises par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, en date du 24 mars 1948 et ayant son bureau principal en la cité de Québec, district de Québec, a établi son bureau du No. 96 rue St-Luc, Cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce vingt-cinquième jour de mai 1948.

(Sceau)

22330-0

Le Président,  
R. A. THIBAudeau.

Notice is given that R. A. Thibaudeau Inc., incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, under date of the twenty-fourth of March, 1948, and having its head office in the city of Quebec, district of Quebec, has established its office at No. 96 St-Luc Street, city of Quebec.

From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this twenty-fifth day of May, 1948.

(Seal)

22330

R. A. THIBAudeau,  
President.

## Soumissions

## Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-SAUVEUR-DES-MONTS  
Comté de Terrebonne

SCHOOL COMMISSIONERS OF THE MUNICIPALITY OF ST-SAUVEUR-DES-MONTS  
County of Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi le quatorzième jour du mois de juin 1948, pour l'achat de \$65,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Sauveur-des-Monts, comté de Terrebonne, datées du 1er juin 1948 et remboursables en séries du 1er juin 1949 au 1er juin 1963 inclusivement. Les obligations porteront intérêt à un taux n'excédant pas 3¼% payable semi-annuellement le 1er juin et le 1er décembre de chaque année suivant le tableau d'amortissement ci-après. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances.

Tableau d'amortissement — \$65,000 — 15 ans

Année	Capital
1er juin 1949. ....	x\$ 6,500.00
1er juin 1950. ....	x 7,000.00
1er juin 1951. ....	x 7,000.00
1er juin 1952. ....	x 7,500.00
1er juin 1953. ....	x 7,500.00
1er juin 1954. ....	1,000.00
1er juin 1955. ....	1,000.00
1er juin 1956. ....	1,000.00
1er juin 1957. ....	1,000.00
1er juin 1958. ....	1,000.00
1er juin 1959. ....	1,000.00
1er juin 1960. ....	1,000.00
1er juin 1961. ....	1,000.00
1er juin 1962. ....	1,000.00
1er juin 1963. ....	20,500.00

Le x indique les versements d'un octroi au montant total de \$35,700 promis par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements annuels.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, Québec ou St-Sauveur-des-Monts.

Lesdites obligations pourront, en vertu de l'autorité du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned until five o'clock in the afternoon, on Monday, the fourteenth day of the month of June, 1948, for the purchase of \$65,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of St-Sauveur-des-Monts, county of Terrebonne, dated June 1st, 1948, and redeemable serially from the 1st of June, 1949, to the 1st of June, 1963 inclusively. The bonds shall bear interest at a rate not exceeding 3¼% payable semi-annually, on the 1st of June and 1st of December of each year, as per Redemption Table hereinafter. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities.

Table of Redemption — \$65,000 — 15 years

Year	Capital
1st June, 1949. ....	x\$ 6,500.00
1st June, 1950. ....	x 7,000.00
1st June, 1951. ....	x 7,000.00
1st June, 1952. ....	x 7,500.00
1st June, 1953. ....	x 7,500.00
1st June, 1954. ....	1,000.00
1st June, 1955. ....	1,000.00
1st June, 1956. ....	1,000.00
1st June, 1957. ....	1,000.00
1st June, 1958. ....	1,000.00
1st June, 1959. ....	1,000.00
1st June, 1960. ....	1,000.00
1st June, 1961. ....	1,000.00
1st June, 1962. ....	1,000.00
1st June, 1963. ....	20,500.00

The letter x indicates the payments of a grant to the total amount of \$35,700 promised by the Provincial Secretary and payable in five annual instalments.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or St-Sauveur-des-Monts.

The said bonds may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation at par, at any interest payment date; however, if such redemp-

rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles de la municipalité de St-Sauveur-des-Monts devant être tenue le quatorzième jour du mois de juin 1948, à 8.00 heures de l'après-midi, à la salle des délibérations de la commission scolaire, au couvent de St-Sauveur-des-Monts.

Les commissaires d'écoles de la municipalité de St-Sauveur-des-Monts, ne s'engagent à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Sauveur-des-Monts, ce vingt et unième jour du mois de mai 1948.

Le Secrétaire-trésorier,  
ADOLPHE BELANGER.

22290-o

VILLE DE POINTE-CLAIRE

Soumissions pour obligations

Avis public est, par les présentes, donné, que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné, jusqu'à 5 heures du soir, le lundi, 21 juin 1948, pour l'achat de \$122,500.00 d'obligations de la Ville de Pointe-Claire, datées du 1er juin 1948 émises sous l'autorité des Règlements Nos. 220, 222, 243, 244 et 250 et remboursables en séries du 1er juin 1949 au 1er juin 1963, avec intérêt à un taux n'excédant pas trois pour cent (3%) par année, semi-annuellement, d'abord le 1er décembre 1948 et par la suite, les 1er juin et 1er décembre de chaque année.

Le tableau d'amortissement du capital est le suivant:

Date	Versement annuel
1er juin 1949.....	\$ 4,100.00
1er juin 1950.....	4,100.00
1er juin 1951.....	4,100.00
1er juin 1952.....	4,100.00
1er juin 1953.....	4,200.00
1er juin 1954.....	4,100.00
1er juin 1955.....	4,200.00
1er juin 1956.....	4,700.00
1er juin 1957.....	4,700.00
1er juin 1958.....	4,800.00
1er juin 1959.....	3,500.00
1er juin 1960.....	3,600.00
1er juin 1961.....	3,600.00
1er juin 1962.....	3,600.00
1er juin 1963.....	65,100.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, Québec ou Pointe-Claire.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts révisés de Québec, 1941.

L'objet de cette émission est dans le but de financer les améliorations locales telles que égouts, conduites d'aqueduc et chemins.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

tion be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to the time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners of the Municipality of St-Sauveur-des-Monts, to be held on the fourteenth day of the month of June, 1948, at 8 o'clock in the evening at the Meeting Hall of the School Commissioners, at the convent of St-Sauveur-des-Monts.

The School Commissioners of the Municipality of St-Sauveur-des-Monts, do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

St-Sauveur-des-Monts, this twenty-first day of the month of May, 1948.

ADOLPHE BELANGER,  
Secretary Treasurer.

22290

TOWN OF POINTE CLAIRE

Tenders for Bonds

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until five o'clock in the evening, on June 21st, 1948, for the purchase of \$122,500.00 of bonds of the Town of Pointe-Claire, dated June 1st, 1948, issued under authority of by-laws nos 220, 222, 243, 244 and 250, and redeemable serially from June 1st, 1949 to June 1st, 1963 with interest at a rate not exceeding three per cent (3%) per annum, semi-annually, on the 1st of December 1948, and thereafter on June 1st and December 1st, of each year.

The table of redemption of capital is as follows:

Date	Annual installment
June 1, 1949.....	\$ 4,100.00
June 1, 1950.....	4,100.00
June 1, 1951.....	4,100.00
June 1, 1952.....	4,100.00
June 1, 1953.....	4,200.00
June 1, 1954.....	4,100.00
June 1, 1955.....	4,200.00
June 1, 1956.....	4,700.00
June 1, 1957.....	4,700.00
June 1, 1958.....	4,800.00
June 1, 1959.....	3,500.00
June 1, 1960.....	3,600.00
June 1, 1961.....	3,600.00
June 1, 1962.....	3,600.00
June 1, 1963.....	65,100.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, in Montreal, Quebec or Pointe-Claire.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941.

The object of this issue is to finance local improvements such as, sewers, watermains and roads.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent (1%) of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil qui sera tenue le lundi, 21 juin 1948, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, 293 Bord du Lac, Pointe-Claire, Qué.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-Claire, P.Q., ce 25ième jour de mai, 1948.

22333-o

Le Secrétaire-trésorier,  
R. LABROSSE.

Province de Québec

VILLE DE BEAUPORT  
(COMTÉ DE QUÉBEC)

Avis est par les présentes donné que des soumissions cachetées marquées sur l'enveloppe "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, mardi le quinzième jour du mois de juin 1948, pour l'achat de \$160,000 d'obligations de la ville de Beauport, comté de Québec, datées du 1er juin 1948 et remboursables en séries du 1er juin 1949 au 1er juin 1963 inclusivement. Les obligations porteront intérêt au taux de 3% l'an payable semi-annuellement le 1er juin et le 1er décembre de chaque année suivant le tableau d'amortissement ci-après:

Tableau d'amortissement — 3% — 15 ans  
\$160,000.00

Année	Capital
1er juin 1949	\$ 3,300.00
1er juin 1950	3,500.00
1er juin 1951	3,500.00
1er juin 1952	3,700.00
1er juin 1953	3,800.00
1er juin 1954	3,900.00
1er juin 1955	4,000.00
1er juin 1956	4,100.00
1er juin 1957	4,300.00
1er juin 1958	4,400.00
1er juin 1959	4,500.00
1er juin 1960	4,700.00
1er juin 1961	4,800.00
1er juin 1962	4,900.00
1er juin 1963	102,600.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, Québec ou Beauport.

Lesdites obligations pourront, en vertu de l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du conseil qui sera tenue le quinzième jour du mois de juin 1948 à huit heures du soir, à l'Hôtel de ville de Beauport.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beauport, ce vingt-sixième jour du mois de mai 1948.

22334-o

Le Secrétaire-trésorier,  
PHILIAS GRENIER.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on June 21st., 1948, at eight o'clock of the evening at the Town Hall, 293 Lakeshore Road, Pointe-Claire, Que.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Pointe-Claire, P.Q., this 25th day of May, 1948.

22333-o

R. LABROSSE,  
Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

TOWN OF BEAUPORT  
(COUNTY OF QUEBEC)

Notice is hereby given that tenders sealed and endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until five o'clock in the afternoon, on Tuesday, the fifteenth day of the month of June, 1948, for the purchase of \$160,000.00 of bonds of the town of Beauport, county of Quebec, dated June 1st, 1948, and redeemable serially from the 1st of June, 1949 to the 1st of June 1963 inclusively. The bonds will bear interest at the rate of 3% per annum, payable semi-annually on the 1st of June and 1st of December of each year, according to the following table of redemption:

Table of Redemption — 3% — 15 years  
\$160,000.00

Year	Capital
1st June 1949	\$ 3,300.00
1st June 1950	3,500.00
1st June 1951	3,500.00
1st June 1952	3,700.00
1st June 1953	3,800.00
1st June 1954	3,900.00
1st June 1955	4,000.00
1st June 1956	4,100.00
1st June 1957	4,300.00
1st June 1958	4,400.00
1st June 1959	4,500.00
1st June 1960	4,700.00
1st June 1961	4,800.00
1st June 1962	4,900.00
1st June 1963	102,600.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Beauport.

The said bonds may, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation at par, at any interest payment date, however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

The tenders shall be opened and considered at a regular meeting of the Council to be held on the fifteenth day of the month of June 1948, at eight o'clock in the evening, at the Town Hall of Beauport.

The Council reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Beauport, this twenty fifth day of May, 1948.

22334

PHILIAS GRENIER,  
Secretary-treasurer.

Province de Québec

Province of Québec

CORPORATION MUNICIPALE DE STE-ANNE-DES-MONTS, COMTÉ DE GASPÉ-OUEST

MUNICIPAL CORPORATION OF STE-ANNE-DES-MONTS, COUNTY OF GASPÉ-OUEST

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, jusqu'à six heures de l'après-midi, lundi le quatorzième jour du mois de juin 1948, pour l'achat de \$207,000 d'obligations de la corporation municipale de Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Ouest, datées du 1er juillet 1948 et remboursables en séries du 1er juillet 1949 au 1er juillet 1963 inclusivement, à un taux d'intérêt n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances.

Public notice is hereby given that tenders sealed and endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until six o'clock in the afternoon, on Monday, the fourteenth day of the month of June, 1948, for the purchase of \$207,000 of bonds of the municipal corporation of Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-West, dated the 1st of July, 1948 and redeemable serially, from the 1st of July, 1949, to the 1st of July, 1963, inclusively, at a rate of interest not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually, on the 1st of January and 1st of July of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities.

Tableau d'amortissement—15 ans—\$207,000

Table of Redemption—15 years—\$207,000

Année	Capital
1er juillet 1949.	\$ 2,700.00
1er juillet 1950.	2,800.00
1er juillet 1951.	2,900.00
1er juillet 1952.	3,000.00
1er juillet 1953.	3,100.00
1er juillet 1954.	3,200.00
1er juillet 1955.	3,300.00
1er juillet 1956.	3,400.00
1er juillet 1957.	3,500.00
1er juillet 1958.	3,600.00
1er juillet 1959.	3,700.00
1er juillet 1960.	3,800.00
1er juillet 1961.	3,900.00
1er juillet 1962.	4,000.00
1er juillet 1963.	160,100.00

Year	Capital
1st July, 1949.	\$ 2,700.00
1st July, 1950.	2,800.00
1st July, 1951.	2,900.00
1st July, 1952.	3,000.00
1st July, 1953.	3,100.00
1st July, 1954.	3,200.00
1st July, 1955.	3,300.00
1st July, 1956.	3,400.00
1st July, 1957.	3,500.00
1st July, 1958.	3,600.00
1st July, 1959.	3,700.00
1st July, 1960.	3,800.00
1st July, 1961.	3,900.00
1st July, 1962.	4,000.00
1st July, 1963.	160,100.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, Québec ou Ste-Anne-des-Monts.

Capital and interest shall be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Ste-Anne-des-Monts.

Ces obligations seront émises en coupures de \$100 ou de multiples de \$100.

These bonds will be issued in denominations of \$100 or multiples of \$100.

Lesdites obligations pourront, en vertu de l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds, may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation at par at any interest payment date; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du conseil qui sera tenue lundi le quatorzième jour du mois de juin 1948, à huit heures du soir, en la salle du Palais de Justice de Ste-Anne-des-Monts.

The tenders will be opened and considered at a regular meeting of the council, to be held on Monday, the fourteenth day of the month of June, 1948, at eight o'clock in the evening, at the hall of the Court House of Ste-Anne-des-Monts.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The council reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Ste-Anne-des-Monts, ce vingt-six mai 1948.

May 1948.

Le Secrétaire-trésorier,

LOUIS-PHILIPPE LANGELIER,  
Secretary-Treasurer.

22335-22-0 LOUIS-PHILIPPE LANGELIER

22335-22-2

Vente par licitation

Sale by Licitiation

AVIS DE LICITATION

NOTICE OF LICITATION

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 259788.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 259788.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu

Notice is hereby given that in virtue of a jud

d'un jugement rendu par l'Honorable Juge F.-T. Collins siégeant en Cour Supérieure, à Montréal, le 10 mai 1948, dans une cause où Gérard Turcotte, commis, des cité et district de Montréal, est demandeur, et Albert Desmarais, employé civique, Demoiselle Clara Amanda Desmarais, fille majeure, personnellement et en sa qualité de curatrice dûment nommée à Joseph Auguste Desmarais, interdit, Dame Maria Exilda Desmarais, épouse séparée de biens de Pierre Simoneau, courtier en assurance, et ce dernier pour assister et autoriser sa dite épouse, Henri Jutras, commis, Victor Jutras, opérateur, Paul Jutras, expéditeur, Dame Alice Jutras, épouse séparée de biens de J.-L. Albert Charbonneau, courtier en immeubles, et ce dernier pour assister et autoriser sa dite épouse, Antonio Turcotte, commis, et Marie-Anne Turcotte, fille majeure, (en religion Sœur Marie Camille de la Croix, de la Communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie), tous des cité et district de Montréal, sont défendeurs, et Société d'Administration et de Fiducie, de Montréal, J.-L. Albert Charbonneau et Pierre Simoneau, susnommés et désignés, tous trois en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires, administrateurs et fiduciaires de la succession de Louis Aubin dit St-Louis, en son vivant, marchand, de la cité de Montréal, sont mis-en-cause, la licitation a été ordonnée des immeubles suivants, savoir:

"1. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro deux de la subdivision officielle du lot de terre numéro huit cent cinquante (850-2) des plan et livre de renvoi officiels du Quartier St-Jacques, de la cité de Montréal, borné en avant par la rue Demontigny, en arrière par le lot ci-après mentionné;

2. Cette partie du lot de terre numéro sept de la subdivision officielle susdite contenant vingt-trois pieds et demi de largeur sur dix pieds de longueur, mesure anglaise, bornée au sud-est par le lot ci-dessus désigné, à l'autre bout par partie du lot numéro sept, d'un côté, au sud-ouest, par le lot numéro un de la subdivision du dit lot numéro huit cent cinquante, et de l'autre côté par un passage faisant partie du dit lot numéro sept qui vient aboutir à la partie de lot susmentionnée et partant de la rue St-Christophe, avec droit de se servir du dit passage; avec la maison en brique à deux étages et autres dépendances portant les numéros civiques 807 et 809 rue Demontigny Est, à Montréal, et avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles."

Les immeubles susdésignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le 25 JUNE 1948, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi (heure avancée), à la salle d'audience N° 31 du Palais de Justice, à Montréal, ou à toute autre salle d'audience où les intéressés pourront être référés, le tout sujet aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges qui sera déposé au greffe du Protonotaire de la dite cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire, à la dite licitation devra être déposée au même greffe du Protonotaire au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; à défaut par les intéressés de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, ils seront forclos du droit de le faire.

Un dépôt de mille cinq cents dollars (\$1500.00) devra être fait entre les mains de l'officier chargé

ment rendered by the Honourable Mr. Justice F.-T. Collins, sitting in the Superior Court, at Montreal, on the 10th day of May 1948, in a case where Gerard Turcotte, clerk, of the City and District of Montreal, is Plaintiff, and Albert Desmarais, civic employee, Miss Clara Amanda Desmarais, spinster of the full age of majority, personally and in her quality of curatrix duly named to Joseph Auguste Desmarais, interdict, Dame Maria Exilda Desmarais, wife separate as to property of Pierre Simoneau, insurance broker, and the latter to assist and authorize his said wife, Henri Jutras, clerk, Victor Jutras, operator, Paul Jutras, shipper, Dame Alice Jutras, wife separate as to property of J. L. Albert Charbonneau, real estate broker, and the latter to assist and authorize his said wife, Antonio Turcotte, clerk, and Marie-Anne Turcotte, of the full age of majority, (Sister Marie Camille de la Croix of the community of Les Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie), all of the city and district of Montreal, are Defendants, and Société d'Administration et de Fiducie, of Montreal, J.-L. Albert Charbonneau and Pierre Simoneau above named and designated, all three in their quality of testamentary executors, administrators and trustees of the estate of Louis Aubin dit St-Louis, in his lifetime, merchant, of the City of Montreal, are Mis-en-Cause, a licitation has been ordered of the following immovables, to wit:

"1. The lot of land known and designated under number two of the official subdivision of lot number eight hundred and fifty (850-2) on the official plan and book of reference of St. James Ward, in the city of Montreal, bounded in front by Demontigny Street, in rear by the lot hereinafter described;

2. The part of the lot of land number seven of the aforesaid official subdivision (850-pt. 7) measuring twenty three and one half feet in width by a length of ten feet, English measure, bounded to the south-east by the lot hereinabove described, at the other end by part of lot number seven, on one side to the south-west by the lot number one of the subdivision of said lot number eight hundred and fifty, and on the other side by a passage forming part of said lot number seven which ends at the part of lot hereinabove mentioned starting from St. Christopher Street, with the right to use said passage; with the two stories brick house and other dependencies bearing civic numbers 807 and 809 Demontigny Street East, Montreal, and with the servitudes, active and passive, apparent and occult appertaining to the said immovables."

The above described immovables will be put up for auction and will be adjudged to the highest and last bidder on the 25th day of JUNE 1948, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, (daylight saving time) in room No. 31 of the Court House, in Montreal, or in such other room that the interested parties may be referred to, the whole subject to the charges, clauses and conditions indicated in the book or list of charges which shall be deposited at the Prothonotary's Office of the said Court; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to the said licitation shall be deposited at the said Prothonotary's Office, at east twelve days before the day fixed as above mentioned for the said sale and adjudication, and all opposition to payment shall be deposited within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays herein stated they will be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand five hundred dollars (\$1,500) in the hands of the officer in charge

de la vente, par tout offrant et enchérisseur lors de son enchère.

Montréal, 15 mai 1948.

Les Avocats du demandeur,  
DUSSAULT, DUSSAULT &  
VADBONCOEUR.

22248-21-2-o

of the sale must be made by each bidder.

Montreal, May 15, 1948.

DUSSAULT, DUSSAULT &  
VADBONCOEUR,  
Attorneys for Plaintiff.

22248-21-2-o

### Vente pour taxes

Province de Québec

COMTÉ DES ÎLES DE LA MADELEINE

Avis public est par le présent donné par le soussigné, F. A. Painchaud, secrétaire-trésorier du comté des Îles de la Madeleine, que les immeubles ci-dessous mentionnés, seront vendus à l'enchère publique, au Palais de Justice à Havre-Aubert, MERCREDI, le SEPTIEME jour de JUILLET, mil neuf cent quarante-huit, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires dues sur ces immeubles, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir:

DANS LA MUNICIPALITÉ DE HAVRE-AUBERT

Comme appartenant à Odiffo M. Bourgeois, deux lots de terre connus au cadastre de l'Île Amherst, dans les Îles de la Madeleine, sous les subdivisions 166 du lot 426, contenant trois acres et subdivision 458 du lot 369 contenant un acre, avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales, \$7.24; taxes scolaires: \$4.47. Total: \$11.71.

Comme appartenant à Succession Théodore Lapierre, un lot de terre connu au même cadastre sous la subdivision 321 du lot 318-A, contenant quatre acres. Taxes municipales: \$1.04; Taxes scolaires: \$1.05. Total: \$2.09.

Comme appartenant à Emile V. Lapierre, un lot de terre connu au même cadastre sous la subdivision 320 du lot 318-A, contenant deux acres. Taxes municipales: \$0.76; Taxes scolaires: \$0.00; Total: \$0.76.

Comme appartenant à Arsène N. Lapierre, deux lots de terre connus au même cadastre sous les numéros 164-a contenant 1-2-10 et 166 contenant 9-1-0. Taxes municipales: \$13.76; Taxes scolaires: \$7.71. Total: \$21.47.

Comme appartenant à Aristide Deveau, un lot de terre connu au même cadastre comme faisant partie du lot No 451, contenant vingt-huit acres, avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$17.49; Taxes scolaires: \$9.29. Total: \$26.78.

Comme appartenant à Isaac C. Bourgeois, deux lots de terre connus au même cadastre sous la subdivision 237 du lot 451 contenant 13 acres et le numéro 174-G, contenant un acre. Taxes municipales: \$11.93; Taxes scolaires: \$22.12. Total: \$34.05.

Comme appartenant à Vve Cirice E. Lapierre, et étant occupé par William H. Lapierre, trois lots de terre connus au même cadastre sous les numéros 143-A contenant 7-1-0, 160 contenant 1-0-39 et subdivision 7 du lot 143-F, contenant 2-0-0, avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$0.00; Taxes scolaires: \$9.40. Total: \$9.40.

### Sale for Taxes

Province of Quebec

COUNTY OF MAGDALEN ISLANDS

Public notice is hereby given by the undersigned F. A. Painchaud, Secretary-Treasurer of the county of Magdalen Islands, that the immovables hereafter mentioned, will be sold by Public Auction at the Court House, at Havre-Aubert, WEDNESDAY, the SEVENTH day of JULY, nineteen hundred and forty-eight, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes due upon these immovables, unless the same be paid with cost before the sale, to wit:

IN THE MUNICIPALITY OF HAVRE-AUBERT

As belonging to Odiffo M. Bourgeois, two lots of land known on the official cadastre of Amherst Island, in the Magdalen Islands, under the subdivision 166 of lot 426 containing three acres and subdivision 458 of lot 369 containing one acre, with building thereon erected. Municipal taxes: \$7.24; School taxes: \$4.47. Total: \$11.71.

As belonging to Estate Théodore Lapierre, one lot of land, known in the same cadastre under the subdivision 321 of lot 318-A, containing four acres. Municipal taxes: \$1.04; School taxes: \$1.05. Total: \$2.09.

As belonging to Emile V. Lapierre one lot of land known on the same cadastre under the subdivision 320 of lot 318-A, containing two acres. Municipal taxes: \$0.76; School taxes: \$0.00. Total: \$0.76.

As belonging to Arsène N. Lapierre, two lots of land known on the same cadastre under the numbers 164-A containing 1-2-10 and 166 containing 9-1-0. Municipal taxes: \$13.76; School taxes: \$7.71. Total: \$21.47.

As belonging to Aristide Deveau, one lot of land known on the same cadastre as being part of lot No. 451, containing twenty-eight acres, with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$17.49; School taxes: \$9.29. Total: \$26.78.

As belonging to Isaac G. Bourgeois, two lots of land known on the same cadastre under the subdivision 237 of the lot 451 containing 13 acres and number 174-G, containing one acre. Municipal taxes: \$11.93; School taxes: \$22.12. Total: \$34.05.

As belonging to Widow Cirice E. Lapierre and being occupied by William H. Lapierre, three lots of land known on the same cadastre under the numbers 143-A containing 7-1-0, 160 containing 1-0-39 and subdivision 7 of the lot 143-F, containing 2-0-0 with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$0.00; School taxes: \$9.40. Total: \$9.40.

Comme appartenant à Hormidas G. Vigneau, deux lots de terre connus au même cadastre sous les subdivisions 250 du lot 1-RI contenant huit acres et subdivision 132 du lot 6,7,8, R II, contenant 1-2-26 avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$0.00; Taxes scolaires: \$5.74. Total: \$5.74.

Comme appartenant à Léonidas Vigneau, un lot de terre connu au même cadastre sous le numéro 345 contenant 0-3-30. Taxes municipales: \$1.10; Taxes scolaires: \$1.74. Total: \$2.84.

Comme appartenant à Dominique Cormier, ou semblant lui appartenir, un lot de terre connu au même cadastre comme faisant partie de la subdivision 228 du lot 41, contenant 2-0-35. Taxes municipales: \$12.37; Taxes scolaires: \$12.25. Total: \$24.62.

Comme appartenant à Paul Chanell de la localité de Entry Island, quatre lots de terre connus au même cadastre sous les subdivisions officielles 11-E contenant 2,2/10, 11-L contenant 0-2-0, 1-H contenant 19-3-0 et No 11-A contenant 6-1-0 avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$0.00; Taxes scolaires: \$12.27. Total: \$12.27.

#### DANS LA MUNICIPALITÉ DE GROSSE ILE

Comme appartenant à Everett Dickson ou semblant lui appartenir, un lot de terre connu au cadastre de l'Île Coffin, dans les Îles de la Madeleine, sous le numéro 17, contenant 88 acres en superficie. Taxes municipales: \$2.84; Taxes scolaires: \$0.00. Total: \$2.84.

#### DANS LA MUNICIPALITÉ DE HAVRE-AUX-MAISONS

Comme appartenant à Alexandre Boudreau, trois lots de terre connus au cadastre de l'Île Alright, sous les Nos subdivision 88 du lot 211 contenant deux acres, subd. 163 du lot 223, contenant huit acres, subd. 162 du lot 223 contenant dix acres, avec bâtisses.

Comme appartenant à Célestin Lafrance, un lot de terre connu au même cadastre sous la subdivision 68 du lot 223 contenant 11-3-0.

Comme appartenant à Hélier Boudreau, un lot de terre connu au même cadastre, sous la subdivision 304 du lot 188, contenant 5-1-0.

Comme appartenant à Grégoire Boudreau, un lot de terre connu au même cadastre sous la subdivision 178 du lot 223 contenant deux acres.

Ces lots tous occupés par Grégoire Boudreau. Taxes municipales: \$9.05; Taxes scolaires: \$28.97. Total: \$38.02.

Comme appartenant à Hector Lafrance, quatre lots de terre connus au même cadastre sous les numéros 187-A contenant sept acres, subdivision 184 du lot 188 contenant deux acres, subdivision 55 du lot 188 contenant 12 x 12 pieds et partie du lot No 188 contenant cinq acres, avec bâtisses. Taxes municipales: \$10.34; Taxes scolaires: \$29.88. Total: \$41.22.

Comme appartenant à Abraham Poirier et étant occupé par Léoni A. et Edouard A. Poirier, un lot de terre connu au même cadastre sous le numéro 145, contenant huit acres avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$9.82; Taxes scolaires: \$31.44. Total: \$41.26.

Donné à Havre-Aubert, I.M., ce dixième jour de mai 1948.

Le Secrétaire-trésorier du Comté des  
Îles de la Madeleine,  
F. A. PAINCHAUD.

22233-21-2-o

As belonging to Hormidas G. Vigneau, two lots of land known on the same cadastre under the subdivisions 250 of the lot 1-RI containing eight acres and subdivision 132 of the lots 6,7,8, R II, containing 1-2-26 with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$0.00; School taxes: \$5.74. Total: \$5.74.

As belonging to Léonidas Vigneau, one lot of land known on the same cadastre under the number 345 containing 0-3-30. Municipal taxes: \$1.10; School taxes: \$1.74. Total: \$2.84.

As belonging to Dominique Cormier or supposed to belong to him, one lot of land known on the same cadastre as being part of the subdivision 228 of the lot 41, containing 2-0-35. Municipal taxes: \$12.37; School taxes: \$12.25. Total: \$24.62.

As belonging to Paul Chanell, of the locality of Entry Island, four lots of land known on the same cadastre under the official subdivisions 11-E containing 2,2/10, 11-L, containing 0-2-0, 1-H containing 19-3-0 and No. 11-A containing 6-1-0 with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$0.00; School taxes: \$12.27. Total: \$12.27.

#### IN THE MUNICIPALITY OF GROSSE-ISLE

As belonging to Everett Dickson, or supposed to belong to him, one lot of land known on the cadastre for Coffin Island, in the Magdalen Islands, under the number 17, containing 88 acres in area. Municipal taxes: \$2.84; School taxes: \$0.00. Total: \$2.84.

#### IN THE MUNICIPALITY OF HAVRE-AUX-MAISONS

As belonging to Alexandre Boudreau, three lots of land known on the cadastre of Alright Island, under the Nos. subdivision 88 of lot 211 containing two acres, subd. 163 of lot 223 containing eight acres, subd. 162 of lot 223 containing ten acres, with buildings.

As belonging to Célestin Lafrance, one lot of land known on the same cadastre under the subdivision 68 of lot 223 containing 11-3-0.

As belonging to Hélier Boudreau, one lot of land known on the same cadastre under the subdivision 304 of lot 188 containing 5-1-0.

As belonging to Grégoire Boudreau, one lot of land known on the same cadastre under the subdivision 178 of lot 223 containing two acres.

These lots being all occupied by Grégoire Boudreau. Municipal taxes: \$9.05; School taxes: \$28.97. Total: \$38.02.

As belonging to Hector Lafrance, four lots of land known on the same cadastre under the numbers 187-A containing seven acres, subdivision 184 of lot 188 containing 12 x 12 feet and part of lot 188 containing five acres, with buildings. Municipal taxes: \$10.34; School taxes: \$29.88. Total: \$41.22.

As belonging to Abraham Poirier and being occupied by Léoni A. and Edouard A. Poirier, one lot of land known on the same cadastre under the number 145, containing eight acres, with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$9.82; School taxes: \$31.44. Total: \$41.26.

Given at Havre-Aubert, M.I., this tenth day of May 1948.

F. A. PAINCHAUD,  
Secretary-Treasurer for the County  
of Magdalen Islands.

22233-21-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

ARTHABASKA

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure, district d'Arthabaska

Superior Court, District of Arthabaska

Arthabaska, à savoir: } JOSEPH LABBÉ & EL-  
N° 5267 } PHÈGE LABBÉ,  
marchands, de la ville d'Arthabaska, et y faisant  
affaires ensemble sous le nom de Labbé & Frère,  
demandeurs; vs ARMAND CROTEAU, de la  
ville d'Arthabaska, défendeur.

Arthabaska, to wit: } JOSEPH LABBÉ & EL-  
No. 5267 } PHÈGE LABBÉ, mer-  
chants of the town of Arthabaska and there  
carrying on business under the name of Labbé  
& Frère, plaintiffs; vs ARMAND CROTEAU,  
of the town of Arthabaska, defendant.

Comme appartenant au défendeur:

As belonging to the defendant:

1° Une terre de trois arpents et demi de largeur, plus ou moins, sur toute la profondeur qu'il y a à partir de la route d'Hodges à venir à la ligne de division séparant les lots vingt et vingt et un du deuxième rang du canton de Bulstrode, faisant partie des lots numéros vingt et un et vingt deux du dit canton, connue et désignée au cadastre officiel du canton de Bulstrode, division d'enregistrement d'Arthabaska, comme étant le numéro cent vingt (120) et la partie du numéro cent douze (112) faisant suite au dit numéro cent vingt sur la même largeur que le dit numéro cent vingt, avec les bâtisses dessus construites et dépendances; la dite terre bornée à l'ouest à la route d'Hodges, en profondeur à la terre ci-après désignée, au nord partie au numéro cent vingt et un et partie à une autre partie du dit numéro cent douze appartenant à Alphonse Boissonneault, et au sud à Doria Clair.

1. A farm of three and one half arpents in width, more or less, by the whole of the depth existing from the "route d'Hodges" as far as the division line separating lots twenty and twenty-one of the second range of the township Bulstrode, forming part of lots numbers twenty-one and twenty-two of said township, known and designated on the official cadastre for the township, of Bulstrode, Registration Division of Arthabaska, as being number one hundred and twenty (120) and the part of number one hundred and twelve (112) following said number one hundred and twenty on the same width as said number one hundred and twenty,—with the buildings thereon erected and dependencies; said farm bounded on the west by the "route d'Hodges", on the depth by the land hereinafter designated, on the north partly by number one hundred and twenty-one and partly by another part of said number one hundred and twelve, belonging to Alphonse Boissonneault, and on the south by Doria Clair.

2° Un terrain dans le même rang et le même canton, contenant cent quatre vingts arpents en superficie, plus ou moins, formés des lots numéros dix neuf et vingt, connu et désigné au cadastre susdit comme étant les numéros cent dix (110) et cent onze (111).

2. A lot of land in the same range and same township, containing one hundred and eighty acres in area, more or less, formed of lots numbers nineteen and twenty, known and designated on the aforesaid cadastre as being numbers one hundred and ten (110) and one hundred and eleven (111).

Pour être vendus à la porte de l'église du village de Daveluyville, comté d'Arthabaska, le VINGT NEUVIÈME jour de JUIN 1948, à DEUX heures de l'après-midi. (Heure avancée).

To be sold at the church door of the village of Daveluyville, county of Arthabaska, on the TWENTY-NINTH day of JUNE, 1948, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

Le Shérif,

MAURICE MAHEU,

Bureau du Shérif, Arthabaska, 21 mai 1948.  
[Première insertion, 29 mai 1948]

Sheriff's Office, Arthabaska, May 21, 1948.  
[First insertion, May 29, 1948]

QUÉBEC

QUÉBEC

*Fieri Facias*

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: } HENRI BERNIER, avo-  
N° 15-174. } cat, de la ville de Lau-  
zou, contre J.-R. OUELLET, de la Cité de Qué-  
bec, et J.-E. OUELLET et PIERRE PAQUET,  
tous deux de Loretteville, saisi comme apparten-  
nant à PIERRE PAQUET, comme suit, à sa-  
voir:

Quebec, to wit: } HENRI BERNIER, advoca-  
No. 15-174. } te, of the Town of Lau-  
zou; against J.-R. OUELLET, of the city of  
Quebec, and J.-E. OUELLET and PIERRE PA-  
QUET, both of Loretteville. Seized as belong-  
ing to Pierre Paquet, as follows, to wit:

1° Partie du lot N° 1057 (mille cinquante sept) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, étant une terre située dans la dite paroisse, mesurant trois arpents de largeur sur quinze arpents de profondeur, plus ou moins, bornée au sud-ouest par la rivière St-Charles, au nord-est par la ligne de la seigneurie St-Ignace, au nord

1. Part of lot No. 1057 (one thousand and fifty-seven) on the official cadastre for the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, being a farm situate in the said parish, measuring three arpents in width by fifteen arpents in depth, more or less, bounded on the southwest by the St. Charles river, on the north-east by the line of the Seigniorie St-Ignace, on

par la terre de Jean-Baptiste Paquet et au sud par celle de J.-B. Dubeau, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Partie des lots Nos 343 et 344 (trois cent quarante-trois et trois cent quarante-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, étant une terre en bois debout, située maintenant en la paroisse de St-Gérard Magella, concession St-Michel, divisée en deux parties par le chemin du Vallon, mesurant au nord-est du dit chemin, deux arpents de largeur sur huit arpents de profondeur, et au sud-ouest du dit chemin trois quarts d'arpent de largeur, sur vingt-deux arpents de profondeur, bornée d'un bout au sud-ouest partie par le chemin public et partie par la première concession St-Michel, au nord-est par la concession St-Raphaël, au nord par la terre de Alphonse Duchesneau et au sud partie par celle de Joseph Mauger et partie par celle des Sœurs de la Charité de St-Louis, circonstances et dépendances. A distraire la partie vendue à Hilaire Barbeau et autres, par acte enregistré sous le N° 273557.

Pour être vendu le lot en premier lieu décrit à la porte de l'église paroissiale de St-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin (heure avancée) et le lot en deuxième lieu décrit à la porte de l'église paroissiale de St-Gérard Magella, comté de Québec, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi. (heure avancée).

Le Député-shérif,  
Bureau du Shérif, JOS.-ALBERT DELAGE.  
Québec, 13 mai 1948. 22189-20-2-o  
[Première insertion: 15 mai 1948]  
[Seconde insertion: 29 mai 1948]

the north by the land of Jean-Baptiste Paquet and on the south by that of J.-B. Dubeau—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Part of lots Nos. 343 and 344 (three hundred and forty-three and three hundred and forty-four) of the official cadastre for the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, being a lot of standing timber, now situate in the parish of St-Gérard Magella, St-Michel concession, divided into two parts by the Vallon Road, measuring two arpents in width on the northeast of the said road, by eight arpents in depth, and on the southwest of the said road three quarters of an arpent in width, by twenty-two arpents in depth, bounded at one end to the southwest partly by the public road and partly by the first concession of St-Michel, on the northeast by the St-Raphaël concession, on the north by the land of Alphonse Duchesneau and on the south partly by that of Joseph Mauger and partly by that of the Sisters of Charity of St-Louis—circumstances and dependencies. To be deducted the part sold to Hilaire Barbeau and others, by deed registered under No. 273557.

To be sold, the lot firstly described, at the parochial church door of St-Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time) and the lot secondly described at the parochial church door of St-Gérard Magella, county of Quebec, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon. (Daylight Saving Time).

JOS.-ALBERT DELAGE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Québec, May 13, 1948. 22189-20-2  
[First insertion: May 15, 1948]  
[Second insertion: May 29, 1948]

## Index de la Gazette officielle de Québec, N° 22

### ARRÊTÉS EN CONSEIL:

655, section "C" — Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec . . . . .	1586
701, section "C" — Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal . . . . .	1587
702, section "A" — Métiers de barbier et coiffeur dans les villes de Rouyn et Noranda et le canton Rouyn . . . . .	1589
702, section "B" — Métier de coiffeur pour dames dans la région de Montréal . . . . .	1587
702, section "C" — Travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans la région de Montréal . . . . .	1586
702, section "D" — Métiers de barbier et coiffeur dans la région de Victoriaville . . . . .	1590
702, section "F" — Industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice et al. . . . .	1587
705 — Concernant la création d'une réserve de pêche et de chasse de la Rivière de Port Daniel . . . . .	1591
748, section "A" — Métiers de barbier et de coiffeur dans la région de Sherbrooke . . . . .	1593
748, section "D" — Industrie de la boîte de carton dans la Province . . . . .	1592

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 22

### ORDERS IN COUNCIL:

655, part "C" — Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec . . . . .	1586
701, part "C" — Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal . . . . .	1587
702, part "A" — Barber and hairdresser trades in the towns of Rouyn and Noranda and the township Rouyn . . . . .	1589
702, part "B" — Ladies hairdressing trade in the district of Montreal . . . . .	1587
702, part "C" — Fur workers, wholesale trade, in the district of Montreal . . . . .	1586
702, part "D" — Barber and hairdresser trades in the district of Victoriaville . . . . .	1590
702, part "F" — Construction industry in the counties of Maskinongé, St. Maurice et al. . . . .	1587
705 — Concerning the creation of a fish and game reserve of the Port Daniel River . . . . .	1591
748, part "A" — Barber and hairdresser trades in the district of Sherbrooke . . . . .	1593
748, part "D" — Paper box industry in the Province . . . . .	1592

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1573 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1573

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Amqui, village de (Nom changé). . . . . 1595  
 Association des Employés de la Commission d'Assurance-Chômage, Québec (Règlements) . . . . . 1596  
 Coopérative d'Habitation et de Construction Frère André (Fondation) . . . 1594  
 Drew Brown Shipping Limited (Directeurs) . . . . . 1596  
 Électrique de Mont-Laurier Ltée (Installation de turbines) . . . . . 1593  
 Fédération Nationale des Employés Municipaux du Canada Inc. (Formation) . . . . . 1597  
 Garage des Taxis Co-op (Fondation) . . 1598  
 La Caisse de Crédit des Employés Municipaux de Sherbrooke (Fondation) . . . . . 1595  
 Landa Frocks Inc. (Directeurs) . . . . . 1595  
 L'Ascension de Notre-Seigneur, paroisse de (Tirage d'obligations) . . . . 1597  
 L'Association des Employés de Cumming Perrault Ltd. (Formation) . . . . 1598  
 L'Association des Employés de la Laiterie des Producteurs Inc. (Formation) . . . . . 1596  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Etienne de Lauzon (Formation) . . . . . 1596  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Louis de Champlain (Formation) . . . . . 1594  
 Renaissance Films Distribution Inc. (Directeurs) . . . . . 1594  
 Rimouski, ville de (Rachat d'obligations) . . . . . 1597  
 St. Anne Power Company (Ecluses) . . . 1598  
 Syndicat National Catholique des Etablissements Commerciaux d'Asbestos Que. (Formation) . . . . . 1595  
 Syndicat National Catholique du Textile Soie de St-Georges de Beauce (Nom changé) . . . . . 1599

Amqui, village of (Name changed) . . . . 1595  
 Association des Employés de la Commission d'Assurance-Chômage, Québec (By-laws) . . . . . 1596  
 Coopérative d'Habitation et de Construction Frère André (Foundation) . . 1594  
 Drew Brown Shipping Limited (Directors) . . . . . 1596  
 Électrique de Mont-Laurier Ltée (Installation of turbines) . . . . . 1593  
 Fédération Nationale des Employés Municipaux du Canada Inc. (Formation) . . . . . 1597  
 Garage des Taxis Co-op (Foundation) . . 1598  
 La Caisse de Crédit des Employés Municipaux de Sherbrooke (Foundation) . . . . . 1595  
 Landa Frocks Inc. (Directors) . . . . . 1595  
 L'Ascension of Drawing of bonds) . . . . 1597  
 L'Association des Employés de Cumming Perrault Ltd. (Formation) . . . . 1598  
 L'Association des Employés de la Laiterie des Producteurs Inc. (Formation) . . . . . 1596  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Etienne de Lauzon (Formation) . . . . . 1596  
 Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Louis de Champlain (Formation) . . . . . 1594  
 Renaissance Films Distribution Inc. (Directors) . . . . . 1594  
 Rimouski, town of (Redemption of bonds) . . . . . 1597  
 St. Anne Power Company (Dams) . . . . 1598  
 Syndicat National Catholique des Etablissements Commerciaux d'Asbestos Que. (Formation) . . . . . 1595  
 Syndicat National Catholique du Textile Soie de St-Georges de Beauce (Name changed) . . . . . 1599

CHARTES — ABANDON DE:

CHARTERS — SURRENDER OF:

Chicoutim Supplies, Inc. . . . . 1599  
 Fafic Investment Company Limited . . . 1599  
 Hobbyanna Casuals Inc. . . . . 1599  
 Old Orchard Investment Co. Ltd. . . . . 1599

Chicoutimi Supplies, Inc. . . . . 1599  
 Fafic Investment Company Limited. . . 1599  
 Hobbyanna Casuals Inc. . . . . 1599  
 Old Orchard Investment Co. Ltd. . . . . 1599

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

EDUCATION:

Clifton Est, munic. scolaire de . . . . . 1602  
 Cookshire, munic. scolaire protestante de 1601  
 Côte St-Gabriel, munic. scolaire protestante de . . . . . 1601  
 Eaton, munic. scolaire de . . . . . 1599  
 Hinchinbrook, munic. scolaire de . . . . 1601  
 Hinchinbrook, munic. scolaire de . . . . 1601  
 L'Anse à Brillant, munic. scolaire de . . 1602  
 Sawyerville, munic. scolaire protestante de . . . . . 1599  
 Somerset-Sud, munic. scolaire de . . . . 1601  
 St-Ambroise de la Jeune Lorette, munic. scolaire de . . . . . 1600  
 St-Basile, munic. scolaire du village de . 1600

Clifton East, school munic. of . . . . . 1602  
 Cookshire, protestant school munic. of 1601  
 Côte St-Gabriel, protestant school munic. of . . . . . 1601  
 Eaton, school munic. of . . . . . 1599  
 Hinchinbrook, school munic. of . . . . . 1601  
 Hinchinbrook, school munic. of . . . . . 1601  
 L'Anse à Brillant, school munic. of . . . 1602  
 Sawyerville, Protestant school munic. of . . . . . 1599  
 Somerset-South, school munic. of . . . . 1601  
 St-Ambroise de la Jeune Lorette, school munic. of . . . . . 1600  
 St-Basile, school munic. of the village of 1600

TERRES ET FORÊTS:

LANDS AND FORESTS:

St-Roch Nord, paroisse de . . . . . 1602

St-Roch North, parish of . . . . . 1602

TRAVAIL:

LABOUR:

Comité paritaire des services hospita-

Hospital Service Parity Committee for

liers de la région de l'Est de la province de Québec (Prélèvement).....	1602	the Eastern District of the Province of Quebec (Levy).....	1602
International Longshoremen's Association, local No 1552 (Avis).....	1604	International Longshoremen's Association, local No 1552 (Notice).....	1604
International Longshoremen's Association, local No 1657 (Avis).....	1606	International Longshoremen's Association, local No 1657 (Notice).....	1606
L'Association Canadienne des Distributeurs d'Essence, Inc. (Avis).....	1608	L'Association Canadienne des Distributeurs d'Essence, Inc. (Notice).....	1608
<b>TÉRÉSOR:</b>		<b>TREASURY:</b>	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
American Mutual Liability Insurance Company.....	1614	American Mutual Liability Insurance Company.....	1614
La Prospérité.....	1614	La Prospérité.....	1614
<b>ERRATUM:</b>		<b>ERRATUM:</b>	
Arrêté en conseil N° 546 — Concernant la prolongation de l'ordonnance N° 4, 1942, de la Commission du Salaire Minimum.....	1614	Order in Council No. 546 — Concerning an extension of ordinance No. 4, 1942, of the Minimum Wage Commission.....	1614
<b>EXAMEN DES AGRONOMES:</b>		<b>AGRONOMISTS EXAMINATION:</b>	
Candidats à l'étude de l'agronomie.....	1614	Candidates to the study of agronomist.....	1614
<b>GREFFES DE NOTAIRES:</b>		<b>NOTARIAL RECORDS:</b>	
Vachon, Jean-Paul, en faveur de.....	1620	Vachon, Jean-Paul, in favour of.....	1620
<b>LETTRES PATENTES:</b>		<b>LETTERS PATENT:</b>	
Amos Chinchilla Inc.....	1574	Amos Chinchilla Inc.....	1574
Archambault Automobile Limitée.....	1575	Archambault Automobile Limitée.....	1575
Canadian Pattern & Wood Working Company Limited.....	1575	Canadian Pattern & Wood Working Company Limited.....	1575
Commodities Incorporated.....	1575	Commodities Incorporated.....	1575
Dennis Textiles Ltd.....	1576	Dennis Textiles Ltd.....	1576
Dr. Sunny's Beverages Co. Ltd.....	1576	Dr. Sunny's Beverages Co. Ltd.....	1576
Fort Street Realty Company Limited.....	1576	Fort Street Realty Company Limited.....	1576
Garage R J R Limitée.....	1577	Garage R J R Limitée.....	1577
Granite Products Limited.....	1577	Granite Products Limited.....	1577
Grant Converters Ltd.....	1578	Grant Converters Ltd.....	1578
H. Sauriol Ltée.....	1578	H. Sauriol Ltée.....	1578
J. B. Poulin Inc.....	1578	J. B. Poulin Inc.....	1578
Laboratoire Grid Laboratory Inc.....	1579	Laboratoire Grid Laboratory Inc.....	1579
La Chambre de Commerce des Jeunes de Mont-Joli.....	1579	La Chambre de Commerce des Jeunes de Mont-Joli.....	1579
La Société des Hommes d'Affaires de l'Est de Montréal.....	1579	La Société des Hommes d'Affaires de l'Est de Montréal.....	1579
L'Association des Marchands Détaillants — Québec — The Retail Merchants' Association — Quebec.....	1580	L'Association des Marchands Détaillants — Québec — The Retail Merchants' Association — Quebec.....	1580
L'Association des Propriétaires de St-Pascal de Maizerets Inc.....	1580	L'Association des Propriétaires de St-Pascal de Maizerets Inc.....	1580
Le Garage d'Estcourt, Ltée.....	1581	Le Garage d'Estcourt, Ltée.....	1581
Logan Realty Co. Ltd.....	1581	Logan Realty Co. Ltd.....	1581
"M" Electrique Ltée.....	1582	"M" Electrique Ltée.....	1582
M. M. Martin Incorporée.....	1582	M. M. Martin Incorporée.....	1582
New Jersey Zinc Explorations Limited	1585	New Jersey Zinc Explorations Limited	1585
Ouellette Motor Sales Ltd.....	1582	Ouellette Motor Sales Ltd.....	1582
Peltier Handling Equipment Compagnie Limitée — Peltier Handling Equipment Company Limited.....	1583	Peltier Handling Equipment Compagnie Limitée — Peltier Handling Equipment Company Limited.....	1583
Phi Gamma Delta (McGill) Inc.....	1583	Phi Gamma Delta (McGill) Inc.....	1583
"Pigalle" Inc.....	1584	"Pigalle" Inc.....	1584
Progress Incorporated.....	1584	Progress Incorporated.....	1584
Star Transport & Equipment Company, Inc.....	1584	Star Transport & Equipment Company, Inc.....	1584
The Shawinigan Construction Co. Ltd. — La Cie de Construction de Shawinigan Ltée.....	1585	The Shawinigan Construction Co. Ltd. — La Cie de Construction de Shawinigan Ltée.....	1585
W. E. Pouliot Inc.....	1585	W. E. Pouliot Inc.....	1585
<b>PROCLAMATIONS:</b>		<b>PROCLAMATIONS:</b>	
Concernant le canton de Cloridorme.....	1615	Concerning the township of Cloridorme.....	1615

Concernant l'administration de la justice dans le district judiciaire de Montréal . . . . .	1617
Concernant la municipalité de Milan . . . . .	1616
Concernant la ville de St-Germain de Rimouski . . . . .	1619
Concernant le canton Dumais . . . . .	1618

Concerning the administration of justice in the judicial district of Montreal . . . . .	1617
Concerning the municipality of Milan . . . . .	1616
Concerning the town of St-Germain de Rimouski . . . . .	1619
Concerning the township of Dumais . . . . .	1618

SIÈGES SOCIAUX:

Canadian General Insulation (Quebec) Co. . . . .	1621
De Luxe Produits de Papier Ltée — De Luxe Paper Products Ltd. . . . .	1620
La Compagnie SoRex Limitée . . . . .	1621
Lyric Theatre Ltd.—Théâtre Lyrique Ltée . . . . .	1620
New Jersey Zinc Explorations Limited	1621
Quick Flame Gas Ltd. . . . .	1621
R. A. Thibaudeau Inc. . . . .	1622
The Charlevoix General Mining Co. Ltd	1620

HEAD OFFICES:

Canadian General Insulation (Quebec) Co. . . . .	1621
De Luxe Produits de Papier Ltée — De Luxe Paper Products Ltd. . . . .	1620
La Compagnie SoRex Limitée . . . . .	1621
Lyric Theatre Ltd.—Théâtre Lyrique Ltée . . . . .	1620
New Jersey Zinc Explorations Limited	1621
Quick Flame Gas Ltd. . . . .	1621
R. A. Thibaudeau Inc. . . . .	1622
The Charlevoix General Mining Co. Ltd.	1620

SOUSSIONS:

Beauport, ville de . . . . .	1624
Pointe-Claire, ville de . . . . .	1623
Ste-Anne-des-Mont, munic. de . . . . .	1625
St-Sauveur-des-Monts, commissaires d'écoles de . . . . .	1622

TENDERS:

Beauport, town of . . . . .	1624
Pointe-Claire, town of . . . . .	1623
Ste-Anne-des-Monts, munic. of . . . . .	1625
St-Sauveur-des-Monts, school commissioners of . . . . .	1622

VENTES PAR LICITATION:

Turcotte vs Desmarais <i>et al</i> . . . . .	1625
--	------

SALES BY LICITATION:

Turcotte vs Desmarais <i>et al</i> . . . . .	1625
--	------

VENTE POUR TAXES:

Iles de la Madeleine, comté des . . . . .	1627
---	------

SALE FOR TAXES:

Magdalen Islands, county of . . . . .	1627
---------------------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Labbé <i>et al</i> vs Croteau . . . . .	1629
---	------

ARTHABASKA:

Labbé <i>et al</i> vs Croteau . . . . .	1629
---	------

QUÉBEC:

Bernier vs Ouellet <i>et al</i> . . . . .	1629
---	------

QUÉBEC:

Bernier vs Ouellet <i>et al</i> . . . . .	1629
---	------

22340-o

22340-o

